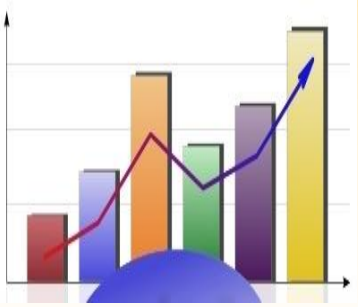
Annuaire statistique

Ministère de l'économie et des finances



Annuaire statistique

de l'économie et des finances

2013

Novembre 2014

Direction des études et de la planification

Ministère de l'économie et des finances

Secrétariat général

Direction des études et de la planification

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

Annuaire statistique

de l'économie et des finances

2013

Réalisé avec l'appui du Programme d'appui au renforcement de la gestion des finances publiques et des statistiques (Par-Gs)

Novembre 2014

Avant propos

La production de l'Annuaire Statistique de l'Economie et des Finances (ASEF) initiée en 2013, s'inscrit dans la dynamique de la mise en œuvre de la Politique sectorielle de l'économie et des finances (POSEF), cadre fédérateur de toutes les réformes au sein du Ministère de l'économie et des finances (MEF). En effet, les actions 1.2, 2.1 et 2.2 de la POSEF, relatives respectivement à la « planification et suivi évaluation », à la « prévision et planification du développement » et à la « gestion de l'information économique, financière et sociale », incite à favoriser l'accès régulier et permanent aux données sur le secteur de l'économie et des finances et à promouvoir la culture de la production statistique. Ceci implique la mise en place d'un système de production et d'une politique de publication et de diffusion des informations économiques et financières.

En effet, la production des statistiques du secteur de l'économie et des finances est l'un des grands défis que le MEF entend relever en vue de renforcer la communication sur la vie économique et financière du Burkina Faso. C'est ainsi, que le MEF a initié la production de l'Annuaire statistique de l'économie et des finances.

La production de l'annuaire 2013, deuxième édition du genre, s'est faite au travers de différentes étapes en l'occurrence, l'élaboration de fiches de collectes des données, la collecte et la saisie des données, l'organisation de séances de travail et la tenue d'un atelier d'examen et de validation des données du document. A toutes ces étapes, les points focaux des structures membres du Comité de production, avec l'assistance du Programme d'appui au renforcement de la gestion des finances publiques et des statistiques (Par-Gs) et du Programme-MEF (PMEF), ont travaillé d'arrache-pied et dans une synergie d'action à la production de la présente édition.

Conscient des efforts qui ont pu être consentis en vue de relever le défi y relatif, je voudrais remercier tous les acteurs qui n'ont épargné aucun effort pour l'élaboration de cette deuxième édition de l'annuaire.

Je tiens particulièrement à porter à la connaissance de l'ensemble des acteurs de développement que les informations économiques et financières et leur partage, sont et restent indispensables pour assurer la régularité de la publication de l'annuaire statistique et redonner à la statistique, toute son utilité en tant qu'élément d'information incontournable dans la pratique de la bonne gouvernance, en tant qu'outil d'aide à la décision et à la planification et en tant qu'instrument de suivi et évaluation des stratégies et actions.

Toute œuvre humaine étant perfectible, nous sommes pleinement conscients que ce document pourrait comporter des imperfections. Aussi, vos observations, critiques et suggestions seront-elles accueillies bien volontiers, en vue de l'amélioration des versions futures.

Ministère de l'Economie et des Finances * Le Ministre *

Lucien Marie Noël BEMBAMBA
Commandeur de l'Ordre National

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS **5**
TABLE DES MATIERES **7**
SIGLES ET ABREVIATIONS **9**
LISTE DES TABLEAUX **11**
EQUIPE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE **13**
DEMARCHE METHODOLOGIQUE **15**
1. PRESENTATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES **17**
1.1. ORGANISATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES 17
1.2. ORGANIGRAMME DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES 18
1.3. MOYENS DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES 19
1.3.1. Ressources humaines du ministère *19*
1.3.2. Ressources financières du ministère *21*
2. QUELQUES DONNEES SOCIOECONOMIQUES **23**
2.1. DONNEES DEMOGRAPHIQUES 23
2.2. ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE AUX PRIX COURANTS 24
2.3. ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE AUX PRIX CONSTANTS 25
2.4. AUTRES ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE 26
2.5. INDICATEURS DE L'INFLATION 27
2.6. INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN 27
2.7. INDICATEURS DE PAUVRETE 27
3. SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET **29**
3.1. RECETTES 29
3.1.1. Situation globale des recettes *29*
3.1.2. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale des impôts *30*
3.1.3. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale de la douane *31*
3.1.4. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique *32*
3.2. DEPENSES 33
3.2.1. Situation d'exécution des dépenses par titre budgétaire *33*
3.2.2. Evolution des dépenses par ministère et institution *33*
3.2.3. Evolution des dépenses par titre budgétaire et par ministère et institution *36*
4. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE **49**
4.1. DETTE EXTERIEURE 49
4.2. DETTE INTERIEURE 49
4.3. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE 50
4.4. SITUATION DES RATIOS D'ENDETTEMENT 50
4.5. TIRAGES SUR EMPRUNTS 51
4.6. ALLEGEMENTS DE DETTE OBTENUS 51
5. SITUATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT **53**
6. TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET SES SOLDES CARACTÉRISTIQUES **63**
6.1. SITUATION DES OPERATIONS DE RECETTES DE L'ETAT 63
6.2. SITUATION DES OPERATIONS DE DEPENSES DE L'ETAT 64
6.3. SITUATION DES SOLDES CARACTERISTIQUES 65
7. COMPTES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES **67**
7.1. REGIONS 67
7.2. COMMUNES 68
8. SITUATION DU COMMERCE EXTERIEUR **73**
8.1. EXPORTATIONS 74
8.2. IMPORTATIONS 77
9. SITUATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS **81**
10. SITUATION MONETAIRE **83**
11. CRITERES DE CONVERGENCE **87**
11.1. CRITERES DE CONVERGENCE UEMOA 87
11.2. CRITERES DE CONVERGENCE CEDEAO 88
12. AUTRES STATISTIQUES DU SECTEUR DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES **89**
12.1. STATISTIQUES DES PASSATIONS DE MARCHES PUBLICS 89
12.2. STATISTIQUES DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES 90
12.3. STATISTIQUES DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DE L'EQUIPEMENT DE L'ETAT 91
GLOSSAIRE **93**
METADONNEES **101**

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACDI	Agence Canadienne de Développement International
AFD	Agence Française de Développement
APD	Aide Publique au Développement
ASDI	Aide Suédoise pour le Développement International
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID	Banque Islamique de Développement
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CCP	Comptes courants postaux
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CID	Circuit Informatisé de la Dépense
CNE	Caisse Nationale d'Epargne
CNPE	Comité National de Politique Economique
DDP	Direction de la Dette Publique
DG-CMEF	Direction Générale du Contrôle des Marchés et des Engagements Financiers
DEP	Direction des Etudes et de la Planification
DGB	Direction Générale du Budget
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération
DGD	Direction Générale des Douanes
DGEP	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGI	Direction Générale des Impôts
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAD	Fonds Africain de Développement
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FAD	Fonds Africains de Développement
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Free On Board (Sans frais à bord)
GIZ	Deutsche Gesellschaftfür Internationale Zusammenarbeit (Coopération Allemande au Développement)
IADM	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IAP	Instrument automatisé de prévision
IDA	Association Internationale de Développement
IDH	Indice de Développement Humain
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
KFW	Coopération Allemande au Développement
LFI	Loi de Finance Initiale
LFR	Loi de Finance Rectificative
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
na	Non applicable
nd	Non disponible
nda	Non déclaré ailleurs
OCADES	Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité
OFID	Fonds de l'OPEP pour le Développement International
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

Par-Gs	Programme d'appui au renforcement de la Gestion des finances publiques et des statistiques
PIB	Produit Intérieur Brut
PNG	Position Nette du Gouvernement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
POSEF	Politique Sectorielle de l'Economie et des Finances
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
REV	Revenu
SD	Soutenabilité de la dette
SONABEL	Société National d'Electricité du Burkina
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TPPC	Taxe spécifique sur les Produits de la Parfumerie et des Cosmétiques
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNICEF	Fond des Nations Unies pour l'Enfance
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
USA	Etats Unis d'Amérique
VA	Valeur Ajoutée
VAN	Valeur actualisée nette

LISTE DES TABLEAUX

Tableau N° 1.1 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par catégorie, par sexe et par statut 19
Tableau N° 1.2 : Evolution de l'effectif du personnel du Ministère de l'économie et des finances par région 19
Tableau N° 1.3 : Répartition du personnel par âge 20
Tableau N° 1.4 : Répartition du personnel par ancienneté 20
Tableau N° 1.5 : Evolution des dotations budgétaires du ministère (en millions FCFA) 21
Tableau N° 1.6 : Evolution des situations d'exécution des dépenses budgétaires hors financements extérieurs du ministère (en millions FCFA) 21
Tableau N° 2.1 : Evolution de la population par région et par sexe 23
Tableau N° 2.2 : Evolution du taux d'accroissement naturel de la population (en %) 23
Tableau N° 2.3 : Evolution du produit intérieur brut aux prix courants (en milliards FCFA) 24
Tableau N° 2.4 : Evolution de l'emploi du PIB aux prix courants (en milliards FCFA) 24
Tableau N° 2.5 : Données provisoires du produit intérieur brut aux prix courants (en milliards FCFA) 24
Tableau N° 2.6 : Données provisoires de l'emploi du produit intérieur brut aux prix courants 25
(en milliards FCFA) 25
Tableau N° 2.7 : Evolution du produit intérieur brut aux prix constants de 1999 (en milliards FCFA) 25
Tableau N° 2.8 : Evolution du taux de croissance du produit intérieur brut aux prix constants de 1999 25
Tableau N° 2.9 : Evolution de l'emploi du PIB aux prix constants de 1999 (en milliards FCFA) 25
Tableau N° 2.10 : Données provisoires du produit intérieur brut aux prix constants de 1999 (en milliards FCFA) 26
Tableau N° 2.11 : Données provisoires de l'emploi du produit intérieur brut aux prix constants de 1999 (en milliards FCFA) 26
Tableau N° 2.13: Situation provisoire des taux de croissance du produit intérieur brut et de la consommation finale des ménages aux prix constants de 1999(en %) 26
Tableau N° 2.14 : Evolution des indicateurs de l'inflation 27
Tableau N° 2.15 : Données provisoires des indicateurs de l'inflation mesurées par le déflateur 27
Tableau N° 2.16: Evolution des indicateurs de développement humain 27
Tableau N° 2.17 : Evolution de l'espérance de vie (en années) 27
Tableau N° 2.18 : Evolution des indices de pauvreté 27
Tableau N° 3.1 : Evolution des recettes budgétaires (en milliards de FCFA) 29
Tableau N° 3.2 : Evolution des recouvrements par structure au profit du budget de l'Etat (en milliards de FCFA) 29
Tableau N° 3.3 : Evolution des recouvrements des impôts par nature de recettes (en milliards de FCFA 30
Tableau N° 3.4 : Evolution des impôts par grande catégorie(en milliards FCFA) 30
Tableau N° 3.5 : Evolution des impôts directs par type d'impôt (en milliards FCFA) 30
Tableau N° 3.6 : Evolution des impôts sur la propriété par type (en milliards FCFA) 31
Tableau N° 3.7 : Evolution des taxes sur biens et services par type (en milliards FCFA) 31
Tableau N° 3.8 : Evolution des recouvrements de la douane (en milliards de FCFA) 31
Tableau N° 3.9 : Evolution des recettes douanières par grandes catégories (en milliards FCFA) 32
Tableau N° 3.10 : Evolution des taxes douanières sur les biens et services (en milliards FCFA) 32
Tableau N° 3.11 : Evolution des recettes liées au commerce international (en milliards FCFA) 32
Tableau N° 3.12 : Evolution des recouvrements du Trésor (en milliards de FCFA) 32
Tableau N° 3.13 : Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires par titre (en milliards FCFA) 33
Tableau N° 3.14 : Evolution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution (en milliards FCFA) 33
Tableau N° 3.15 : Evolution de l'exécution des dépenses du titre I par ministère et institution (en milliards FCFA) 36
Tableau N° 3.17 : Evolution des dépenses du titre III par ministère et institution (en milliards FCFA) 40
Tableau N° 3.18 : Evolution des dépenses du titre IV par ministère et institution (en milliards FCFA) 43
Tableau N° 3.19 : Evolution des dépenses du titre V (hors financements extérieurs) par ministère et institution (en milliards FCFA) 46
Tableau N° 3.20 : Evolution des dépenses du titre VI par ministère et institution (en milliards FCFA) 48
Tableau N° 4.1 : Evolution de l'encours de la dette extérieure (en milliards FCFA) 49
Tableau N° 4.2 : Evolution de l'encours de la dette intérieure (en milliards FCFA) 49
Tableau N° 4.3 : Evolution du service de la dette publique (en milliards FCFA) 50
Tableau N 4.4 : Evolution des principaux ratios d'endettement 50
Tableau N° 4.5 : Evolution des tirages sur emprunts (en milliards FCFA) 51
Tableau N° 4.6 : Evolution des allègements obtenus de la dette (en milliards FCFA) 51
Tableau N° 5.1 : Déboursement de l'aide extérieure par nature de financement (millions de dollars US) 53
Tableau N° 5.2 : Déboursement de l'aide extérieure par secteur et sous-secteur nationaux (millions de dollars US) 53
Tableau N° 5.3 : Evolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financements 54
Tableau N° 5.4 : Evolution des principaux ratios de l'aide publique au développement 54
Tableau N° 5.5 : Evolution de l'aide publique au développement par bailleurs (en millions de $US) 55
Tableau N° 5.6 : Evolution de l'aide projet par agence donatrice (en millions de $US) 56
Tableau N° 5.7 : Evolution de l'appui budgétaire par agence donatrice (en millions de $US) 59
Tableau N°6.1 : Evolution des recettes (en milliards FCFA) 63
Tableau N° 6.2 : Evolution des recettes fiscales (en milliards FCFA) 63

Tableau N° 6.3 : Situation détaillée des recettes non fiscales (en milliards FCFA) 63
Tableau N° 6.4 : Evolution des dépenses et prêts nets (en milliards FCFA) 64
Tableau N° 6.5 : Evolution des soldes caractéristiques et autres soldes (en milliards FCFA) 65
Tableau N° 7.1 : Evolution des recettes totales par région / conseils régionaux (en millions FCFA) 67
Tableau N° 7.2 : Evolution des dépenses totales par région / conseils régionaux (en millions FCFA) 67
Tableau N° 7.3 : Evolution des recettes totales par commune urbaine (en millions FCFA) 68
Tableau N° 7.4 : Evolution des dépenses par commune urbaine (en millions FCFA) 69
Tableau N° 7.5 : Recettes totales des communes rurales par région (en millions FCFA) 71
Tableau N° 7.6 : Dépenses totales des communes rurales par région (en millions FCFA) 71
Tableau N° 8.1 : Evolution des flux du commerce extérieur (en milliards FCFA) 73
Tableau N° 8.2 : Evolution des exportations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA) 74
Tableau N° 8.3 : Evolution des exportations des principaux produits selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) 75
Tableau N° 8.4: Evolution des exportations selon les principaux pays de destination (en milliards FCFA) 76
Tableau N° 8.5: Evolution des importations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA) 77
Tableau N° 8.6: Evolution des importations des principaux produits selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) 78
Tableau N° 8.7 : Evolution des importations des principaux produits importés (nomenclature INSD en milliards FCFA) 79
Tableau N° 8.8: Evolution des importations selon les principaux pays d'origine (en milliards FCFA) 80
Tableau N° 9.1: Balance des paiements (en milliards de FCFA) 81
Tableau N° 10.1 : Situation des institutions monétaires (en milliards FCFA) 83
Tableau N° 10.2 : Position nette du gouvernement (en milliards FCFA) 84
Tableau N° 10.3 : Evolution de la situation des banques (en milliards FCFA) 85
Tableau N° 10.4: Situation de la Banque centrale (en milliards FCFA) 86
Tableau N° 11.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1er rang UEMOA) 87
Tableau N° 11.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2ème rang UEMOA) 87
Tableau N° 11.3 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1er rang CEDEAO) 88
Tableau N° 11.4 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2ème rang CEDEAO) 88
Tableau N° 12.1 : Evolution des marchés publics par mode de passation (en nombre) 89
Tableau N° 12.2 : Evolution des marchés publics par mode de passation (en milliards FCFA) 89
Tableau N° 12.3: Indicateurs des systèmes financiers décentralisés 90
Tableau N° 12.4: Statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat 91

EQUIPE DE COLLECTE DES DONNEES

NOM ET PRÉNOMS	FONCTION	STRUCTURE
OUEDRAOGO Halidou	Coordonnateur	DEP
KYELEM K. Jean Paul	Superviseur	DEP
GANSONRE Ismaël	Contrôleur	DEP
SABA Ousséni	Contrôleur	DEP
GNOULA Noundjoa	Contrôleur	DEP
OUEDRAOGO Ousséni	Collecteur	DGB
BAYALA Firmin	Collecteur	DGCOOP
SOME Bakounisouon	Collecteur	DGI
SAWADOGO Yahaya	Collecteur	DGCMEF
OUEDRAOGO Winnémi	Collecteur	DGEP
ZIDA Honoré patoinsâmba	Collecteur	CNPE
OUEDRAOGO Issouf	Collecteur	DGD
OUEDRAOGO S. Romuald Armel	Collecteur	DRH
ZERBO Issa	Collecteur	DGTCP/DSOFE
ZEIDA Jean Baptiste	Collecteur	DGTCP/RG
BILLA Gustave	Collecteur	DGTCP/DDP
BAKOA André	Collecteur	INSD
KABRE Isaac Fresnel Wendkouni	Collecteur	DAF
KABORE Zakaria	Collecteur	DGAIE
THIOMBIANO Boubacar	Collecteur	SP/PMF
SAWADOGO Dramane	Collecteur	MATD
SAWADOGO Ibrahim	Collecteur	BCEAO

EQUIPE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE

NOM ET PRÉNOMS	FONCTION
OUEDRAOGO Halidou	Directeur des études et de la planification
KYELEM Jean Paul	Chef de service des études, des statistiques et de l'analyse
GANSONRE Ismaël	Chargé de production des statistiques économiques et financières
SABA Ousséni	Chargé de production des statistiques économiques et financières
NABOLE Souleymane	Chargé de production des statistiques économiques et financières
SAWADOGO Seydou	Chargé de production des statistiques économiques et financières
YE Kibagnihi	Chargé de production des statistiques économiques et financières
GNOULA Noundjoa	Chargé de production des statistiques économiques et financières
OUEDRAOGO Téné	Chargé de production des statistiques économiques et financières

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La présente note méthodologique vise à présenter les principales étapes du processus de production de l'annuaire statistique ainsi que les changements importants à considérer.

1- Processus de production de l'annuaire statistique 2013 de l'économie et des finances

Le processus d'élaboration de l'ASEF 2013 s'est appuyé sur une démarche intégrée et itérative à travers le recours aux structures internes et externes pour la collecte des données nécessaires. Cette démarche participative a permis de mobiliser par voie administrative les données auprès des structures et des autres ministériels et institutions partenaires intervenant dans le secteur de l'économie et des finances. En effet, l'annuaire, produit avec le concours de l'ensemble des producteurs statistiques, vise à mettre à la disposition des utilisateurs l'essentiel des informations statistiques sur le secteur de l'économie et des finances.

Dans l'optique de faciliter la collecte des données et de s'assurer de leur fiabilité, le Ministère de l'économie et des finances (MEF) a mis en place un dispositif organisationnel qui consiste entre autres en la désignation officielle de points focaux auprès des structures du ministère et des autres ministères et institutions concernés. La mise en place de ce dispositif ainsi que l'identification des outils et techniques de collecte ont permis d'organiser le processus d'élaboration de l'ASEF 2013 suivant quatre phases : Conception et validation d'une architecture globale (i), Collecte des données statistiques (ii),Consolidation des données (iii), Validation et publication (iv).

1.1- La phase de conceptualisation

La phase de la conception et validation de l'architecture globale de l'annuaire constitue l'étape de conceptualisation. Elle a consisté en l'élaboration d'une maquette avec l'appui technique du Programme d'appui au renforcement de la gestion des finances publiques et des statistiques (Par-Gs), au choix des indicateurs à renseigner par domaine et à la validation de ladite maquette par les différentes parties prenantes.

1.2- La phase de collecte des données

La collecte des données s'est déroulée du 24 juin au 08 juillet 2014, après une rencontre de démarrage qui a réuni les points focaux le 13 juin 2014. Cette rencontre a marqué le point de départ de la collecte des données. Cette phase a été matérialisée également par l'élaboration des fiches de collecte, la transmission des fiches par voie électronique et officielle aux points focaux et le remplissage des fiches par les structures concernées.

1.3- La phase de consolidation des données

La phase de consolidation a consisté à la centralisation et à l'apurement des données suivi de l'élaboration de la version provisoire de l'ASEF 2013. L'organisation d'un atelier d'examen et d'amendement tenu du 04 au 08 août 2014 a permis d'améliorer le rapport provisoire de l'annuaire 2013. Cette étape a consisté en des contrôles de cohérence, de vraisemblance des données et leurs corrections.

1.4- La phase de validation et de publication de l'annuaire

Cette phase constitue l'étape ultime du processus. Il s'est agi pour la validation de transmettre le rapport provisoire aux premiers responsables des différentes structures pour recueillir les observations éventuelles. L'édition et la publication de l'ASEF sont intervenues après la finalisation du rapport prenant en compte lesdites observations.

2- Changement important à considérer

2.1- La rénovation de la maquette

2.1.1 Au niveau de la structure de l'annuaire statistique 2013

L'édition 2013 de l'annuaire statistique est caractérisée essentiellement par la rénovation de la maquette entrainant ainsi une modification de la structuration du document. En effet, cette deuxième édition de l'annuaire ne contient plus de tableaux relatifs aux prévisions de recettes et aux dotations de dépenses. Il présente uniquement l'évolution des recettes mobilisées ainsi que des dépenses exécutées sur la période 2004-2013.

2.1.2 Au niveau des différents domaines du secteur de l'économie et des finances

L'annuaire statistique 2013, est également caractérisé par l'identification de nouveaux domaines du secteur de l'économie et des finances dont la publication des données statistiques est jugée utile pour les utilisateurs. Il s'agit des tableaux relatifs :

- aux comptes des collectivités territoriales ;
- à la situation du commerce extérieur ;
- aux statistiques de micro finance ;
- aux statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat.

2.2- Autres changements

L'annuaire statistique 2013 de l'économie et des finances est aussi caractérisé par plusieurs autres changements majeurs qui méritent d'être signalés. Il s'agit notamment d'une actualisation des données de certaines rubriques des tableaux. Pour d'autres tableaux par contre, les données de l'ensemble des rubriques ont connu une modification.

2.2.1 Au niveau de l'effectif du personnel

Après la production de la première édition de l'annuaire statistique, la base de données relative au personnel du Ministère de l'économie et des finances a connu une mise à jour. Cette mise à jour se caractérise, par rapport aux données de l'annuaire statistique 2012, par des écarts au niveau de la répartition du personnel par catégorie.

2.2.2 Au niveau de l'aide publique au développement

Dans la présente édition de l'annuaire statistique, certaines données relatives à l'aide publique au développement (APD) présentent des écarts avec celles de l'édition précédente. Ces différences sont en partie dues à la mise à jour de la base de données de la structure fournissant les données y relatives.

2.2.3 Au niveau des statistiques sur le budget de l'Etat

Dans l'annuaire statistique 2012, les données sur l'évolution de l'exécution budgétaire en 2012 étaient issues du rapport sur l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2012. En effet, selon l'article 3 de la loi N°006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances, la loi de règlement constate les résultats financiers chaque année civile et approuve les différences entre les résultats et les prévisions de la loi de finances correspondante. Ainsi, les données sur l'exécution budgétaire en 2012, ont été actualisées dans l'annuaire statistique 2013, pour prendre en compte les données définitives de la loi de règlement, gestion 2012.

2.2.4 Au niveau des opérations financières de l'Etat

- **Les dépenses en capital**

Au niveau des dépenses en capital, un retraitement a été opéré dans l'annuaire statistique 2013 essentiellement pour les années 2010 et 2011. Ce retraitement a concerné notamment les rubriques « reliquats des dépenses exceptionnelles de 2009 » et « dépenses d'investissement exercice 2010 », entrainant ainsi une modification de la ligne «dépenses en capital» en 2010 et 2011. En effet, dans l'annuaire statistique 2012, les « reliquats des dépenses exceptionnelles de 2009 » (67,69 milliards FCFA) et les « dépenses d'investissement exercice 2010 » (46,56 milliards FCFA) qui sont comptabilisés respectivement dans les exercices correspondants sont également comptabilisés en 2010 pour les « reliquats des dépenses exceptionnelles de 2009 » et 2011 pour les « dépenses d'investissement exercice 2010 ». Il s'agit ici d'une double comptabilisation. En apportant les corrections nécessaires, les dépenses en capital sont de 484,66 milliards FCFA au lieu de 552,35 milliards FCFA pour l'année 2010 et de 488,57 milliards FCFA au lieu de 535,13 milliards FCFA pour l'année 2011.

Aussi, dans l'annuaire statistique 2012, le montant « 67,69 milliards FCFA » n'a pas été saisi à la ligne correspondante. Ce montant correspondant en effet, aux « reliquats des dépenses exceptionnelles de 2009 » et non aux « dépenses d'investissement exercice 2010 ».

- **Les soldes caractéristiques**

Dans l'annuaire statistique 2013, certaines données du tableau relatif aux soldes caractéristiques diffèrent de ceux de l'annuaire statistique 2012 du fait de certaines omissions lors du calcul de ces soldes. En effet, dans la formule de calcul desdits soldes, la ligne « recettes totales » n'a pas intégré la ligne « recettes en capital ». Aussi, pour ce qui concerne particulièrement l'année 2012, les écarts se justifient à la fois par l'omission relevée sur les recettes en capital et par le fait que les soldes ont été calculés avec un niveau de recettes non fiscales de 52,25 milliards de francs CFA au lieu de 108,03 milliards de francs CFA.

2.2.5 Au niveau du secteur monétaire

Dans le présent annuaire statistique, les données relatives à la Position nette du Gouvernement (PNG) ont connu une modification. Cette modification provient d'une actualisation au niveau de la sous composante « **compte courant postal** » ayant entrainé ainsi une modification de la composante « **concours des banques** ».

2.2.6 Au niveau des critères de convergence

Dans l'annuaire statistique 2013, certaines données se rapportant aux critères de convergence diffèrent de celles de l'édition présidente. Ces différences s'expliquent par une mise à jour de la base de données au niveau de la structure fournissant les données y relatives.

1. PRESENTATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Le Ministère de l'économie et des finances (MEF) est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'économie, de finances et de planification stratégique, conformément aux dispositions du décret **N°2013-104/PRES/PM/SGGCM du 7 mars 2013** portant attributions des membres du Gouvernement.

1.1. Organisation du Ministère de l'économie et des finances

Le MEF, en vue d'améliorer l'efficacité de ses actions en rapport avec sa mission a entrepris la réorganisation qui a abouti au décret **N°2012-546/PRES/PM/MEF du 02 juillet 2012** portant organisation du Ministère de l'économie et des finances aux termes duquel, le MEF s'organise autour des structures suivantes :
Le Cabinet du Ministre de l'économie et des finances auquel sont rattachés :

- l'Inspection générale des finances (IGF) ;
- la Coordination nationale de lutte contre la fraude (CNLF) ;
- le Secrétariat technique national de la stratégie de croissance accélérée et de développement durable (STN-SCADD) ;
- le Bureau de développement institutionnel et d'évaluation des performances (BUDIEP) ;
- la Cellule nationale de traitement de l'information financière (CENTIF) ;
- le Secrétariat permanent pour la promotion de la micro-finance (SP-PMF) ;
- le Secrétariat permanent de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (SP-ITIE) ;
- le Secrétariat permanent du comité national de politique économique (SP-CNPE) ;
- la Cellule d'analyse et de suivi de la politique fiscale (CASPF).

Le Cabinet du Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget auquel est rattaché le Secrétariat technique du comité de pilotage du budget programme de l'Etat (ST-CP-BPE).

Le Secrétariat général auquel sont rattachées les structures centrales et déconcentrées. Les structures centrales regroupent :

- la Direction générale des impôts (DGI) ;
- la Direction générale des douanes (DGD) ;
- la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) ;
- la Direction générale de la coopération (DGCOOP) ;
- la Direction générale du budget (DGB) ;
- la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DG-CMEF) ;
- la Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (DGAIE) ;
- la Direction générale de l'aménagement du territoire et de l'appui à la décentralisation (DGAT-AD) ;
- la Direction des études et de la planification (DEP) ;
- la Direction de l'administration et des finances (DAF) ;
- la Direction des marchés publics (DMP) ;
- la Direction générale de l'économie et de la planification (DGEP) ;
- la Direction générale des services informatiques (DGSI) ;
- la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- la Direction des archives et de la documentation (DAD) ;
- la Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM).

Concernant les structures déconcentrées, elles sont constituées des services extérieurs des régies de recettes, et des services de dépenses.

S'agissant des services extérieurs des régies de recettes, on distingue les Directions régionales des douanes (DRD), les Directions régionales des impôts (DRI), les Directions provinciales des impôts (DPI) et les Trésoreries régionales (TR).

Pour les services de dépenses, on dénombre les Directions régionales du budget (DRB), les Directions régionales du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DR-CMEF), les Directions provinciales du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DP-CMEF) et les Directions régionales de l'économie et de la planification (DREP).

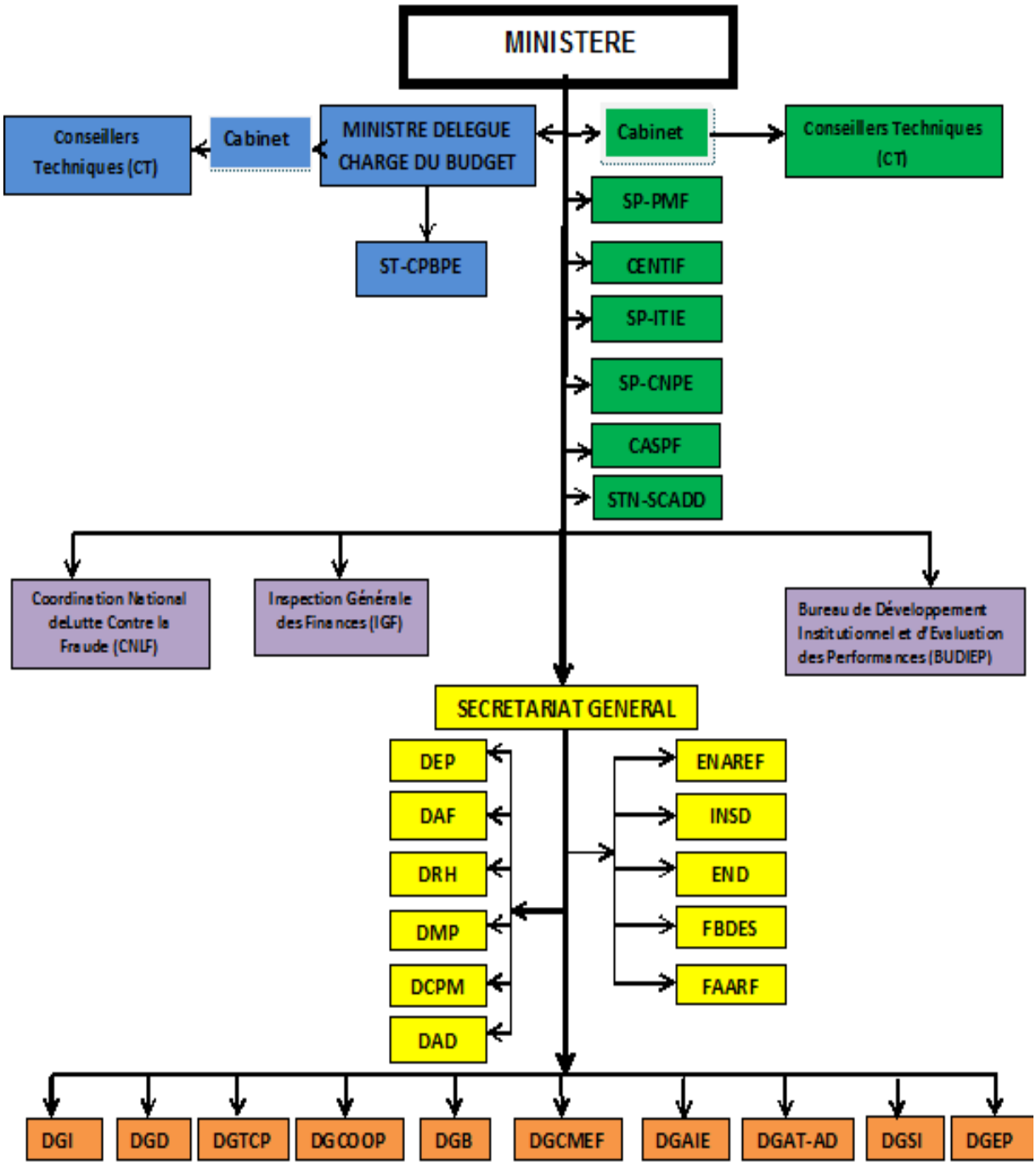
En plus des structures ainsi énumérées, il y a des structures rattachées. Il s'agit :

- de l'Ecole nationale des régies financières (ENAREF) ;
- du Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes (FAARF) ;
- de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) ;
- du Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES).

Par ailleurs, pour exécuter des missions conjoncturelles ou temporaires, les principaux cadres suivants ont été créés :

- le Comité national de la dette publique (CNDP) ;
- le Comité de suivi des délais de paiement (CODEP) ;
- le Comité ministériel de lutte contre le sida (CMLS) ;
- la Cellule ministérielle du budget programme (CEM-BP) ;
- la Cellule genre.

1.2. Organigramme du Ministère de l'économie et des finances



1.3. Moyens du Ministère de l'économie et des finances

1.3.1. Ressources humaines du ministère

Tableau N° 1.1 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par catégorie, par sexe et par statut

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agents de catégorie A et assimilés	1 836	1 771	1 881	2 080	2 253	2 241
Agents de catégorie B et assimilés	1 416	1 599	1 722	1 876	1 942	1 951
Agents de catégorie C et assimilés	1 172	1 465	1 536	1 727	1 813	1 874
Agents de catégorie D et assimilés	622	839	879	1 020	922	1152
Agents de catégorie E et assimilés	161	185	185	319	455	430
Effectif total	5 207	5 859	6 203	7 022	7 385	7 648
dont hommes	4 265	4 852	5 162	5 834	5 966	6 168
dont femmes	942	1 007	1 041	1188	1 419	1 480
dont fonctionnaires	4 884	5 528	5 829	6 264	6 157	6 384
dont contractuels	323	331	374	758	1 228	1 264

Source : Direction des ressources humaines

Tableau N° 1.2 : Evolution de l'effectif du personnel du Ministère de l'économie et des finances par région

	2011	2012	2013
Boucle du Mouhoun	210	217	213
Cascades	196	207	190
Centre	4 051	4 284	4 672
Centre-Est	386	413	356
Centre-Nord	155	173	171
Centre-Ouest	225	224	251
Centre-Sud	238	231	237
Est	321	337	310
Hauts-Bassins	516	535	526
Nord	201	214	213
Plateau Central	112	116	122
Sahel	207	211	206
Sud-Ouest	204	223	181
Burkina Faso	**7 022**	**7 385**	**7 648**

Source : Direction des ressources humaines

Tableau N° 1.3 : Répartition du personnel par âge

Tranche d'âge	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moins de 20 ans	0	0	2	0	1	0
20 à 24 ans	0	196	190	209	165	106
25 à 29 ans	173	1 174	1 187	1 270	1 308	928
30 à 39 ans	2 138	2 349	2 575	3 002	3 185	3 586
40 à 49 ans	1 806	1 413	1 476	1 667	1 791	1 976
50 à 59 ans	1 066	727	773	874	935	1029
60 ans et plus	24	0	0	0	0	23
Ensemble	**5 207**	**5 859**	**6 203**	**7 022**	**7 385**	**7 648**

Source : Direction des ressources humaines

Tableau N° 1.4 : Répartition du personnel par ancienneté

Tranche d'ancienneté	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Moins de 5 ans	1 838	2 025	2 098	2 746	2 729	2 740
5 à 9 ans	735	984	1 209	1 370	1 679	1 846
10 à 14 ans	755	822	882	873	766	737
15 à 19 ans	610	662	605	555	718	788
20 à 24 ans	533	569	580	468	519	654
25 à 29 ans	466	481	421	595	554	510
30 à 34 ans	224	272	358	339	364	320
35 ans et plus	46	44	50	76	56	53
Ensemble	**5 207**	**5 859**	**6 203**	**7 022**	**7 385**	**7 648**

Source : Direction des ressources humaines

1.3.2. Ressources financières du ministère

Tableau N° 1.5 : Evolution des dotations budgétaires du ministère (en millions FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses courantes	8 910,0	10 331,3	14 001,3	12 788,6	13 772,3	15 853,5	18 178,6	40 138,7	42 828,0	45 878,3
Personnel	5 645,7	5 861,2	6 626,7	6 768,8	7 975,4	9 015,7	11 356,9	12 041,1	15 894,0	15 980,4
Fonctionnement	1 740,4	1 461,8	2 687,8	2 295,8	2 264,9	2 495,7	1 792,2	4 636,1	3 216,0	2 746,0
Transferts courants	1 523,9	3 008,3	4 686,8	3 724,0	3 532,0	4 342,1	5 029,5	23 461,5	23 718,0	27 151,9
Dépenses en capital	22 086,9	31 603,5	19 700,1	13 591,7	15 731,2	21 525,3	26 759,4	31 024,5	45 280,7	47 597,4
Equipements & Investissements	22 086,9	31 603,5	19 700,1	13 591,7	15 731,2	21 525,3	26 759,4	31 024,5	45 280,7	47 597,4
Financement sur budget national	2 454,2	3 367,1	6 383,8	4 419,5	8 895,7	14 189,1	19 501,4	20 592,8	36 207,5	41 089,2
Financement sur ressources extérieures	19 632,7	28 236,4	13 316,3	9 172,2	6 835,5	7 336,2	7 258,0	10 431,7	9 073,2	6 508,2
Subvention	12 085,7	12 188,1	7 782,1	6 262,3	5 335,7	6 586,5	7 220,5	10 431,7	8 950,8	6 334,4
Prêts	7 547,0	16 048,3	5 534,2	2 909,9	1 499,8	749,7	37,5	0,0	122,4	173,8
Total	**30 996,9**	**41 934,8**	**33 701,4**	**26 380,3**	**29 503,5**	**37 378,8**	**44 938,0**	**71 163,2**	**88 108,7**	**93 475,7**

Source : Direction de l'administration et des finances

Tableau N° 1.6 : Evolution des situations d'exécution des dépenses budgétaires hors financements extérieurs du ministère (en millions FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses courantes	8 905,7	9 666,7	12 623,6	14 650,2	14 805,7	16 794,7	18 752,0	40 702,7	40 767,9	40 767,9
Personnel	5 753,3	5 857,1	6 905,7	8 898,6	9 453,0	10 408,6	12 052,3	13 071,9	14 030,5	14 030,5
Fonction-nement	1 628,5	1 422,5	1 791,3	2 028,3	1 834,5	2 298,5	1 756,5	4 579,6	3 192,3	3 192,3
Transferts courants	1 523,9	2 387,1	3 926,6	3 723,3	3 518,2	4 087,6	4 943,2	23 051,2	23 545,1	23 545,1
Dépenses en capital	2 454,1	3 135,0	5 923,5	4 044,6	8 437,4	13 837,8	19 181,5	20 455,1	36 109,4	40 485,2
Total des dépenses	**11 359,8**	**12 801,7**	**18 547,1**	**18 694,8**	**23 243,1**	**30 632,5**	**37 933,5**	**61 157,8**	**76 877,3**	**81 253,1**

Source : Direction de l'administration et des finances

2. QUELQUES DONNEES SOCIOECONOMIQUES

2.1. Données démographiques

Tableau N° 2.1 : Evolution de la population par région et par sexe

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
B. du Mouhoun	1 370 373	1 398 900	1 428 033	1 459 198	1 500 542	1 543 113	1 586 748	1 631 321	1 677 018	1 723 830
Cascades	473 201	495 845	519 627	544 621	566 843	589 741	613 229	637 279	661 936	687 170
Centre	1 485 055	1 577 907	1 676 565	1 781 092	1 865 966	1 953 669	2 043 943	2 136 581	2 231 807	2 329 499
Centre-Est	1 054 771	1 085 055	1 116 215	1 149 211	1 186 043	1 223 956	1 262 783	1 302 449	1 343 079	1 384 663
Centre-Nord	1 126 925	1 156 422	1 186 695	1 218 835	1 256 464	1 295 189	1 334 860	1 375 380	1 416 895	1 459 402
Centre-Ouest	1 119 908	1 146 090	1 172 957	1 201 463	1 236 855	1 273 300	1 310 644	1 348 784	1 387 860	1 427 894
Centre-Sud	611 529	623 315	635 359	648 242	666 101	684 503	703 358	722 631	742 378	762 632
Est	1 110 019	1 149 866	1 191 223	1 234 738	1 278 351	1 323 234	1 369 233	1 416 229	1 464 366	1 513 642
Hauts-Bassins	1 345 303	1 393 797	1 444 040	1 497 061	1 550 195	1 604 875	1 660 910	1 718 161	1 776 803	1 836 838
Nord	1 123 416	1 147 982	1 173 100	1 199 913	1 234 506	1 270 125	1 306 619	1 343 897	1 382 111	1 421 253
Plateau Central	662 993	676 160	689 592	703 991	723 628	743 844	764 574	785 746	807 444	829 692
Sahel	895 639	924 120	953 514	984 577	1 017 550	1 051 494	1 086 250	1 121 764	1 158 147	1 195 388
Sud-Ouest	583 618	598 211	613 185	629 070	648 123	667 737	687 826	708 336	729 362	750 893
Burkina Faso	**12 962 750**	**13 373 670**	**13 800 105**	**14 252 012**	**14 731 167**	**15 224 780**	**15 730 977**	**16 248 558**	**16 779 206**	**17 322 796**
Homme	6 256 552	6 456 103	6 663 242	6 880 824	7 110 097	7 346 835	7 590 133	7 839 350	8 095 324	8 357 967
Femme	6 706 198	6 917 567	7 136 863	7 371 188	7 621 070	7 877 945	8 140 844	8 409 208	8 683 882	8 964 829

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau N° 2.2 : Evolution du taux d'accroissement naturel de la population (en %)

	1960	1975	1985	1991	1996	2006
Taux d'accroissement naturel	1,8	2,2	3,2	2,9	3,1	3,4

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

2.2. Eléments de comptabilité nationale aux prix courants

Tableau N° 2.3 : Evolution du produit intérieur brut aux prix courants (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Valeur ajoutée Secteur primaire	808,1	1 017,0	1 032,8	971,5	1 385,0	1 279,2	1 443,8	1 555,8
Valeur ajoutée Secteur secondaire	495,7	468,5	498,6	557,6	535,4	648,7	833,2	1 177,8
Valeur ajoutée Secteur tertiaire	1 037,2	1 120,1	1 266,1	1 437,5	1 521,0	1 660,7	1 792,7	1 884,9
Impôts et taxes	215,1	275,9	243,8	271,3	298,0	353,3	384,2	456,7
Produit intérieur brut	2 556,1	2 881,4	3 041,3	3 237,8	3 739,5	3 941,9	4 453,9	5 075,2

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau N° 2.4 : Evolution de l'emploi du PIB aux prix courants (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Consommation finale des ménages	1 841,3	2 079,9	2 172,2	2 214,1	2 608,6	2 711,2	2 798,7	3 020,5
Consommation publique	531,0	569,6	659,3	774,1	800,7	854,9	918,0	1 040,7
Importations des biens et services	659,5	743,2	772,0	807,3	987,3	1 095,5	1 316,0	1 677,5
Exportations des biens et services	289,6	280,8	346,8	342,4	369,6	497,2	930,9	1 328,1
FBCF publique	240,9	265,9	304,9	393,3	421,7	478,4	549,8	536,8
FBCF privée	256,0	301,4	279,5	294,6	350,3	409,0	464,5	748,1
Variation des stocks	56,9	127,0	50,5	26,7	176,0	86,7	108,0	78,6
Produit intérieur brut	**2 556,1**	**2 881,4**	**3 041,3**	**3 237,8**	**3 739,5**	**3 941,9**	**4 453,9**	**5 075,2**

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau N° 2.5 : Données provisoires du produit intérieur brut aux prix courants (en milliards FCFA)

	2012	2013
Valeur ajoutée Secteur primaire	1 837,0	1 980,7
Valeur ajoutée Secteur secondaire	1 336,4	1 420,8
Valeur ajoutée Secteur tertiaire	2 156,5	2 309,7
Impôts et taxes	598,3	654,5
Produit intérieur brut	**5 928,2**	**6 365,7**

Source : Direction générale de l'économie et de la planification, IAP

Tableau N° 2.6 : Données provisoires de l'emploi du produit intérieur brut aux prix courants (en milliards FCFA)

	2012	2013
Consommation finale des ménages	3 528,1	3 731,2
Consommation publique	1 183,3	1 275,9
(-) Importation des biens et services	1 876,7	2 038,6
Exportation des biens et services	1 558,8	1 597,7
FBCF publique	598,8	730,8
FBCF privée	813,5	896,8
Variation des stocks	122,4	171,8
Produit intérieur brut	**5 928,2**	**6 365,7**

Source : Direction générale de l'économie et de la planification, IAP

2.3. Eléments de comptabilité nationale aux prix constants

Tableau N° 2.7 : Evolution du produit intérieur brut aux prix constants de 1999 (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Valeur ajoutée Secteur primaire	681,4	751,2	777,1	748,2	901,9	817,7	919,9	884,1
Valeur ajoutée Secteur secondaire	488,0	500,5	531,6	575,0	534,4	572,5	586,1	761,3
Valeur ajoutée Secteur tertiaire	1 011,5	1 091,7	1 226,0	1 305,8	1 344,3	1 438,3	1 549,9	1 589,1
Impôts et taxes	187,3	229,9	199,6	217,7	231,2	272,4	307,0	351,2
Produit intérieur brut	**2 368,2**	**2 573,3**	**2 734,2**	**2 846,6**	**3 011,7**	**3 100,9**	**3 362,9**	**3 585,7**

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau N° 2.8 : Evolution du taux de croissance du produit intérieur brut aux prix constants de 1999

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Croissance réelle du PIB (%)	4,5	8,7	6,3	4,1	5,8	3,0	8,5	6,6
PIB/Habitants (de 1999 en milliers de FCFA)	182,7	192,4	198,1	199,7	204,5	203,7	213,8	220,7

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau N° 2.9 : Evolution de l'emploi du PIB aux prix constants de 1999 (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Consommation finale des ménages	1 714,5	1 832,8	1 880,5	1 914,5	2 085,5	2 118,6	2 168,6	2 240,7
Consommation publique	507,3	550,7	623,4	661,9	675,3	692,5	733,8	787,8
Importations des biens et services	563,2	618,6	628,0	649,3	768,8	870,7	1 065,6	1 308,0
Exportations des biens et services	194,5	199,3	249,0	262,2	277,5	326,8	541,2	656,3
FBCF publique	241,5	267,3	302,6	364,1	377,5	387,3	446,3	536,9
FBCF privée	262,5	317,6	294,8	286,9	329,7	428,8	517,2	657,9
Variation des stocks	11,1	24,3	12,0	6,4	35,0	17,6	21,5	14,1
Produit intérieur brut	**2 368,2**	**2 573,3**	**2 734,2**	**2 846,6**	**3 011,7**	**3 100,9**	**3 362,9**	**3 585,7**

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau N° 2.10 : Données provisoires du produit intérieur brut aux prix constants de 1999 (en milliards FCFA)

	2012	2013
Valeur ajoutée Secteur primaire	1 031,9	1 066,7
Valeur ajoutée Secteur secondaire	770,7	825,8
Valeur ajoutée Secteur tertiaire	1 672,1	1 802,5
Impôts et taxes	429,9	469,2
Produit intérieur brut	**3 904,6**	**4 164,2**

Source : Direction générale de l'économie et de la planification, IAP

Tableau N° 2.11 : Données provisoires de l'emploi du produit intérieur brut aux prix constants de 1999 (en milliards FCFA)

	2012	2013
Consommation finale des ménages	2 327,3	2 506,9
Consommation publique	722,5	759,0
(-) Importation des biens et services	1 409,4	1 538,3
Exportation des biens et services	731,8	767,7
FBCF publique	841,7	951,9
FBCF privée	701,9	732,6
Variation des stocks	-11,2	-15,6
Produit intérieur brut	**3 904,6**	**4 164,2**

Source : Direction générale de l'économie et de la planification, IAP

2.4. Autres éléments de comptabilité nationale

Tableau N° 2.12 : Evolution des taux de croissance du produit intérieur brut et de la consommation finale des ménages aux prix constants de 1999 (en %)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB réel	4,5	8,7	6,3	4,1	5,8	3,0	8,4	6,6
Taux de croissance de la consommation finale des ménages	4,3	6,9	2,6	1,8	8,9	1,6	2,4	3,3

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau N° 2.13: Situation provisoire des taux de croissance du produit intérieur brut et de la consommation finale des ménages aux prix constants de 1999(en %)

	2012	2013
Taux de croissance du PIB réel	9,0	6,6
Taux de croissance de la consommation finale des ménages	14,7	7,7

Source : Direction générale de l'économie et de la planification, IAP

2.5. Indicateurs de l'inflation

Tableau N° 2.14 : Evolution des indicateurs de l'inflation

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Déflateur annuel du PIB	107,9	112,0	111,2	113,7	124,2	127,1	132,4	141,5	nd	nd
Déflateur de la consommation finale des ménages	107,4	113,5	115,5	115,7	125,1	128,0	129,1	134,8	nd	nd
Taux d'inflation annuel (%)	-0,4	6,4	2,4	-0,3	10,7	2,6	-0,6	2,8	3,8	0,5

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau N° 2.15 : Données provisoires des indicateurs de l'inflation mesurées par le déflateur

	2012	2013
Déflateur annuel du PIB	151,8	152,9
Déflateur de la consommation finale des ménages	151,6	148,8

Source : Direction générale de l'économie et de la planification, IAP

2.6. Indice de développement humain

Tableau N° 2.16: Evolution des indicateurs de développement humain

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Indice du développement humain	0,342	0,370	0,372	0,389	nd	0,326	0,329	0,331	0,343	0,388
Rang	174	176	173	177	nd	177	161	181	183	181
Nombre de pays classés	177	177	179	182	nd	182	182	187	187	187

Source : Institut national de la statistique et de la démographie/Rapport mondial sur le développement humain

Tableau N° 2.17 : Evolution de l'espérance de vie (en années)

	1985	1991	1996	2006
Hommes	48,2	50,7	53,5	55,8
Femmes	48,8	53,2	54,1	57,5
Ensemble	**48,5**	**52,2**	**53,8**	**56,7**

Sources : Institut national de la statistique et de la démographie, Enquête démographique (1991) et recensements (1985, 1996 et 2006)

2.7. Indicateurs de pauvreté

Tableau N° 2.18 : Evolution des indices de pauvreté

	1994	1998	2003	2009*
Seuil de pauvreté (en FCFA)	41 099	72 690	82 672	130 735
Incidence P0	44,5	45,3	46,4	46,7
Profondeur P1	13,9	13,7	15,6	15,1
Sévérité P2	6,0	5,9	7,1	6,7

Source : Institut national de la statistique et de la démographie. (*) Nouvelle approche méthodologique

3. SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET

3.1. Recettes

3.1.1. Situation globale des recettes

Tableau N° 3.1 : Evolution des recettes budgétaires (en milliards de FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Recettes ordinaires	333,9	364,6	385,0	557,3	484,1	523,4	647,6	832,3	997,8	1 106,9
Recettes fiscales	297,9	331,0	351,4	373,0	439,7	445,2	524,9	728,4	885,4	978,0
Recettes non fiscales	26,1	29,0	31,2	36,4	38,0	45,4	111,0	96,8	106,8	127,2
Recettes en capital	9,9	4,6	2,5	147,9	6,4	32,8	11,6	7,1	5,6	1,7
Recettes extraordinaires	92,6	101,1	118,8	117,5	183,9	269,8	234,0	223,7	328,5	543,6
Dons	92,6	101,1	59,1	95,6	91,4	139,1	148,2	181,0	187,8	324,4
Emprunts	0,0	0,0	59,6	21,9	92,5	130,7	85,9	42,8	140,7	219,3
Recettes budgétaires	**426,4**	**465,6**	**503,8**	**674,8**	**667,9**	**793,2**	**881,5**	**1 056,1**	**1 326,2**	**1 650,5**

Source : Direction générale du budget/Lois de règlements, CID, rapport sur l'exécution du budget au 31 décembre 2013

Tableau N° 3.2 : Evolution des recouvrements par structure au profit du budget de l'Etat (en milliards de FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
DG Douane	150,5	166,2	172,6	183,8	210,9	222,2	244,3	313,4	441,1	476,1
DG Impôts	156,6	178,3	186,9	212,5	226,8	266,5	313,6	386,1	464,7	521,5
DG Trésor	32,8	32,2	26,8	179,1	37,1	106,2	118,3	101,4	106,6	121,4
DG-COOP	92,6	101,1	118,8	117,5	312,2	196,3	367,2	383,1	328,5	nd
Ensemble	**432,5**	**477,8**	**505,0**	**692,9**	**787,0**	**791,2**	**1 043,4**	**1 184,0**	**1 340,9**	**nd**

Source : Direction générale du trésor et de la comptabilité publique ; Direction générale des impôts ; Direction générale des douanes ; Direction générale de la coopération

3.1.2. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale des impôts

Tableau N° 3.3 : Evolution des recouvrements des impôts par nature de recettes (en milliards de FCFA

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total Budget Etat	156,61	178,28	186,89	212,50	226,76	266,54	313,56	386,12	464,73	521,54
Recettes fiscales	156,53	177,86	186,71	212,30	226,74	266,52	313,54	386,12	464,59	521,40
Recettes non fiscales	0,03	0,02	0,03	0,04	0,02	0,02	0,02	0,01	0,00	0,03
Recettes en capital	0,05	0,40	0,15	0,16	0,01	0,00	0,00	0,00	0,14	0,11
Recettes recouvrées au profit des collectivités	5,70	nd	8,02	10,70	12,72	13,51	15,26	15,70	16,35	19,41
Ensemble	**162,31**	**nd**	**194,91**	**223,20**	**239,48**	**280,05**	**328,82**	**401,82**	**481,08**	**540,95**

Source : Direction générale des impôts

Tableau N° 3.4 : Evolution des impôts par grande catégorie(en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Impôts directs	67,25	83,66	90,68	103,43	108,60	112,93	139,06	206,01	261,93	284,49
Impôts sur la propriété	4,21	2,08	1,88	2,04	3,00	3,69	4,16	4,90	5,77	7,15
Taxes sur biens et services	83,88	90,92	92,72	106,69	114,99	149,63	170,15	174,94	196,71	229,32
Autres taxes	1,28	1,62	1,61	0,34	0,17	0,28	0,18	0,27	0,32	0,57
Total	156,61	178,28	186,89	212,50	226,76	266,54	313,56	386,12	464,73	521,54

Source : Direction générale des impôts

Tableau N° 3.5 : Evolution des impôts directs par type d'impôt (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Impôts sur les sociétés[1]	39,13	43,99	45,45	50,28	54,49	48,96	67,03	122,37	156,89	169,84
Impôt progressif sur les revenus	0,00	0,02	0,05	0,09	0,07	0,00	0,08	0,09	0,13	0,04
Impôt unique sur les traitements et salaires	15,11	19,99	28,46	33,67	36,57	42,32	50,81	56,16	67,94	73,66
Reversement des honoraires des greffiers notaires	0,31	0,25	0,24	0,09	0,09	0,07	0,02	0,01	0,09	0,00
Impôts sur les bénéfices industriels des personnes physiques	1,27	1,64	1,67	1,93	2,29	2,52	3,13	3,27	4,63	4,77
Impôts sur les bénéfices non commerciaux	1,74	6,00	2,55	3,44	2,52	2,07	2,40	2,74	3,00	3,88
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières	3,30	3,81	4,31	3,57	3,46	6,67	5,88	11,42	17,44	17,48
Impôts sur les revenus des créances	0,89	1,03	0,86	2,47	1,43	1,60	1,62	2,33	3,14	4,23
Impôt sur les revenus fonciers	1,34	1,42	1,64	2,05	2,28	2,27	2,34	2,29	2,34	2,89
Taxe sur la plus-value des valeurs immobilières	0,43	1,15	0,56	0,56	0,40	0,27	0,26	0,35	0,44	0,40
Taxe patronale d'apprentissage	3,73	4,37	4,91	5,27	5,00	6,20	5,48	4,99	5,90	7,29
Ensemble	67,25	83,66	90,68	103,43	108,60	112,93	139,06	206,01	261,93	284,49

Source : Direction générale des impôts

[1] *L'Impôt sur les Sociétés (IS), à partir de l'année 2011, a remplacé l'impôt sur les bénéfices industriels des personnes morales (BIC/PM).*

Tableau N° 3.6 : Evolution des impôts sur la propriété par type (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Droits d'inscription et d'immatriculation foncière	0,44	0,54	0,69	0,76	1,18	1,33	1,32	1,33	1,24	1,45
Droits de mutation	3,53	1,48	1,14	1,24	1,76	2,31	2,80	3,48	4,29	5,57
Droits de succession	0,17	0,04	0,03	0,03	0,06	0,05	0,03	0,07	0,22	0,12
Droits de donation	0,07	0,02	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,03	0,02
Impôts sur la propriété	4,21	2,08	1,88	2,04	3,00	3,69	4,16	4,90	5,77	7,15

Source : Direction générale des impôts

Tableau N° 3.7 : Evolution des taxes sur biens et services par type (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Taxes sur la valeur ajoutée	54,91	59,32	63,83	75,74	81,37	109,75	120,16	129,28	142,43	166,27
Taxes sur les boissons	5,02	4,07	4,85	6,14	6,58	7,17	8,37	9,72	11,53	13,74
Taxes sur les tabacs	5,30	5,34	4,13	4,35	4,63	6,21	7,23	7,84	9,55	10,91
Contribution du secteur boisson	2,08	3,45	3,21	2,90	3,06	3,42	3,89	4,56	5,42	6,55
Taxe sur les contrats d'assurances	1,27	1,19	0,55	0,99	1,19	1,59	1,75	2,61	3,06	3,14
Licences	0,03	0,02	0,02	0,02	0,02	0,14	0,19	0,21	0,28	0,22
Autres droits d'enregistrement	12,25	14,10	12,98	12,89	14,65	16,65	22,20	15,56	18,61	22,25
Droits de timbre	2,76	2,56	2,78	3,16	3,03	4,19	5,68	4,57	5,19	5,52
Taxes pour le développement touristique	0,26	0,86	0,37	0,49	0,46	0,50	0,68	0,60	0,64	0,72
Ensemble	83,88	90,92	92,72	106,69	114,99	149,63	170,15	174,94	196,71	229,32

Source : Direction générale des impôts

3.1.3. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale de la douane

Tableau N° 3.8 : Evolution des recouvrements de la douane (en milliards de FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Recettes fiscales	146,13	161,25	167,08	177,64	203,15	215,58	237,82	305,96	430,43	464,37
Recettes non fiscales	4,32	4,95	5,50	6,14	7,76	6,60	6,51	7,45	10,63	11,73
Total	150,45	166,20	172,58	183,78	210,91	222,18	244,33	313,41	441,06	476,10

Source : Direction générale des douanes

Tableau N° 3.9 : Evolution des recettes douanières par grandes catégories (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Taxes sur biens et services	94,05	97,71	104,11	113,57	130,26	135,20	151,86	193,98	278,93	295,74
Commerce International	45,56	52,39	57,87	63,61	72,50	79,68	85,48	99,52	133,49	149,47
Autres recettes fiscales	6,51	11,15	5,10	0,45	0,39	0,70	0,47	12,46	18,01	19,16
Autres recettes non fiscales	4,32	4,95	5,50	6,14	7,76	6,60	6,51	7,45	10,63	11,73
Total	150,45	166,20	172,58	183,78	210,91	222,17	244,33	313,41	441,06	476,10

Source : Direction générale des Douanes

Tableau N° 3.10 : Evolution des taxes douanières sur les biens et services (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Taxe sur la valeur ajoutée	70,04	72,69	77,67	84,73	100,40	104,34	116,04	153,15	226,86	256,99
Taxe boissons	0,54	0,59	0,67	0,95	1,39	1,31	1,63	2,09	2,49	1,87
Colas	0,34	0,35	0,36	0,33	0,29	0,30	0,34	0,29	0,08	0,09
Tabacs/allumettes	0,16	0,14	0,54	0,46	0,23	0,17	0,14	0,73	0,52	0,78
Café/Thé	0,22	0,17	0,11	0,12	0,22	0,32	0,59	0,60	0,82	1,10
Taxes sur les produits pétroliers	22,20	23,17	23,58	26,30	27,06	27,92	31,71	35,49	46,34	33,02
Taxes sur les produits de la parfumerie et des cosmétiques	0,00	0,00	0,56	0,00	0,00	0,12	0,24	0,20	0,26	0,24
Redevance informatique	0,55	0,59	0,61	0,67	0,67	0,71	1,17	1,43	1,56	1,65
Total	94,05	97,71	104,11	113,57	130,26	135,20	151,86	193,98	278,93	295,74

Source : Direction générale des Douanes

Tableau N° 3.11 : Evolution des recettes liées au commerce international (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Droit de douanes	40,12	46,09	51,14	55,67	63,23	70,15	75,04	87,56	118,04	132,03
Redevance statistique	4,06	4,91	5,58	6,57	7,54	8,08	8,86	10,00	14,58	16,80
Contribution du secteur élevage	0,30	0,32	0,39	0,44	0,56	0,44	0,43	0,46	0,64	0,63
Amendes	1,09	1,06	0,77	0,92	1,17	1,01	1,15	1,49	0,23	0,00
Total	45,56	52,39	57,87	63,61	72,50	79,68	85,48	99,52	133,49	149,47

Source : Direction générale des douanes

3.1.4. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique

Tableau N° 3.12 : Evolution des recouvrements du Trésor (en milliards de FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Recettes courantes	22,34	28,08	23,82	31,35	30,42	75,58	106,21	94,09	101,37	119,67
Recettes fiscales	2,08	4,94	2,66	2,76	3,64	2,63	3,50	3,36	3,66	4,39
Recettes non fiscales	20,27	23,14	21,16	28,59	26,78	72,95	102,72	90,74	97,71	115,28
Recettes en capital	10,49	4,16	2,93	147,76	6,72	30,59	12,04	7,30	5,20	1,71
Total	**32,83**	**32,24**	**26,76**	**179,12**	**37,14**	**106,17**	**118,26**	**101,39**	**106,57**	**121,38**

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Recette générale

3.2. Dépenses

3.2.1. Situation d'exécution des dépenses par titre budgétaire

Tableau N° 3.13 : Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires par titre (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses ordinaires	368,17	409,05	446,45	511,59	513,08	599,22	590,54	690,94	907,81	911,67
Titre 1 : Amortissements, charge de la dette	77,50	80,41	61,97	54,72	52,30	89,15	67,09	68,34	93,14	104,95
Titre 2 : Dépenses de personnel	120,94	139,33	161,19	187,14	198,83	229,75	245,44	281,37	333,69	354,06
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	62,13	68,72	79,51	100,52	94,25	93,50	90,74	97,14	120,69	118,93
Titre 4 : Transferts courants	107,60	120,57	143,78	169,21	167,70	186,82	187,26	244,08	360,28	333,73
Dépenses en capital	79,61	92,36	119,10	377,13	310,03	470,86	500,01	453,01	654,65	782,03
Titre 5 : Dépenses d'investissements	77,78	90,11	115,76	340,06	303,86	446,36	496,21	449,16	649,15	742,39
Etat	77,78	90,11	115,76	132,43	175,56	250,33	295,62	256,33	374,90	476,69
Subventions	0,00	0,00	0,00	114,67	58,97	86,63	51,32	63,74	133,80	205,23
Prêts	0,00	0,00	0,00	92,97	69,33	109,41	149,27	129,09	140,46	60,47
Titre 6 : Transferts en capital	1,83	2,25	3,34	37,07	6,17	24,49	3,80	3,85	5,50	39,65
Total dépenses budgétaires	**447,78**	**501,41**	**565,54**	**888,72**	**823,11**	**1 070,08**	**1 090,55**	**1 143,95**	**1 562,46**	**1 693,70**

Source : Direction générale du budget, CID, Lois de règlement. (*) Les données sont celles du rapport de l'exécution de 2013

3.2.2. Evolution des dépenses par ministère et institution

Tableau N° 3.14 : Evolution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Présidence	4,35	4,92	4,53	3,76	4,30	5,24	6,92	5,67	8,93	17,96
Secrétariat général du Gouvernement - Conseil des Ministres	0,34	0,24	0,39	0,34	0,49	0,34	0,37	0,46	1,07	0,54
Premier ministère	2,54	3,56	3,63	2,23	2,45	3,68	7,07	8,18	4,15	15,37
Parlement	6,91	7,08	7,26	7,05	8,08	8,19	9,00	9,11	10,09	10,77
Conseil économique et social	0,44	0,40	1,10	1,34	0,85	0,52	0,52	0,53	0,55	0,59
Min. chargé des relations avec le Parlement	0,11	0,16	0,15	0,18	0,19	0,22	0,25	0,47	na	0,19
Min. des relations avec le Parlement et des réformes politiques	na	na	na	na	na	na	na	na	3,32	0,21
Min. de l'administration territoriale et de la décentralisation	3,57	4,18	5,43	13,58	21,55	19,29	24,72	22,89	na	na
Min. de l'administration territoriale, de la. décentra-lisation. et de la sécurité	na	na	na	na	na	na	na	na	60,12	60,19
Ministère de la justice	2,56	2,95	3,45	4,16	4,51	6,57	7,56	8,36	na	na
Min. des droits humains et de la promotion civique	9,57	11,37	15,06	19,09	18,58	21,74	21,93	26,76	10,40	0,76
Min. de la justice et de la	na	na	na	na	na	na	na	na	11,20	15,39

Tableau N° 3.14 : Evolution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
promotion des droits humains										
Ministère de la défense	34,71	38,59	43,86	53,92	56,43	62,58	63,01	66,00	na	na
Min. de la défense nationale et des anciens combattants	na	na	na	na	na	na	na	na	85,22	103,71
Ministère des affaires étrangères et de la coopération régionale	9,10	13,89	17,25	13,67	14,17	15,68	17,33	19,41	22,66	29,88
Ministère de la sécurité	6,16	6,60	12,44	16,37	16,88	19,08	21,81	19,35	na	na
Ministère de l'économie et des finances	na	na	na	na	75,23	119,30	104,66	129,19	170,96	191,16
Ministère des finances et du budget	86,83	90,28	76,11	69,67	na	na	na	na	na	na
Min. de la culture, du tourisme et de la communication	na	na	na	na	5,65	7,52	7,37	na	na	na
Min. de la culture, du tourisme et de la francophonie	na	na	na	na	na	na	na	3,44	na	na
Ministère de la culture, des arts et du tourisme	1,89	2,08	2,36	2,62	na	na	na	na	na	na
Ministère de la culture et du tourisme	na	na	na	na	na	na	na	na	4,16	4,33
Ministère du travail, de l'emploi et de la jeunesse	1,46	1,43	na	na	na	na	na	na	na	na
Ministère du travail et de la sécurité sociale	na	na	1,54	0,78	0,91	0,85	1,51	1,14	na	na
Min. de la fonction publique et de la réforme de l'Etat	1,16	1,30	2,04	1,95	2,61	2,84	3,34	na	na	na
Min. de la fonction publique et de la réforme administrative	na	na	na	na	na	na	na	4,17	na	na
Min. de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale	na	na	na	na	na	na	na	na	6,91	7,80
Ministère de l'Information	1,90	2,24	2,55	3,27	na	na	na	na	na	na
Ministère de la communication	na	na	na	na	na	na	na	3,29	3,13	10,68
Ministère de la promotion de la femme	0,26	0,28	0,26	0,63	0,77	0,69	0,86	1,01	1,76	1,43
Ministère des sports et des loisirs	1,38	1,05	1,16	1,47	2,64	3,32	1,53	1,99	2,79	2,76
Ministère de la santé	32,21	35,21	46,13	56,93	57,62	64,67	74,48	72,78	89,97	103,03
Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale	2,53	3,14	4,21	5,22	5,91	5,57	7,06	7,22	18,50	14,63
Min. de l'enseignement de base et de l'alphabétisation	45,81	43,97	59,28	74,87	81,93	89,65	106,95	na	na	na
Min de l'éducation nationale et de l'alphabétisation	na	na	na	na	na	na	na	106,05	128,76	143,42
Ministère des enseignements, secondaire, supérieur et de la recherche scientifique	27,06	29,70	35,13	42,64	44,35	51,76	64,03	na	na	na
Ministère des enseignements secondaire et supérieur	na	na	na	na	na	na	na	64,79	78,35	97,84
Min. du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat	1,52	1,53	1,61	1,60	1,96	1,62	6,19	na	na	na
Min. de l'industrie, du commerce, de la promotion de l'initiative. privée et de	na	na	na	na	na	na	na	2,32	na	na

Tableau N° 3.14 : Evolution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
l'artisanat										
Min. de l'industrie, du commerce et de l'artisanat	na	na	na	na	na	na	na	na	5,94	4,21
Ministère des mines, des carrières et de l'énergie	1,00	1,27	1,67	1,47	13,22	2,50	3,36	12,59	15,36	33,60
Min. de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques	12,49	13,03	17,48	18,10	25,27	26,46	38,72	55,32	na	na
Min. de l'agriculture et de l'hydraulique	na	na	na	na	na	na	na	na	73,73	45,79
Ministère des ressources animales	2,11	1,94	2,44	3,23	4,22	4,41	5,07	4,80	15,69	13,83
Min. de l'environnement et du cadre de vie	2,32	3,37	2,70	3,83	4,57	4,57	4,23	na	na	na
Min. de l'environnement et du développement durable	na	na	na	na	na	na	na	3,99	4,96	5,91
Min. des infrastructures, des transports et de l'habitat	8,81	13,02	na	na	na	na	na	na	na	na
Min. des infrastructures et du désenclavement	na	na	16,53	34,60	28,73	41,54	33,75	35,16	52,48	64,41
Ministère des postes et télécommunications	0,05	0,07	0,06	na	na	na	na	na	na	na
Min. des postes et des nouvelles technologies de l'information et de la communication	na	na	na	6,34	1,35	1,85	1,06	0,72	na	na
Ministère des transports	na	na	0,02	1,87	1,03	2,90	0,61	0,99	na	na
Min. des transports, des postes et de l'économie numérique	na	na	na	na	na	na	na	na	3,94	4,38
Ministère de l'économie et du développement	2,03	2,62	4,24	3,50	na	na	na	na	na	na
Ministère de la promotion des droits humains	0,16	0,21	0,24	0,27	0,35	0,63	0,43	0,37	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na	na	0,33	2,98	4,36	4,40	3,69	6,77	na	na
Min. de la jeunesse, de la formation professionnelle et de l'emploi	na	na	na	na	na	na	na	na	20,33	11,51
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	na	na	0,02	0,23	2,00	4,85	4,78	1,71	10,62	8,87
Min. chargé de mission, de l'analyse et de la prospective	na	na	na	na	0,03	0,12	na	na	na	na
Min. de la recherche scientifique et de l'innovation	0,16	0,21	0,24	0,27	0,35	0,63	0,43	0,37	na	5,84
Min. de l'aménagement du territoire et de la décentralisation	na	na	na	na	na	na	na	2,53	4,93	13,70
Min. de l'eau, des aménagements hydraulique et de l'assainissement	0,15	0,14	0,19	0,59	0,53	0,25	0,32	0,30	0,37	34,94
Grande chancellerie	0,12	0,19	0,22	0,23	0,21	0,41	0,80	0,51	0,70	1,37
Conseil supérieur de l'information	0,25	0,35	0,43	na	na	na	na	na	na	na

Tableau N° 3.14 : Evolution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Conseil supérieur de la communication	na	na	na	0,69	0,83	0,74	0,64	0,60	0,75	0,53
Inspection générale de l'Etat	0,27	0,24	0,24	0,38	0,30	na	na	na	na	na
Autorité supérieure de contrôle d'Etat	na	na	na	na	na	0,53	0,54	0,58	0,65	1,10
Délégation générale à l'informatique	0,13	0,17	0,61	na	na	na	na	na	na	na
Conseil constitutionnel	0,41	0,73	0,36	0,35	0,37	0,34	0,35	0,45	0,52	0,58
Conseil d'Etat	0,20	0,17	0,29	0,47	0,50	0,37	0,36	0,41	0,45	0,43
Cour des comptes	0,24	0,30	0,33	0,37	0,53	0,52	0,58	0,59	0,78	0,80
Cour de cassation	0,20	0,29	0,42	0,39	0,46	0,36	0,42	0,52	0,55	0,67
Commission électorale nationale indépendante	0,37	3,76	4,24	7,18	0,23	0,24	0,20	0,20	0,19	0,20
Commission informatique et des libertés	na	na	na	na	na	na	na	na	na	0,40
Médiateur du Faso	na	na	na	na	na	na	na	na	na	0,48
Transferts des ressources aux collectivités territoriales	na	na	na	na	na	na	5,39	12,96	14,34	23,88
Dépenses communes interministérielles	141,82	164,92	180,79	216,34	196,78	287,11	248,42	251,53	348,69	317,94
Total dépenses budgétaires	**447,78**	**501,41**	**565,54**	**681,08**	**694,80**	**874,04**	**889,95**	**951,11**	**1 288,20**	**1 427,99**

Source : Direction générale du budget. (*) les données sont celles du rapport de l'exécution de 2013

3.2.3. Evolution des dépenses par titre budgétaire et par ministère et institution

Tableau N° 3.15 : Evolution de l'exécution des dépenses du titre I par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Ministère de l'économie et des finances	na	na	na	na	51,99	88,67	66,69	67,92	92,69	104,50
Ministère des finances et du budget	77,50	80,10	61,80	54,47	na	na	na	na	na	na
Dépenses communes Interministérielles	0,00	0,32	0,16	0,25	0,31	0,48	0,40	0,42	0,46	0,45
Total	**77,50**	**80,41**	**61,97**	**54,72**	**52,30**	**89,15**	**67,09**	**68,34**	**93,14**	**104,95**

Source : Direction générale du budget, (*) les données sont celles du rapport de l'exécution de 2013

Tableau N° 3.16 : Evolution des dépenses du titre II par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Présidence	0,48	0,45	0,48	0,60	0,64	0,80	1,00	1,05	1,20	1,24
Secrétariat général du Gouvernement - Conseil des ministres	0,10	0,08	0,16	0,16	0,26	0,19	0,24	0,23	0,25	0,29
Premier ministère	0,20	0,26	0,33	0,33	0,26	0,38	0,38	0,40	0,43	0,46
Parlement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Conseil économique et social	0,06	0,07	0,08	0,09	0,10	0,11	0,11	0,12	0,13	0,14
Ministère chargé des relations avec le parlement	0,04	0,06	0,08	0,08	0,08	0,10	0,10	0,12	na	0,19
Min. des relations avec le parlement et des réformes politiques	na	na	na	na	na	na	na	na	0,17	na
Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation	1,90	2,01	2,09	2,71	2,86	3,25	3,61	4,14	na	na
Min. de l'administration. territoriale, de la décentra-lisation. et de la sécurité	na	na	na	na	na	na	na	na	25,15	27,40
Ministère de la justice	1,38	1,80	2,04	2,45	2,84	3,38	4,79	5,24	na	0,00
Min. de la justice et de la promotion des droits humains	na	na	na	na	na	na	na	na	6,47	7,75
Ministère de la défense	27,47	29,72	34,37	38,21	42,50	46,63	47,45	52,72	na	0,00
Min. de la défense nationale et des anciens combattants	na	na	na	na	na	na	na	na	64,67	63,50
Ministère des affaires étrangères et de la coopération régionale	3,72	6,26	8,39	5,07	5,34	6,69	7,64	8,17	7,04	12,49
Ministère de la sécurité	4,66	4,39	6,25	8,10	8,49	10,26	11,63	13,44	na	na
Ministère de l'économie et des finances	na	na	na	na	9,45	10,41	12,09	13,20	15,69	16,50
Ministère des finances et du budget	5,25	5,35	6,41	8,17	na	na	na	na	na	na
Min. de la culture, du touris-me et de la communication	na	na	na	na	0,96	1,23	1,39	na	na	0,00
Min. de la culture, du touris-me et de la francophonie	na	na	na	na	na	na	na	1,79	na	0,00
Ministère de la culture, des arts et du tourisme	0,28	0,30	0,36	0,53	na	na	na	na	na	0,00
Ministère de la culture et du tourisme	na	na	na	na	na	na	na	na	1,63	1,72
Ministère du travail, de l'emploi et de la jeunesse	0,39	0,43	na	na	na	na	na	na	na	0,00
Ministère du travail et de la sécurité sociale	na	na	0,40	0,57	0,54	0,48	0,57	0,64	na	na
Min. de la fonction publique et de la réforme de l'Etat	0,37	0,39	0,38	0,49	0,57	0,81	1,01	na	na	na
Min. de la fonction publique et réforme administrative	na	na	na	na	na	na	na	1,11	na	na
Min. de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale	na	na	na	na	na	na	na	na	1,97	2,01
Ministère de l'information	0,34	0,42	0,38	0,56	na	na	na	na	na	na

Tableau N° 3.16 : Evolution des dépenses du titre II par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ministère de la communication	na	na	na	na	na	na	na	na	0,61	1,02
Ministère de la promotion de la femme	0,11	0,12	0,14	0,21	0,24	0,30	0,34	0,40	0,52	0,51
Ministère des sports et des loisirs	0,75	0,26	0,29	0,59	0,55	0,73	0,76	0,82	0,95	1,02
Ministère de la santé	11,64	12,63	15,60	19,94	21,28	24,27	26,56	29,30	34,84	38,64
Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale	1,42	1,64	2,08	2,28	2,39	2,85	4,17	3,92	4,76	4,88
Min. de l'enseignement de base et de l'alphabétisation	34,48	35,36	42,67	54,99	58,05	66,13	71,52	na	na	0,00
Min de l'éducation nationale et alphabétisation	na	na	na	na	na	na	na	85,40	93,64	98,39
Min. des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique	9,92	10,21	11,89	16,27	15,99	18,76	21,34	na	na	na
Ministère des enseignements secondaire et supérieur	na	na	na	na	na	na	na	24,19	29,86	33,75
Min. du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat	0,39	0,40	0,49	0,49	0,54	0,70	0,77	na	na	na
Min. de l'industrie, du commerce, de la promotion de l'initiative. privée et de l'artisanat	na	na	na	na	na	na	na	0,81	na	na
Min. de l'industrie, du commerce et de l'artisanat	na	na	na	na	na	na	na	na	0,93	0,96
Ministère des mines, des carrières et de l'énergie	0,12	0,13	0,11	0,18	0,18	0,23	0,25	0,29	0,37	0,42
Min. de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques	4,06	4,10	5,32	4,82	4,71	5,12	5,56	5,91	na	na
Min. de l'agriculture et de l'hydraulique.	na	na	na	na	na	na	na	na	6,33	6,38
Ministère des ressources animales	1,28	1,09	1,37	1,72	1,76	1,97	2,20	2,42	2,65	2,93
Min. de l'environnement et du cadre de vie	1,21	1,38	1,35	2,04	2,16	2,41	2,62	na	na	na
Min. de l'environnement et du développement durable	na	na	na	na	na	na	na	2,73	3,13	3,63
Min. des infrastructures, des transports et de l'habitat	1,06	1,24	na	na	na	na	na	na	na	na
Min. des infrastructures et du désenclavement	na	na	1,48	1,44	1,09	1,03	1,08	1,19	1,45	1,65
Ministère des postes et télécommunications	0,02	0,03	0,04	na	na	na	na	na	na	na
Min. des postes et des nouvelles technologies de l'information et de la communication	na	na	na	0,10	0,10	0,16	0,15	0,15	na	na
Ministère des transports	na	na	na	0,12	0,25	0,33	0,31	0,35	na	na
Min. des transports, des postes et de l'économie numérique	na	na	na	na	na	na	na	na	0,62	0,44
Ministère de l'économie et du développement	0,50	0,51	0,50	0,73	na	na	na	na	na	na
Ministère de la promotion des droits humains	0,05	0,06	0,09	0,12	0,13	0,20	0,28	0,31	na	na

Tableau N° 3.16 : Evolution des dépenses du titre II par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ministère droits humains et promotion civique	na	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,33
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na	na	na	0,11	0,18	0,36	0,55	0,68	na	na
Min. de la jeunesse, de la formation professionnelle et de l'emploi	na	na	na	na	na	na	na	na	0,85	1,03
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	na	na	na	0,01	0,23	0,46	0,46	0,53	0,65	0,98
Min. de la recherche scientifique et de l'innovation	na	na	na	na	na	na	na	na	0,18	0,43
Min. chargé de mission, de l'analyse et de la prospective	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Grande chancellerie	0,02	0,02	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,04
Conseil supérieur de l'information	0,03	0,04	0,05	na	na	na	na	na	na	na
Conseil supérieur de la communication	na	na	na	0,06	0,07	0,08	0,10	0,10	0,12	0,13
Inspection générale de l'Etat	0,12	0,13	0,13	0,16	0,15	na	na	na	na	na
Autorité supérieure de contrôle d'Etat	na	na	na	na	na	0,21	0,22	0,23	0,29	0,34
Délégation générale à l'informatique	0,06	0,11	0,09	na	na	na	na	na	na	na
Conseil constitutionnel	0,13	0,13	0,12	0,16	0,19	0,19	0,23	0,23	0,29	0,28
Conseil d'Etat	0,09	0,11	0,12	0,16	0,22	0,24	0,24	0,29	0,29	0,26
Cour des comptes	0,08	0,10	0,11	0,19	0,25	0,23	0,29	0,31	0,39	0,44
Cour de cassation	0,12	0,16	0,20	0,24	0,32	0,27	0,35	0,38	0,42	0,45
Commission électorale nationale indépendante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Médiateur du Faso	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,24
Dépenses communes interministérielles	6,62	17,41	14,67	11,86	12,88	17,81	13,07	18,03	24,73	20,80
Total	**120,94**	**139,33**	**161,19**	**187,14**	**198,83**	**229,75**	**245,44**	**281,37**	**333,69**	**354,06**

Source : Direction générale du budget

Tableau N° 3.17 : Evolution des dépenses du titre III par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Présidence	1,71	1,76	1,78	1,67	1,85	1,96	2,90	3,28	3,56	4,59
Secrétariat général du Gouvernement - Conseil des ministres	0,16	0,16	0,14	0,18	0,16	0,15	0,13	0,15	0,32	0,20
Premier ministère	0,46	0,47	0,48	0,46	0,37	0,38	0,38	0,39	0,56	0,67
Parlement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Conseil économique et social	0,25	0,25	0,30	0,26	0,56	0,40	0,41	0,41	0,41	0,44
Ministère chargé des relations avec le parlement	0,07	0,10	0,07	0,10	0,11	0,11	0,16	0,35	na	na
Min. des relations avec le Parlement et des réformes politiques	na	na	na	na	na	na	na	na	0,15	0,21
Min. de l'administration territoriale et de la décentralisation	0,57	0,74	0,64	1,22	1,23	1,00	1,03	3,05	na	na
Min. de l'admininistration Territoriale, de la décentralisation et sécurité	na	na	na	na	na	na	na	na	7,04	14,96
Ministère de la justice	0,32	0,26	0,18	0,66	0,80	0,95	0,86	1,21	na	na
Min. de la justice et de la promotion des droits humains	na	na	na	na	na	na	na	na	1,44	2,36
Min. des droits humains et de la promotion civique	na	na	na	na	na	na	na	na	na	0,24
Ministère de la défense	4,08	4,47	5,16	5,02	4,37	4,36	3,93	5,03	na	na
Min. de la défense nationale et des anciens combattants.	na	na	na	na	na	na	na	na	5,56	6,83
Ministère des affaires étrangères et de la coopération régionale	4,39	6,03	6,40	7,21	7,28	7,63	6,77	9,30	9,57	12,23
Ministère de la sécurité	1,03	1,31	2,89	3,05	4,03	2,77	3,77	1,42	na	na
Ministère de l'économie et des finances	na	na	na	na	1,83	2,30	1,75	4,57	3,12	2,71
Ministère des finances et du budget	1,45	1,19	1,49	1,70	na	na	na	na	na	na
Min. de la culture, du tourisme et de la communication	na	na	na	na	0,61	0,37	0,36	na	na	na
Min. de la culture, du tourisme et de la francophonie	na	na	na	na	na	na	na	0,09	na	na
Ministère de la culture, des arts et du tourisme	0,13	0,15	0,09	0,09	na	na	na	na	na	na
Ministère de la culture et du tourisme	na	na	na	na	na	na	na	na	0,10	0,24
Ministère du travail, de l'emploi et de la jeunesse	0,10	0,13	na	na	na	na	na	na	na	na
Ministère du travail et de la sécurité sociale	na	na	0,14	0,09	0,28	0,14	0,16	0,14	na	na
Min. de la fonction publique et de la réforme de l'Etat	0,13	0,15	0,41	0,45	0,59	0,97	1,18	0,00	0,00	0,00
Min. de la fonction publique et de la réforme administrative	na	na	na	na	na	na	na	1,50	na	na
Min. de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale	na	na	na	na	na	na	na	na	1,68	2,10
Ministère de l'information	0,68	0,74	0,74	0,67	na	na	na	na	na	na

Tableau N° 3.17 : Evolution des dépenses du titre III par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ministère de la communication	na	na	na	na	na	na	na	0,26	0,33	0,45
Ministère de la promotion de la femme	0,10	0,11	0,07	0,18	0,23	0,19	0,13	0,14	0,11	0,18
Ministère des sports et des loisirs	0,34	0,46	0,31	0,33	1,52	0,95	0,15	0,38	0,44	0,53
Ministère de la santé	4,96	4,60	8,14	8,37	8,90	8,36	9,06	9,57	10,25	9,21
Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale	0,15	0,22	0,17	0,36	0,43	0,33	0,35	0,33	0,36	0,51
Min. de l'enseignement de base et de l'alphabétisation	3,48	4,01	6,13	6,95	7,60	7,58	6,67	na	na	na
Min. de l'éducation nationale et de l'alphabétisation	na	na	na	na	na	na	na	5,69	7,34	7,34
Min. des enseignements, secondaire, supérieur et de la recherche scientifique	1,43	0,91	0,94	1,29	1,38	1,60	1,49	na	na	na
Ministère des enseignements secondaire, supérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,33	1,58	2,03
Min. du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat	0,08	0,07	0,06	0,09	0,10	0,07	0,03	na	na	na
Min. de l'industrie, du commerce, de la promotion de l'initiative. privée et de l'artisanat	na	na	na	na	na	na	na	0,19	na	na
Min. de l'industrie commerce et artisanat	na	na	na	na	na	na	na	na	0,07	0,20
Ministère des mines, des carrières et de l'énergie	0,07	0,06	0,04	0,06	0,14	0,07	0,06	0,04	0,07	0,14
Min. de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques	0,50	0,58	0,54	1,00	0,68	0,65	0,68	0,67	na	na
Min. de l'agriculture et de l'hydraulique	na	na	na	na	na	na	na	na	0,76	0,57
Ministère des ressources animales	0,25	0,22	0,19	0,32	0,41	0,29	0,25	0,23	0,29	0,63
Min. de l'environnement et du cadre de vie	0,28	0,23	0,20	0,37	0,42	0,27	0,46	na	na	na
Min. de l'environnement et du développement durable	na	na	na	na	na	na	na	0,43	0,46	0,74
Min. des infrastructures, des transports et de l'habitat	0,72	0,71	na	na	na	na	na	na	na	na
Min. des infrastructures et du désenclavement	na	na	0,33	0,32	0,42	0,66	0,34	0,57	0,85	1,24
Ministère des postes et des technologies	0,02	0,03	0,02	na	na	na	na	na	na	na
Min. des postes et des nouvelles technologies de l'information et de la communication	na	na	na	0,10	0,13	0,19	0,10	0,06	na	na
Ministère des transports	na	na	0,02	0,36	0,14	0,15	0,02	0,04	na	na
Min. des transports, des postes et de l'économie numérique	na	na	na	na	na	na	na	na	0,19	1,01
Ministère de l'économie et du développement	0,18	0,23	0,30	0,32	na	na	na	na	na	na

Tableau N° 3.17 : Evolution des dépenses du titre III par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ministère de la promotion des droits humains	0,08	0,13	0,11	0,12	0,17	0,40	0,12	0,05	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na	na	0,02	0,16	0,17	0,24	0,10	0,11	na	na
Min. de la jeunesse, de la formation professionnelle et de l'emploi	na	na	na	na	na	na	na	na	0,15	0,21
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	na	na	0,02	0,14	0,14	0,10	0,06	0,08	0,11	0,19
Min. chargé de mission, de l'analyse et de la prospective	na	na	na	na	0,03	0,02	na	na	na	na
Min. de la recherche scientifique et de l'innovation	na	na	na	na	na	na	na	0,06	0,31	0,28
Min. de l'aménagement du territoire et de la décentralisation	na	na	na	na	na	na	na	na	na	0,06
Min. de l'eau, des aménagements hydraulique et de l'assainissement	na	na	na	na	na	na	na	na	na	0,41
Grande chancellerie	0,09	0,17	0,19	0,20	0,18	0,20	0,21	0,22	0,33	0,27
Conseil supérieur de l'information	0,12	0,22	0,24	na	na	na	na	na	na	na
Conseil supérieur de la communication	0,00	0,00	0,00	0,29	0,23	0,13	0,16	0,14	0,22	0,24
Inspection générale de l'Etat	0,14	0,11	0,11	0,19	0,15	na	na	na	na	na
Autorité supérieure de contrôle d'Etat	na	na	na	na	na	0,32	0,31	0,35	0,36	0,46
Délégation générale à l'informatique	0,04	0,05	0,05	na	na	na	na	na	na	na
Conseil constitutionnel	0,17	0,32	0,20	0,19	0,18	0,14	0,13	0,21	0,23	0,30
Conseil d'Etat	0,11	0,07	0,09	0,17	0,15	0,13	0,11	0,12	0,16	0,17
Cour des comptes	0,16	0,17	0,17	0,18	0,22	0,24	0,26	0,27	0,32	0,36
Cour de cassation	0,06	0,09	0,09	0,13	0,13	0,09	0,07	0,13	0,12	0,20
Commission électorale nationale indépendante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Médiateur du Faso	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,22
Transferts ressources collectivités territoriales	na	na	na	na	na	na	na	1,78	1,83	3,82
Dépenses communes interministérielles	33,08	37,05	39,87	55,48	45,91	46,63	45,66	42,80	59,97	39,17
Total	**62,13**	**68,72**	**79,51**	**100,52**	**94,25**	**93,50**	**90,74**	**97,14**	**120,69**	**118,93**

Source : Direction générale du budget

Tableau N° 3.18 : Evolution des dépenses du titre IV par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Présidence	0,50	0,57	0,52	0,69	0,68	0,63	0,60	0,71	0,70	1,45
Secrétariat général du Gouvernement - Conseil des ministres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Premier ministère	1,74	2,22	2,07	0,99	1,14	1,36	1,59	1,98	2,26	2,24
Parlement	5,84	6,76	6,85	6,89	7,76	7,61	8,40	8,50	9,39	10,43
Conseil économique et social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Min. chargé des relations avec le Parlement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Min. de l'administration territoriale et de la décentralisation	0,95	1,15	1,12	7,11	7,18	7,49	8,22	8,68	na	na
Min. de l'administration. territoriale, de la décentralisation. et de la sécurité	na	na	na	na	na	na	na	na	12,78	4,80
Ministère de la justice	0,22	0,29	0,32	0,37	0,43	0,45	0,35	0,55	na	na
Min. justice de la promotion des droits humains	na	na	na	na	na	na	na	na	0,31	1,03
Min. des droits humains et de la promotion civique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na	na
Ministère de la défense	0,72	0,83	0,97	0,80	0,68	0,81	0,91	0,97	na	na
Min. de la défense nationale et des anciens combattants	na	na	na	na	na	na	na	na	1,12	1,39
Min. des affaires étrangères de la coopération régionale	0,43	0,70	1,11	0,57	0,51	0,43	0,62	0,63	0,83	0,58
Ministère de la sécurité	0,38	0,64	2,01	2,01	2,05	2,63	3,51	1,09	na	na
Ministère de l'économie et des finances	na	na	na	na	3,52	4,09	4,94	23,05	23,45	26,96
Ministère des finances et du budget	1,37	2,05	2,97	2,73	na	na	na	na	na	na
Min. de la culture, du tourisme et de la communication	na	na	na	na	3,20	2,64	3,23	na	na	na
Min. de la culture, du tourisme et de la francophonie	na	na	na	na	na	na	na	1,56	na	na
Ministère de la culture, des arts et du tourisme	1,13	1,43	1,60	1,70	na	na	na	na	na	na
Ministère de la culture et du tourisme	na	na	na	na	na	na	na	na	1,81	1,75
Ministère du travail, de l'emploi et de la jeunesse	0,78	0,80	na	na	na	na	na	na	na	na
Ministère du travail et de la sécurité sociale	na	na	0,84	0,09	0,09	0,24	0,40	0,18	na	na
Min. de la fonction publique et de la réforme de l'Etat	0,62	0,71	0,84	0,80	1,02	0,98	0,99	na	na	0,00
Min. de la fonction publique et de la réforme administrative	na	na	na	na	na	na	na	1,47	na	0,00
Min. de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale	na	na	na	na	na	na	na	na	1,96	2,26

Tableau N° 3.18 : Evolution des dépenses du titre IV par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Ministère de l'information	0,80	1,03	1,15	1,20	na	na	na	na	na	na
Ministère de la communication	na	na	na	na	na	na	na	1,66	1,73	4,90
Ministère de la promotion de la femme	0,03	0,03	0,04	0,08	0,07	0,07	0,23	0,28	0,50	0,30
Ministère des sports et des loisirs	0,23	0,33	0,35	0,44	0,57	0,55	0,56	0,60	0,71	0,73
Ministère de la santé	11,37	13,07	15,16	17,56	18,67	20,03	20,24	24,59	30,02	33,28
Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale	0,89	1,13	1,43	1,71	1,57	1,75	1,66	1,72	11,14	2,16
Min. de l'enseignement de base et de l'alphabétisation	3,69	2,42	4,21	4,37	6,80	7,46	6,55	na	na	na
Min. de l'éducation nationa-le et de l'alphabétisation	na	na	na	na	na	na	na	6,05	11,85	26,65
Min. des enseignements, secondaire, supérieur et de la recherche scientifique	13,39	16,99	20,55	21,18	22,59	27,22	33,47	na	na	na
Ministère des enseignements secondaire et supérieur	na	na	na	na	na	na	na	34,12	36,39	42,83
Min. du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat	0,95	1,00	0,91	0,84	0,93	0,76	0,92	na	na	na
Min. de l'industrie, du commerce et de l'artisanat	na	na	na	na	na	na	na	na	1,69	1,33
Min. de l'industrie, du commerce, de la promotion de l'initiative. privée et de l'artisanat	na	na	na	na	na	na	na	1,16	na	na
Ministère des mines, des carrières et de l'énergie	0,69	0,90	1,01	1,02	2,05	1,56	2,36	1,91	2,49	2,87
Ministère de l'agriculture et de l'hydraulique	na	na	na	na	na	na	na	na	3,96	2,27
Min. de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques	1,42	2,07	1,75	1,85	1,69	1,76	1,88	2,05	na	na
Ministère des ressources animales	0,22	0,28	0,27	0,33	0,37	0,35	0,31	0,26	0,80	1,15
Min. de l'environnement et du cadre de vie	0,47	0,73	0,70	0,68	0,71	0,68	0,54	na	na	na
Min. de l'environnement et du développement durable	na	na	na	na	na	na	na	0,64	0,74	0,70
Min. des infrastructures, des transports et de l'habitat	0,28	0,20	na	na	na	na	na	na	na	na
Min. des infrastructures et du désenclavement	na	na	0,18	0,19	0,16	0,42	0,28	0,19	0,24	0,88
Ministère des postes et des technologies	na	na	na	na	na	na	na	na	na	na
Min. des postes et des nouvelles technologies de l'information et de la communication	na	na	na	4,60	0,08	0,08	0,01	0,10	na	na
Ministère des transports	na	na	na	0,26	0,26	0,22	0,15	0,22	na	na
Min. des transports, des postes et de l'économie numérique	na	na	na	na	na	na	na	na	0,85	0,31

Tableau N° 3.18 : Evolution des dépenses du titre IV par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Ministère de l'économie et du développement	0,15	0,34	0,96	0,99	na	na	na	na	na	na
Ministère de la promotion des droits humains	0,02	0,02	0,03	0,03	0,04	0,03	0,03	0,01	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na	na	0,23	1,77	1,84	1,62	1,53	3,37	na	0,00
Min. de la jeunesse, de la formation professionnelle et de l'emploi	na	na	na	na	na	na	na	na	3,26	3,33
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	na	na	na	0,01	0,01	0,02	0,04	0,02	0,05	0,04
Min. chargé de mission, de l'analyse et de la prospective	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Min. de la recherche scientifique et de l'innovation	na	na	na	na	na	na	na	2,19	3,82	4,32
Min. de l'aménagement du territoire et de la décentralisation	na	na	na	na	na	na	na	na	na	7,63
Min. de l'eau, des aménagements hydraulique et de l'assainissement	na	na	na	na	na	na	na	na	na	0,36
Grande chancellerie	na	na	na	na	na	na	na	na	na	0,00
Conseil supérieur de l'information	0,07	0,08	0,08	na	na	na	na	na	na	na
Conseil supérieur de la communication	na	na	na	0,14	0,15	0,12	0,16	0,16	0,15	0,15
Inspection générale de l'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na	na	na	na	na
Autorité supérieure de contrôle d'Etat	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Délégation générale à l'informatique	0,02	0,01	0,01	na	na	na	na	na	na	na
Conseil constitutionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Conseil d'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cour des comptes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cour de cassation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commission électorale nationale indépendante	0,37	3,76	4,24	7,18	0,23	0,24	0,20	0,20	0,19	0,20
Commission informatique et des libertés	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,40
Médiateur du Faso	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
Dépenses communes interministérielles	57,84	58,01	69,28	78,02	80,64	92,50	82,37	113,18	195,08	143,98
Total	**107,60**	**120,57**	**143,78**	**169,21**	**167,70**	**186,82**	**187,26**	**244,08**	**360,28**	**333,73**

Source : Direction générale du budget

Tableau N° 3.19 : Evolution des dépenses du titre V (hors financements extérieurs) par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Présidence	1,66	2,14	1,75	0,80	1,12	1,85	2,42	0,62	3,47	10,68
Secrétariat général du Gouvernement - Conseil des ministres	0,08	0,00	0,08	0,00	0,07	0,00	0,00	0,07	0,50	0,05
Premier ministère	0,14	0,61	0,75	0,45	0,68	1,56	4,72	5,41	0,91	12,00
Parlement	1,08	0,33	0,41	0,16	0,32	0,58	0,60	0,61	0,70	0,35
Conseil économique et social	0,13	0,09	0,72	0,98	0,19	na	na	na	na	0,00
Min. chargé des relations avec le Parlement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na	na
Min. des relations avec le Parlement et des réformes politiques	na	na	na	na	na	na	na	na	3,00	0,00
Min. de l'administration territoriale et de la décentralisation	0,15	0,27	1,57	2,55	10,28	7,54	11,87	7,02	na	na
Min. de l'administration. territoriale, de la. décentra-lisation. et de la sécurité	na	na	na	na	na	na	na	na	15,15	13,04
Ministère de la justice	0,65	0,59	0,91	0,68	0,45	1,80	1,56	1,35	na	na
Min. de la justice et de la promotion des droits humains	na	na	na	na	na	na	na	na	2,97	4,26
Ministère de la défense	2,43	3,57	3,36	9,89	8,88	10,78	10,74	7,27	na	na
Min. de la défense nationale et des anciens combattants	na	na	na	na	na	na	na	na	13,88	32,00
Ministère des affaires étrangères et de la coopération régionale	0,57	0,91	1,34	0,83	1,04	0,93	2,30	1,30	5,22	4,58
Ministère de la sécurité	0,09	0,25	1,30	3,21	2,31	3,42	2,91	3,40	na	0,00
Ministère de l'économie et des finances	na	na	na	na	8,44	13,84	19,18	20,46	36,01	40,49
Ministère des finances et du budget	1,26	1,59	3,43	2,60	na	na	na	na	na	na
Min. de la culture, du touris-me et de la communication	na	na	na	na	0,88	3,28	2,39	na	na	na
Ministère de la culture, des arts et du tourisme	0,34	0,20	0,31	0,29	na	na	na	na	na	na
Min. de la culture, du touris-me et de la francophonie	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00	0,00	na	na
Ministère de la culture et du tourisme	na	na	na	na	na	na	na	na	0,62	0,62
Min. de la fonction publique et de la réforme administrative	na	na	na	na	na	na	na	0,10	na	na
Ministère du travail, de l'emploi et de la jeunesse	0,19	0,06	na	na	na	na	na	na	na	0,00
Ministère du travail et de la sécurité sociale	na	na	0,16	0,03	na	na	0,38	0,18	na	na
Min. de la fonction publique et de la réforme de l'Etat	0,04	0,05	0,41	0,21	0,43	0,09	0,16	na	na	na
Min. de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale	na	na	na	na	na	na	na	na	1,29	1,43
Ministère de l'information	0,07	0,06	0,28	0,84	na	na	na	na	na	na

Tableau N° 3.19 : Evolution des dépenses du titre V (hors financements extérieurs) par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Ministère de la communication	na	na	na	na	na	na	na	1,38	0,46	4,31
Ministère de la promotion de la femme	0,02	0,01	0,01	0,15	0,23	0,13	0,16	0,20	0,63	0,44
Ministère des sports et des loisirs	0,06	na	0,20	0,11	na	1,09	0,06	0,18	0,70	0,48
Ministère de la santé	4,24	4,91	7,23	11,06	8,77	12,01	18,62	9,32	14,87	21,90
Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale	0,06	0,15	0,53	0,87	1,52	0,64	0,88	1,25	2,23	7,07
Min. de l'enseignement de base et de l'alphabétisation	4,17	2,18	6,27	8,56	9,48	8,48	22,22	na	na	na
Min. de l'éducation nationa-le et de l'alphabétisation	na	na	na	na	na	na	na	8,92	15,93	11,04
Min. des enseignements, secondaire, supérieur et de la recherche scientifique	2,32	1,60	1,75	3,91	4,38	4,18	7,74	na	na	na
Ministère des enseignements secondaire et supérieur	na	na	na	na	na	na	na	5,14	10,54	19,23
Min. du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat	0,10	0,05	0,15	0,18	0,39	0,10	4,47	na	na	na
Min. de l'industrie, du commerce, de la promotion de l'initiative. privée et de l'artisanat	na	na	na	na	na	na	na	0,16	na	na
Min. de l'industrie, du commerce et de l'artisanat	na	na	na	na	na	na	na	na	3,24	1,71
Ministère des mines, des carrières et de l'énergie	0,12	0,18	0,51	0,21	10,84	0,64	0,69	10,35	12,43	30,16
Min. de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques	6,52	6,28	9,87	10,43	18,19	18,93	30,61	46,71	na	na
Min. de l'agriculture et de l'hydraulique	na	na	na	na	na	na	na	na	62,68	36,57
Ministère des ressources animales	0,37	0,34	0,62	0,86	1,68	1,81	2,32	1,89	11,96	9,12
Min. de l'environnement et du cadre de vie	0,35	1,03	0,44	0,74	1,28	1,21	0,60	na	na	na
Min. de l'environnement et du développement durable	na	na	na	na	na	na	na	0,18	0,64	0,85
Min. des infrastructures, des transports et de l'habitat	6,75	10,87	na	na	na	na	na	na	na	na
Min. des infrastructures et du désenclavement	na	na	14,54	32,66	27,06	39,43	32,05	33,22	49,94	60,64
Ministère des postes et des technologies	0,00	0,00	na	na	na	na	na	na	na	na
Min. des postes et des nouvelles technologies de l'information et de la communication	na	na	na	1,53	1,04	1,42	0,80	0,42	na	na
Ministère des transports	na	na	na	1,13	0,39	2,21	0,13	0,38	na	0,00
Min. des transports, des postes et de l'économie numérique	na	na	na	na	na	na	na	na	2,28	2,62

Tableau N° 3.19 : Evolution des dépenses du titre V (hors financements extérieurs) par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Ministère de l'économie et du développement	1,20	1,54	2,49	1,45	na	na	na	na	na	0,00
Ministère de la promotion des droits humains	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	na	na
Min. des droits humains et de la promotion civique	na	na	na	na	na	na	na	na	na	0,16
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na	na	0,09	0,95	2,16	2,17	1,52	2,60	na	na
Min. de la jeunesse, de la formation professionnelle et de l'emploi	na	na	na	na	na	na	na	na	16,08	6,94
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	na	na	na	0,07	1,62	4,26	4,22	1,08	9,81	7,66
Min. de la recherche scientifique et de l'innovation	na	na	na	na	na	na	na	0,28	0,63	0,81
Min. de l'aménagement du territoire et de la décentralisation	na	na	na	na	na	na	na	na	na	6,00
Min. de l'eau, des aménagements hydraulique et de l'assainissement	na	na	na	na	na	na	na	na	na	34,16
Min. Chargé de mission, analyse et prospective	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00
Grande chancellerie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,18	0,56	0,26	0,34	1,07
Conseil supérieur de l'information	0,03	0,00	0,06	na	na	na	na	na	na	na
Conseil supérieur de la communication	na	na	na	0,20	0,38	0,41	0,23	0,20	0,25	0,00
Inspection générale de l'Etat	0,01	0,02	0,02	0,02	na	na	na	na	na	na
Autorité supérieure de contrôle d'Etat	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,30
Délégation générale à l'informatique	0,00	0,00	0,46	na	na	na	na	na	na	na
Conseil constitutionnel	0,11	0,28	0,05	na	na	na	na	na	na	0,00
Conseil d'Etat	0,00	0,00	0,08	0,14	0,13	na	na	na	na	0,00
Cour des comptes	0,00	0,00	0,05	na	0,06	0,06	0,03	na	0,06	0,00
Cour de cassation	0,02	0,03	0,12	0,02	0,01	na	na	na	na	0,03
Commission électorale nationale indépendante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Médiateur du Faso	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts ressources collectivités territoriales	na	na	na	na	na	na	5,39	11,18	12,51	20,06
Dépenses communes interministérielles	42,45	49,89	53,47	33,65	50,86	105,19	103,13	73,24	62,97	73,90
Total	**77,78**	**90,11**	**115,76**	**132,43**	**175,56**	**250,33**	**295,62**	**256,33**	**374,90**	**476,69**

Tableau N° 3.20 : Evolution des dépenses du titre VI par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses communes interministérielles	1,83	2,25	3,34	37,07	6,17	24,49	3,80	3,85	5,50	39,65

Source : Direction générale du budget

4. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

4.1. Dette extérieure

Tableau N° 4.1 : Evolution de l'encours de la dette extérieure (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dette bilatérale	140,91	153,08	163,64	183,37	148,80	186,68	203,66	214,64	216,46	211,89
Club de Paris	39,51	38,14	37,61	41,43	48,94	50,44	46,88	58,50	56,71	56,50
Hors Club de Paris	101,40	114,94	126,04	141,94	99,86	136,25	156,78	156,15	159,75	155,39
Dette multilatérale	889,52	1 016,98	440,05	480,80	650,94	732,04	914,42	957,62	1 074,09	1 084,07
Fonds monétaire international	63,99	66,00	23,84	23,06	34,37	82,23	94,88	71,74	105,86	102,64
Association intern. pour le développement	577,01	665,65	250,74	284,13	344,02	328,81	380,85	425,30	445,69	463,96
Fonds africain développement	190,32	224,54	55,60	62,20	96,09	140,93	186,16	202,92	240,69	244,03
Autres dettes extérieures	58,19	60,80	109,87	111,41	176,46	180,07	252,52	257,66	281,84	273,45
Total dette extérieure	**1 030,43**	**1 170,07**	**603,69**	**664,17**	**799,74**	**918,72**	**1 118,07**	**1 172,26**	**1 290,55**	**1 295,96**

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

4.2. Dette intérieure

Tableau N° 4.2 : Evolution de l'encours de la dette intérieure (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Institutions financières	36,23	30,99	26,00	21,37	16,84	12,05	8,23	49,14	49,18	78,36
Institutions non financières	38,09	35,13	28,50	28,96	22,55	18,09	9,02	8,13	62,53	53,06
Marché monétaire et financier	66,49	34,47	28,84	61,53	60,46	121,15	177,35	230,09	239,99	306,36
Autres dettes intérieures	0,00	0,00	0,00	35,21	26,40	17,47	11,73	0,00	0,00	0,00
Total dette intérieure	**140,82**	**100,59**	**83,34**	**147,07**	**126,25**	**168,76**	**206,33**	**287,36**	**351,69**	**437,78**

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

4.3. Service de la dette publique

Tableau N° 4.3 : Evolution du service de la dette publique (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Service de la dette extérieure	24,33	22,99	21,31	21,98	20,68	24,08	25,57	29,61	37,42	38,85
Amortissement	18,04	16,81	15,54	15,97	13,38	14,56	15,52	18,43	21,84	26,03
Charges, intérêts et commissions	6,29	6,18	5,77	6,01	7,30	9,52	10,05	11,18	15,58	12,82
Service de la dette intérieure	24,67	31,31	25,99	32,17	26,61	64,62	41,13	38,48	55,13	66,61
Amortissement	19,32	26,71	22,49	29,67	22,23	60,36	30,19	23,53	29,00	48,54
Charges, intérêts et commissions	5,35	4,59	3,50	2,50	4,38	4,26	10,94	14,95	26,13	18,07
Total de la dette publique	**49,00**	**54,29**	**47,30**	**54,15**	**47,29**	**88,70**	**66,70**	**68,09**	**92,55**	**105,46**

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

4.4. Situation des ratios d'endettement

Tableau N 4.4 : Evolution des principaux ratios d'endettement

	Norme	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ratio de viabilité											
VA/PIB	<=40	nd	nd	nd	nd	11,3	13,3	20,7	20,4	19,2	18,1
VA/XBS	<=150	nd	nd	nd	nd	123,7	120,8	141,9	152,9	165,6	76,4
VA/Rev	<=250	nd	nd	nd	nd	86,3	91,7	115,0	113,7	251,7	92,4
Ratio de soutenabilité											
SD/XBS	<=20	nd	nd	nd	nd	7,2	6,1	7,4	5,0	3,9	3,4
SD/Rev	<=30	nd	nd	nd	nd	9,9	9,2	12,0	9,5	7,3	7,5
Critère de convergence											
Encours de la dette		1 171,3	1 270,7	687,0	811,2	926,4	1 088,3	1 324,4	1 459,6	1 642,2	1 733,8
PIB nominal		2 556,1	2 881,4	3 041,3	3 237,8	3 739,5	3 941,9	4 453,9	5 075,2	5 488,1	5 722,3
Encours/PIB (%)	<=70	45,8	44,1	22,6	25,1	24,8	27,6	29,7	28,8	29,9	30,3

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique
VA : Valeur ajoutée ; **PIB :** Produit intérieur brut ; **XBS :** Exportation des biens et service ; **Rev :** Revenu ; **SD :** Soutenabilité de la dette

4.5. Tirages sur emprunts

Tableau N° 4.5 : Evolution des tirages sur emprunts (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dette extérieure	119,99	136,53	132,74	114,48	115,29	144,36	127,95	103,16	148,68	69,59
Multilatéraux	114,77	124,79	127,53	111,98	112,80	139,89	110,09	84,60	142,65	62,62
Prêts programme	40,13	35,79	43,31	21,51	45,93	70,23	10,48	9,73	37,49	28,77
Prêts projets	74,64	89,00	84,22	90,47	66,87	69,66	99,61	74,87	105,16	33,85
Bilatéraux	5,22	11,74	5,21	2,50	2,49	4,47	17,86	18,56	6,03	6,97
Prêts programme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts projets	5,22	11,74	5,21	2,50	2,49	4,47	17,86	18,56	6,03	6,97
Dette intérieure	0,00	0,00	0,00	41,30	0,00	80,73	43,28	60,60	32,35	121,60
Emprunts obligataires intérieurs	0,00	0,00	0,00	41,30	0,00	80,73	43,28	60,60	32,35	121,60
Total tirages	**119,99**	**136,53**	**132,74**	**155,78**	**115,29**	**225,09**	**171,23**	**163,76**	**181,03**	**191,19**

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

4.6. Allègements de dette obtenus

Tableau N° 4.6 : Evolution des allègements obtenus de la dette (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Initiative des Pays pauvres très endettés (PPTE)	25,08	23,88	23,97	20,89	15,15	17,65	16,74	16,25	18,89	19,01
Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM)	0,00	0,00	8,70	13,03	13,82	15,85	14,84	14,61	13,68	12,95
Total allègements obtenus	**25,08**	**23,88**	**32,67**	**33,92**	**28,97**	**33,50**	**31,58**	**30,86**	**32,57**	**31,96**

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

5. SITUATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Tableau N° 5.1 : Déboursement de l'aide extérieure par nature de financement (millions de dollars US)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Prêts	147,26	154,65	273,30	195,99	314,43	417,63	249,14	353,75	192,34	117,84
Subventions	526,98	518,06	402,97	667,59	713,72	840,31	807,43	785,99	970,51	1 030,31
Ensemble	**674,24**	**672,71**	**676,27**	**863,58**	**1 028,14**	**1 257,94**	**1 056,56**	**1 139,74**	**1 162,85**	**1 148,14**

Source : Direction générale de la coopération/Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N° 5.2 : Déboursement de l'aide extérieure par secteur et sous-secteur nationaux (millions de dollars US)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Appui programme	**376,82**	**246,25**	**161,81**	**256,25**	**304,28**	**383,68**	**325,36**	**355,05**	**326,09**	**214,96**
Appui budgétaire général	163,93	73,37	131,81	256,25	301,09	376,90	320,51	350,07	323,95	212,99
Sous-secteur national non attribué	212,89	172,88	29,99	0,00	3,20	6,79	4,85	4,98	2,14	1,98
Organisation, infrastructures et équipements administratifs	**30,19**	**92,17**	**17,02**	**52,55**	**53,16**	**57,28**	**64,42**	**116,05**	**101,16**	**128,28**
Cartographie	1,25	0,17	0,29	0,17	0,80	0,98	0,00	0,14	2,20	1,77
Informatique	0,48	0,00	0,63	0,04	0,00	0,71	0,66	0,52	0,51	0,90
Infrastructure	1,24	1,26	0,00	0,33	0,00	0,00	5,69	27,18	13,98	24,03
Matériel et équipement administratif	7,29	60,55	3,61	3,53	10,36	16,25	9,94	15,16	13,37	12,89
Mesures et actions institutionnelles	18,62	30,18	12,49	48,44	42,00	39,34	38,64	52,63	50,36	74,44
Sous-secteur national non attribué	1,32	0,00	0,00	0,03	0,00	0,00	9,49	20,41	20,74	14,26
Production	**34,03**	**63,72**	**44,46**	**68,06**	**129,72**	**157,25**	**122,66**	**167,89**	**198,36**	**201,87**
Agriculture	25,91	40,80	30,15	54,97	91,51	125,56	97,69	144,00	170,90	164,18
Artisanat	0,00	0,19	0,00	1,18	1,15	1,00	0,00	0,08	0,24	2,35
Elevage	4,33	9,66	1,90	2,71	5,82	6,01	7,24	7,50	5,83	4,69
Environnement	3,79	12,20	12,01	7,06	12,21	16,27	15,69	14,04	9,14	17,45
Industrie	0,00	-0,13	0,00	0,73	1,93	0,78	0,26	0,00	0,12	0,00
Mines	0,00	0,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,66	0,71	0,44	2,37
Pêche	0,00	0,66	0,40	0,77	0,95	1,51	0,00	0,89	1,27	0,12
Sous-secteur national non attribué	0,00	0,00	0,00	0,66	16,14	6,12	1,12	0,67	10,42	10,70
Secteurs sociaux	**64,89**	**128,03**	**267,57**	**225,05**	**362,16**	**402,76**	**348,04**	**332,47**	**334,30**	**338,81**
Action sociale	15,33	14,83	81,78	23,81	51,29	60,31	56,11	33,80	31,34	47,41
Education et formation	18,06	64,92	83,52	109,42	113,28	157,29	95,65	156,66	119,95	86,25
Habitat et urbanisme	0,00	3,96	0,14	8,66	16,00	2,55	0,81	0,75	0,00	0,00
Information, art et culture	2,60	1,60	1,20	1,80	2,33	2,36	3,19	2,14	3,99	2,13
Santé	14,01	26,97	76,93	41,77	76,07	136,09	121,83	104,24	136,34	146,27
Sports et loisirs	1,30	0,37	0,00	1,81	0,70	0,00	0,00	0,78	0,00	0,00
VIH/SIDA	13,60	15,38	23,99	21,40	30,92	21,20	17,00	10,85	22,14	26,83
Sous-secteur national non attribué	0,00	0,00	0,01	16,37	71,56	22,96	53,47	23,24	20,54	29,91
Soutien à la production	**168,31**	**142,55**	**185,42**	**261,68**	**178,83**	**256,96**	**196,08**	**168,28**	**175,43**	**225,21**
Commerce	3,72	5,84	4,38	8,73	10,98	7,82	10,27	14,22	4,53	15,40

Tableau N° 5.2 : Déboursement de l'aide extérieure par secteur et sous-secteur nationaux (millions de dollars US)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Eau et aménagements hydro agricole	115,80	78,21	120,22	85,61	63,73	84,29	73,36	103,77	89,20	72,80
Energie	11,93	17,38	40,39	15,03	28,50	29,04	27,08	14,56	29,98	46,23
Tourisme et hôtellerie	0,00	0,00	0,00	1,00	0,50	0,00	0,00	0,08	0,00	0,00
Transports	28,64	41,09	20,42	151,23	74,61	135,74	84,28	30,89	48,70	89,23
Sous-secteur national non attribué	8,22	0,02	0,00	0,07	0,51	0,07	1,09	4,76	3,02	1,55
Sous-secteur national non attribué	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,51	39,01
Sous-secteur national non attribué	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,51	39,01
Total	**674,24**	**672,71**	**676,27**	**863,58**	**1 028,14**	**1 257,94**	**1 056,56**	**1 139,74**	**1 162,85**	**1 148,14**

Source : Direction générale de la coopération/Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N° 5.3 : Evolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financements

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Aide projet (en millions de $US)	508,46	600,96	534,18	594,34	711,48	837,18	691,56	753,54	716,87	793,11
Appui budgétaire (en millions de $US)	163,93	71,56	129,04	256,25	289,64	374,12	328,40	371,02	347,96	256,13
Aide alimentaire (en millions de $US)	0,00	0,00	7,62	12,14	20,45	28,03	25,27	10,68	52,97	39,51
Assistance et secours d'urgence (en millions de $US)	1,85	0,19	5,43	0,86	6,57	18,62	11,34	4,51	45,05	59,39
Total APD (en millions de $US)	674,24	672,71	676,27	863,58	1 028,14	1 257,94	1 056,56	1 139,74	1 162,85	1 148,14
Total APD (en milliards de F CFA)	**360,72**	**350,48**	**338,14**	**425,65**	**468,49**	**582,20**	**533,62**	**526,73**	**583,00**	**577,58**

Source : Direction générale de la coopération/Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N° 5.4 : Evolution des principaux ratios de l'aide publique au développement

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
APD/PIB (en %)	14,1	12,2	11,1	13,1	12,5	14,8	12,0	10,4	9,8	9,1
APD/tête (en $US)	52,0	50,3	49,0	60,6	69,8	82,6	67,2	70,1	69,3	66,3
APD/tête (en milliers de FCFA)	27,8	26,2	24,5	29,9	31,8	38,2	33,9	32,4	34,7	33,3

Source : Rapports pour la coopération au développement/Direction générale de la coopération

Tableau N° 5.5 : Evolution de l'aide publique au développement par bailleurs (en millions de $US)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Bilatérale	**431,56**	**388,41**	**128,01**	**327,12**	**377,71**	**447,39**	**376,01**	**446,13**	**496,50**	**539,97**
Abu Dhabi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,11	2,65	0,00	2,05	1,55
Allemagne	14,28	9,29	7,71	34,94	33,69	30,52	40,34	32,39	42,34	37,67
Arabie Saoudite	0,28	6,07	1,42	1,69	5,32	1,56	3,12	4,66	0,98	1,46
Autriche	1,24	2,28	2,65	6,22	7,60	5,51	0,00	4,70	7,16	7,61
Belgique	212,46	2,73	1,84	8,70	2,42	2,71	3,29	0,00	2,98	0,00
Canada	7,02	5,21	4,51	18,29	23,47	24,48	23,05	28,04	28,22	26,82
Chine-Taïwan	18,16	18,91	10,50	14,47	11,12	88,30	29,86	25,32	23,78	25,56
Danemark	72,81	61,46	33,13	43,95	26,21	35,39	32,93	43,83	41,47	37,71
Espagne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,77	0,00	0,00	0,00	0,00
Etats Unis	0,00	172,56	0,00	12,90	2,76	33,44	63,87	90,57	115,90	160,18
France	30,82	61,96	33,40	54,03	99,97	44,77	31,18	47,08	39,51	44,45
Inde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,15	7,21
Italie	3,81	1,67	0,08	2,89	2,98	4,34	3,82	0,00	0,00	0,00
Japon	0,00	0,43	0,00	11,40	13,60	50,60	17,86	37,15	50,03	39,29
Koweït	2,87	2,98	5,19	10,68	7,66	4,17	5,26	4,62	6,19	3,63
Luxembourg	3,83	6,10	3,40	6,41	14,30	13,45	15,59	16,00	9,23	14,93
Norvège	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,48	0,00	0,00	0,00	0,00
Pays-Bas	58,02	27,29	20,06	65,83	88,33	66,44	54,39	57,60	56,00	39,46
Suisse	1,13	7,14	2,73	18,23	19,38	18,33	15,62	18,27	26,42	29,61
Suède	4,85	2,33	1,39	16,49	18,91	22,02	33,19	35,90	33,08	62,84
Multilatérale	**242,68**	**256,26**	**522,35**	**514,94**	**620,61**	**784,51**	**647,55**	**638,77**	**627,42**	**574,87**
Banque africaine de développement	26,02	43,94	55,86	58,29	88,88	89,28	114,02	87,99	67,66	38,76
BADEA	1,88	5,01	8,43	8,72	7,23	0,71	7,77	5,18	4,40	3,05
Banque islamique de développement	9,04	11,42	75,82	16,43	19,48	43,64	35,75	24,70	19,42	7,71
Banque mondiale	89,38	58,28	132,99	162,93	181,11	245,54	171,07	216,55	143,53	193,93
Banque Ouest-africaine de développement	14,27	3,51	4,59	5,01	10,64	25,99	9,69	35,39	12,57	9,73
CEDEAO	1,31	1,78	1,12	0,70	0,82	0,17	0,00	2,98	2,01	2,85
Fonds monétaire international	0,00	0,00	0,00	0,74	11,40	75,12	22,37	25,98	49,02	9,61
Fonds OFID	2,85	7,37	1,75	2,76	1,91	1,02	0,60	4,75	17,63	0,48
Indépendant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44,59	6,80	50,07	30,85
Nations Unies	9,20	25,63	175,93	55,87	99,84	120,28	109,76	90,09	150,20	130,45
Union européen.	88,72	99,31	65,85	203,48	199,30	182,76	131,93	138,35	110,91	147,43
ONG Internat.	**0,00**	**28,04**	**25,92**	**21,52**	**29,82**	**26,04**	**33,00**	**54,84**	**38,93**	**33,30**
ONG internat.	0,00	28,04	25,92	21,52	29,82	26,04	33,00	54,84	38,93	33,30
Total	**674,24**	**672,71**	**676,27**	**863,58**	**1 028,14**	**1 257,94**	**1 056,56**	**1 139,74**	**1 162,85**	**1 148,14**

Source : Direction générale de la coopération/Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N° 5.6 : Evolution de l'aide projet par agence donatrice (en millions de $US)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Aide projet - Avec fonds commun	**13,23**	**23,97**	**36,43**	**50,87**	**63,01**	**74,64**	**53,56**	**52,54**	**72,15**	**90,83**
Agence canadienne pour le développement international	4,78	2,48	3,61	11,29	8,17	12,73	11,20	11,97	10,99	7,05
Agence danoise pour le développement international	0,00	1,36	0,00	2,05	1,99	2,16	2,90	2,66	13,54	5,02
Agence française de développement	0,00	9,09	11,05	6,60	11,27	10,96	2,66	0,43	0,17	6,33
Association internationale de développement	6,03	4,17	6,88	0,00	0,00	22,00	0,00	0,00	3,14	22,39
Association suédoise de développement international	0,00	0,00	0,01	4,11	7,54	3,30	0,29	3,09	1,49	5,76
Coopération néerlandaise	2,42	6,87	13,82	26,60	34,04	21,68	21,34	20,84	29,60	15,94
Coopération autrichienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,43	0,00	3,80
Coopération suédoise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,12	0,00	0,39	2,59
Direction du développement et de la coopération	0,00	0,00	0,95	0,00	0,00	0,00	3,90	3,21	4,78	0,00
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,94	10,96
Fonds des Nations Unies pour la population	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,38
GAVI Alliance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,59	1,36	0,00	0,00
GIZ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,70	0,00	2,54	3,17	2,06
Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,44	0,00	2,65
Grand Duché du Luxembourg	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,13	0,16	3,93	1,51
KFW	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	0,00	0,00	0,00
Lux-développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,39
Programme des Nations unies pour le développement	0,00	0,00	0,12	0,21	0,00	0,10	0,00	0,00	0,00	0,01
Service de coopération et d'action culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,40	0,42	0,00	0,00
Aide projet - Sans fonds commun	**495,23**	**576,99**	**497,75**	**543,47**	**648,48**	**762,54**	**638,00**	**701,00**	**644,72**	**702,29**
ACDI/VOCA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,33	1,43	0,00
Abu Dhabi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,11	2,65	0,00	2,05	1,55
Africare	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,17	0,00	0,00	0,00	0,15
Agence canadienne pour le développement international	2,24	2,74	0,91	7,00	15,30	11,36	11,85	16,07	17,23	19,78
Agence danoise pour le développement international	72,81	60,10	33,13	33,22	12,76	24,10	11,56	17,95	4,32	9,25
Agence française de développement	13,61	35,27	19,96	37,51	64,28	17,41	11,93	27,33	15,54	10,67
Association internationale de développement	23,14	54,11	66,11	72,93	88,40	123,44	78,50	94,48	50,39	101,74
Association Solidarité Afrique de l'Ouest	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,59	1,70	0,00
Association suédoise de développement international	0,00	0,34	0,01	2,38	2,26	6,95	0,00	12,63	2,50	8,80
Autres ONG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque arabe pour le développement économique en Afrique	1,88	5,01	8,43	8,72	7,23	0,71	7,77	5,18	4,40	3,05

Tableau N° 5.6 : Evolution de l'aide projet par agence donatrice (en millions de $US)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Banque européenne d'investissements	5,35	16,31	16,31	0,00	1,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque Islamique de Développement	9,04	11,42	75,82	16,43	19,48	42,94	35,75	24,34	19,42	7,71
Banque Ouest-africaine de développement	14,27	3,51	4,59	5,01	10,64	25,99	9,69	35,39	12,57	9,73
Banque d'investissements et de développement de la CEDEAO	1,31	1,78	1,12	0,70	0,82	0,17	0,00	2,98	2,01	2,85
Bornefonden	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,15	0,00	0,00	0,00	0,00
Catholic Relief Services	0,00	11,92	9,41	0,00	15,18	7,82	11,59	12,42	4,59	6,68
Centre italien d'aide à l'enfance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,59	0,00	0,00
Commission européenne	20,97	7,67	0,00	15,19	55,65	34,63	0,00	0,05	0,00	0,00
Coopération allemande	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,55	0,25
Coopération chinoise-taïwanaise	18,16	18,91	10,50	14,47	11,12	88,30	29,66	24,88	23,78	25,17
Coopération espagnole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,77	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération française	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,33
Coopération italienne	3,81	1,67	0,00	2,89	2,98	3,65	3,16	0,00	0,00	0,00
Coopération japonaise	0,00	0,43	0,00	8,42	8,22	35,61	5,53	27,36	44,82	33,07
Coopération norvégienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,48	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération néerlandaise	18,87	20,42	6,24	19,28	25,68	16,25	9,27	5,18	1,33	0,05
Coopération technique belge	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	1,24	2,28	2,65	6,22	7,03	5,50	0,00	4,27	6,00	3,20
Coopération suédoise	0,00	1,99	1,37	0,73	0,00	0,00	5,00	0,00	2,75	3,02
Diakonia	0,00	0,97	0,51	0,00	0,00	0,92	0,00	1,28	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	1,13	7,14	1,77	10,61	11,77	10,76	3,80	5,83	14,45	21,08
FAD/BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,75	0,00	19,45
Fondation Nouvelle planète	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,94	3,60	0,61
Fonds africain de développement	9,78	22,79	35,35	34,96	47,68	58,60	98,75	47,59	28,89	19,31
Fonds européen de développement	21,84	31,08	1,02	114,27	66,48	53,32	22,14	53,14	36,43	47,86
Fonds français pour l'environnement mondial	1,08	1,02	0,70	0,46	1,38	0,82	0,01	0,00	0,00	0,00
Fonds international de développement agricole	0,84	3,44	5,15	5,69	2,78	5,74	4,27	5,51	5,89	3,07
Fonds koweitien	2,87	2,98	5,19	10,68	7,66	4,17	5,26	4,62	6,19	3,63
Fonds mondial pour la nature	0,00	0,00	0,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds OPEP	2,85	7,37	1,75	2,76	1,91	1,02	0,60	4,75	17,63	0,48
Fonds saoudien	0,28	6,07	1,42	1,69	5,32	1,56	3,12	4,66	0,98	1,46
Fonds d'équipement des Nations unies	0,00	1,89	0,00	0,40	0,44	0,30	0,28	0,22	0,26	0,00
Fonds de l`environnement mondial	0,00	0,00	0,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,51	0,25	0,00

Tableau N° 5.6 : Evolution de l'aide projet par agence donatrice (en millions de $US)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Fonds des Nations unies pour l'enfance	0,00	3,64	14,75	18,25	33,39	32,61	36,57	29,82	4,78	26,29
Fonds des Nations unies pour la population	2,95	0,92	132,72	4,45	5,75	5,99	7,98	9,14	11,43	10,74
GIZ	0,00	2,19	4,31	4,32	6,60	7,58	11,09	8,72	12,02	12,57
Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44,00	0,00	50,07	28,20
Grand Duché du Luxembourg	3,83	6,10	3,06	6,41	13,30	11,73	14,70	15,30	5,30	9,04
Helen Keller International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,34	0,03	0,08
Helvetas Burkina Faso	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,85	0,00	0,00	0,00	1,17
Hunger Project Burkina	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,02	0,60	0,23
Inde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,15	7,21
KFW	11,67	4,43	2,14	16,84	27,09	12,90	17,28	18,36	16,42	14,61
Lutheran World Relief	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,15	0,00	0,00
Marie Stopes International Burkina Faso	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,04	0,00	0,00
Millennium Challenge Account- Burkina Faso	0,00	0,00	0,00	0,00	2,76	5,94	24,93	29,02	82,43	116,73
OCADES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,91	0,00
Organisation mondiale de la santé	0,00	0,00	0,00	4,30	0,00	11,44	9,74	12,16	8,33	8,88
Organisation néerlandaise de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,03	0,00	0,00
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	0,00	0,00	1,27	3,26	2,55	6,20	13,13	14,54	12,13	4,46
Oxfam Belgique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,39	0,52	0,45	0,24	0,23	0,00
Oxfam Québec	0,00	0,00	0,00	0,00	0,93	0,36	0,26	0,93	0,35	0,73
Plan Burkina	0,00	15,15	15,39	21,52	13,22	9,79	20,05	24,94	18,82	16,76
Programme alimentaire mondial	0,00	0,00	1,57	1,89	1,13	0,67	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme des Nations unies pour le développement	3,85	15,56	8,36	8,00	35,25	30,90	16,54	17,44	20,51	14,47
RES PUBLICA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,76	1,73	2,50
Royaume de Belgique	212,46	2,73	1,84	8,70	2,41	2,71	3,29	0,00	2,98	0,00
SOS Sahel International France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,92	0,00	0,00	0,00	0,00
Save The Children	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,69	0,00
Self Help Africa - Programme de l'Afrique de l'Ouest	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,13	0,00	0,00
Service Allemand de Développement	2,61	2,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	10,51	10,44	1,70	0,00	10,17	6,19	6,93	4,50	11,68	15,76
United States Agency for International Development	0,00	172,56	0,00	12,90	0,00	27,50	38,94	61,55	33,47	43,44
Water Aid	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,70	1,39
Total	**508,46**	**600,96**	**534,18**	**594,34**	**711,48**	**837,18**	**691,56**	**753,54**	**716,87**	**793,11**

Source : Direction générale de la coopération/Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N° 5.7 : Evolution de l'appui budgétaire par agence donatrice (en millions de $US)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Appui budgétaire général	**163,93**	**71,56**	**129,04**	**256,25**	**289,64**	**374,12**	**313,84**	**336,77**	**313,80**	**210,68**
Agence canadienne pour le développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agence danoise pour le développement international	0,00	0,00	0,00	8,68	11,46	9,08	9,88	11,36	10,46	11,01
Agence française de développement	5,62	6,15	0,00	9,46	11,44	9,21	8,59	9,23	8,35	8,35
Association internationale de développement	60,21	0,00	60,00	90,00	92,72	100,10	92,57	122,07	90,00	69,80
Association suédoise de développement international	0,00	0,00	0,00	9,26	9,10	11,78	0,00	16,36	15,92	0,00
Commission européenne	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération néerlandaise	36,73	0,00	0,00	19,94	28,61	28,51	23,78	28,56	25,08	23,47
Coopération autrichienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération suédoise	4,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,78	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	0,00	0,00	0,00	7,02	7,62	7,37	7,92	9,23	7,19	8,53
FAD/BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39,65	38,77	0,00
Fonds africain de développement	15,96	21,15	20,51	23,34	41,20	30,67	15,27	0,00	0,00	0,00
Fonds européen de développement	40,52	44,26	48,53	74,02	76,08	93,92	103,80	74,33	65,40	77,92
Fonds monétaire international	0,00	0,00	0,00	0,74	11,40	75,12	22,37	25,98	49,02	9,61
KFW	0,00	0,00	0,00	13,78	0,00	8,35	11,89	0,00	3,60	1,98
Appui budgétaire sectoriel	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14,56**	**34,24**	**34,16**	**45,45**
Agence danoise pour le Développement International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,60	11,86	13,15	12,42
Agence française de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,47	3,08	0,00
Association suédoise de développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,82	5,81	5,69
Coopération chinoise-taïwanaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,43	0,00	0,39
Fonds européen de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,29	10,17	8,87	21,65
KFW	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	2,79	2,57	5,30
Service de coopération et d'action culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,65	0,71	0,68	0,00
Total	**163,93**	**71,56**	**129,04**	**256,25**	**289,64**	**374,12**	**328,40**	**371,02**	**347,96**	**256,13**

Source : Direction générale de la coopération/Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N° 5.8 : Evolution de l'aide alimentaire par agence donatrice (en millions de $US)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Banque islamique de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,70	0,00	0,35	0,00	0,00
Catholic Relief Services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,21	0,01
Coopération chinoise-taïwanaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,19	0,00	0,00	0,00
Coopération italienne	0,00	0,00	0,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération japonaise	0,00	0,00	0,00	2,98	5,38	14,96	12,33	9,79	5,21	6,22
Coopération autrichienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds européen de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,40	0,00	0,00	0,00
Grand Duché du Luxembourg	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,53	0,00	0,00
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme alimentaire mondial	0,00	0,00	7,54	9,16	13,62	12,36	12,34	0,00	47,55	33,29
Service de coopération et d'action culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	1,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**0,00**	**0,00**	**7,62**	**12,14**	**20,45**	**28,03**	**25,27**	**10,68**	**52,97**	**39,51**

Source : Direction générale de la coopération/Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N° 5.9 : Evolution de l'assistance et secours d'urgence par agence donatrice (en millions de $US)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agence Canadienne pour le Développement International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,39	0,00	0,00	0,00	0,00
Agence Danoise pour le développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00
Association suédoise de Développement International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,07
Catholic Relief Services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,10	0,17	0,66	1,14	1,34	0,14
Commission européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération allemande	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,90
Coopération chinoise-taïwanaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération italienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,70	0,66	0,00	0,00	0,00
Coopération japonaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération néerlandaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,57	0,00	0,00	0,00	1,16	0,60
Coopération suédoise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,22	20,92
Direction du développement et de la coopération	0,00	0,00	0,00	0,60	0,00	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds africain de développement	0,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds européen de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,89	0,31	0,65	0,20	0,00
Fonds d'équipement des Nations unies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds des Nations unies pour l'enfance	0,00	0,00	2,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,73	11,68
GIZ	0,00	0,00	1,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Grand Duché du Luxembourg	0,00	0,00	0,34	0,00	1,00	1,71	0,76	0,00	0,00	0,00
Helen Keller International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,64	0,00	0,00
Lutheran World Relief	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,30	0,00	0,00
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	0,00	0,00	0,00	0,24	4,90	3,06	2,55	0,52	0,00	5,14
Oxfam Belgique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	0,00	0,00
Plan Burkina	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,35	0,00	0,00	0,00	2,86
Programme alimentaire mondial	0,00	0,00	1,27	0,00	0,00	10,72	6,36	0,00	1,16	0,00
Programme des Nations unies pour le développement	1,57	0,19	0,44	0,01	0,00	0,19	0,01	0,21	1,25	1,08
Royaume de Belgique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action Culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,16	0,02	0,00	0,00	0,00
Total	**1,85**	**0,19**	**5,43**	**0,86**	**6,57**	**18,62**	**11,34**	**4,51**	**45,05**	**59,39**

Source : Direction générale de la coopération/Plate-forme de gestion de l'aide

6. TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET SES SOLDES CARACTÉRISTIQUES

6.1. Situation des opérations de recettes de l'Etat

Tableau N°6.1 : Evolution des recettes (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Recettes courantes	344,79	364,78	391,30	440,09	483,83	539,09	681,28	793,62	998,81	1 117,27
Recettes fiscales	318,55	336,76	362,32	405,24	444,67	494,58	565,75	695,63	890,78	992,61
Recettes non fiscales	26,23	28,02	28,97	34,85	39,16	44,51	115,53	97,98	108,03	124,66
Recettes en capital	0,04	0,40	0,62	0,16	0,01	0,00	0,00	0,00	0,10	0,11
Recettes totales	344,83	365,18	391,92	440,25	483,83	539,10	681,28	793,62	998,91	1 117,38
Dons	117,33	131,54	169,98	210,30	146,92	232,43	198,94	253,67	277,50	324,36
Recettes totales et dons	**462,16**	**496,72**	**561,90**	**650,55**	**630,75**	**771,52**	**880,22**	**1 047,29**	**1 276,40**	**1 441,75**

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat

Tableau N° 6.2 : Evolution des recettes fiscales (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	72,84	79,69	85,74	98,15	103,47	106,69	133,58	201,02	256,03	277,20
Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	4,09	4,39	4,89	5,27	4,99	6,24	5,48	4,99	5,90	7,29
Impôts sur la propriété	4,13	2,03	2,08	2,04	3,21	3,49	4,16	4,90	5,77	7,15
Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	177,27	185,81	194,35	217,31	243,82	282,94	318,44	366,76	467,46	523,44
Taxes sur la valeur ajoutée	125,39	131,78	140,45	159,01	181,72	214,41	236,21	282,50	364,39	423,26
dont TVA collectée au cordon douanier	70,04	72,68	77,68	84,73	100,40	104,34	116,04	153,15	221,96	256,99
dont TVA intérieur	55,35	59,10	62,78	74,28	81,32	110,07	120,16	129,35	142,43	166,27
Taxes sur les produits pétroliers	22,20	23,17	23,58	26,30	27,06	28,04	31,71	35,49	46,34	33,02
Autres taxes spécifiques sur consommation hors TPP	29,67	30,86	30,31	32,00	35,04	40,49	50,52	48,77	56,74	67,16
Impôts sur le commerce extérieur (hors TVA au cordon douanier)	57,35	60,75	71,29	78,13	81,82	89,73	96,76	111,98	148,61	168,63
Droit sur commerce extérieur	46,28	52,85	58,43	63,67	72,50	79,67	85,48	99,52	131,02	149,47
Droits et taxes à l'import.	34,56	44,63	45,19	48,78	62,61	69,17	73,78	86,60	130,41	148,83
Droits et taxes à l'export.	11,72	8,22	13,24	14,90	9,88	10,50	11,71	12,92	0,61	0,63
Prélèvement communautaire (PCS et CEDEAO)	4,75	5,69	6,17	7,63	8,93	9,36	10,80	11,91	16,62	18,30
Autres recettes sur commerce extérieur	6,31	2,21	6,68	6,82	0,39	0,70	0,47	0,55	0,97	0,86
Autres recettes fiscales	2,88	4,09	3,98	4,33	7,37	5,49	7,33	5,98	7,00	8,90
Total	**318,55**	**336,76**	**362,32**	**405,24**	**444,67**	**494,58**	**565,75**	**695,63**	**890,78**	**992,61**

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat

Tableau N° 6.3 : Situation détaillée des recettes non fiscales (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Droits et frais administratifs	0,57	1,14	1,31	1,43	2,15	2,77	4,91	5,64	4,19	4,67
Ventes non industrielles	9,51	10,68	11,53	13,02	15,87	14,44	81,34	28,27	34,40	46,11
Amendes et condamnations pécuniaires	0,92	1,57	1,64	1,37	1,70	2,71	3,21	2,72	2,12	3,16
Produits financiers	9,43	8,37	7,64	8,71	8,00	9,56	2,99	14,24	15,08	21,58
Autres recettes non fiscales	5,79	6,27	6,85	10,31	11,43	15,03	23,07	47,11	52,25	49,15
Total	**26,23**	**28,02**	**28,97**	**34,85**	**39,16**	**44,51**	**115,53**	**97,98**	**108,04**	**124,66**

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat

6.2. Situation des opérations de dépenses de l'Etat

Tableau N° 6.4 : Evolution des dépenses et prêts nets (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011*	2012	2013
Dépenses totales	575,41	655,18	744,47	833,59	780,26	956,44	1 083,22	1 163,39	1 453,74	1 677,41
Dépenses courantes	292,12	332,16	384,56	450,28	455,19	499,07	530,87	628,25	828,67	818,97
Salaires	123,47	141,29	159,95	187,60	198,83	228,44	245,82	281,39	332,34	355,52
Dépenses de fonctionnement	66,91	75,11	79,51	94,84	95,31	95,12	90,76	97,14	120,57	118,60
Intérêts dus	19,13	18,17	17,35	13,05	12,69	16,87	21,35	28,29	41,81	34,76
sur dette intérieure	6,38	6,45	5,08	6,36	4,58	8,12	11,15	15,90	28,81	21,93
sur dette extérieure	12,75	11,72	12,27	6,70	8,11	8,75	10,20	12,39	12,99	12,82
Transferts courants	82,62	97,60	127,75	154,79	148,36	158,65	172,93	221,43	333,95	310,10
dont collectivités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,17	10,73	7,41	11,19	3,62
dont EPE	13,52	15,23	21,78	25,49	25,12	30,73	33,93	29,30	49,91	53,67
dont subventions produits pétroliers (sociales)	0,82	1,47	1,56	0,86	1,55	0,00	0,91	0,80	13,03	16,79
dont subventions SONABEL	13,24	17,43	20,19	17,51	17,91	14,61	18,08	31,68	13,22	11,04
Dépenses en capital	283,29	323,02	359,91	383,31	325,07	457,36	552,36	535,17	625,08	858,44
Investissements sur ressources propres	130,29	146,19	153,84	142,79	194,25	235,61	276,97	282,53	402,45	496,98
dont chèques du Trésor	21,07	26,68	24,84	18,81	27,08	36,45	28,95	26,20	28,49	24,00
Transferts en capital et restructurations	2,51	2,25	2,61	32,88	6,17	25,42	3,80	3,85	5,50	95,76
Investissements sur ressources extérieures	150,49	174,58	203,46	207,64	124,64	196,33	203,89	202,19	217,13	265,70
Dons	70,27	73,77	107,39	114,67	55,31	86,92	51,13	73,10	111,61	205,23
Prêts	80,22	100,80	96,08	92,97	69,33	109,41	152,77	129,09	105,52	60,47
Reliquat dépenses exceptionnelles 2009	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67,69	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement exercice 2010	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46,56	0,00	0,00
Prêts nets	-5,39	-13,17	-14,64	1,17	11,60	3,16	-6,20	2,65	-0,88	-24,76
Rembours. prêts (hors emprunt d'Etat)	-4,35	-2,67	-2,82	-3,32	-3,81	-2,47	-5,17	-7,30	-5,20	-1,71
Avances et rétrocession emprunt d'Etat (Net)	-1,03	-10,49	-11,82	4,50	15,41	5,62	-1,02	9,95	4,33	-23,05
Dépenses totales et prêts nets	**570,03**	**642,01**	**729,83**	**834,76**	**791,86**	**959,60**	**1 077,03**	**1 166,04**	**1 452,87**	**1 652,66**

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat

(*) : Les dépenses en capital de 2010 et 2011 ont fait l'objet de retraitement. En effet, les « reliquats des dépenses exceptionnelles de 2009 » (67,69 milliards FCFA) et les « dépenses d'investissement exercice 2010 » (46,56 milliards FCFA) ne devraient pas être comptabilisés respectivement en 2010 et 2011 car déjà enregistrés dans la comptabilité des exercices correspondants.

6.3. Situation des soldes caractéristiques

Tableau N° 6.5 : Evolution des soldes caractéristiques et autres soldes (en milliards FCFA)

	2004*	2005*	2006*	2007*	2008*	2009*	2010*	2011*	2012*	2013
Principaux soldes caractéristiques										
Solde courant	52,66	32,62	6,74	-10,19	28,64	40,02	150,41	165,36	170,15	298,30
Solde global base engagements	-107,87	-145,29	-167,93	-184,22	-161,11	-188,07	-196,81	-118,75	-176,46	-210,91
Solde global hors dons (Base engagement)	-225,20	-276,83	-337,92	-394,52	-308,02	-420,50	-395,75	-372,42	-453,96	-535,27
Ajustement caisse	-2,01	23,12	36,42	14,11	19,23	95,47	-2,11	13,19	19,63	50,82
Solde global base caisse	-109,88	-122,17	-131,51	-170,11	-141,87	-92,60	-198,91	-105,57	-156,83	-160,09
Solde de base	-80,09	-115,43	-149,09	-185,70	-171,78	-221,01	-198,05	-167,58	-237,70	-294,33
Solde primaire	-211,46	-271,83	-335,21	-380,29	-283,73	-400,47	-380,59	-341,48	-413,03	-525,28
Solde primaire courant	71,79	50,79	24,08	2,87	41,33	56,89	171,76	193,65	211,95	333,05
Solde primaire de base	-60,97	-97,26	-131,74	-172,65	-159,09	-204,14	-176,70	-139,29	-195,90	-259,57
Autres soldes										
Solde global (base caisse) hors PPTE	-134,68	-146,18	-146,89	-170,11	-141,87	-92,60	-198,91	-105,57	-156,83	-160,09
Solde global (base engagement) hors PPTE	-132,67	-169,30	-183,31	-184,22	-161,11	-188,07	-196,81	-118,75	-176,46	-210,91
Solde primaire hors PPTE	-236,26	-295,84	-350,59	-380,29	-283,73	-400,47	-380,59	-341,48	-413,03	-525,28
Solde primaire de base hors PPTE	-85,77	-121,27	-147,12	-172,65	-159,09	-204,14	-176,70	-139,29	-195,90	-259,57

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat

(*) Données actualisées.

7. COMPTES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

7.1. Régions

Tableau N° 7.1 : Evolution des recettes totales par région / conseils régionaux (en millions FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
B. du Mouhoun	154,46	271,87	347,56	368,49	399,47	348,11
Cascades	79,22	138,64	138,82	219,20	279,33	284,25
Centre	767,82	1 418,80	2 443,16	3 685,26	2 593,20	3 032,18
Centre-Est	163,67	262,75	341,67	396,20	368,66	345,14
Centre-Nord	131,58	244,87	278,23	335,23	420,19	413,00
Centre-Ouest	168,28	226,89	329,92	365,12	419,09	430,31
Centre-Sud	76,94	130,17	216,49	248,61	302,40	247,38
Est	128,94	245,22	297,82	396,40	396,01	480,58
Hauts-Bassins	271,20	433,97	668,19	1 116,85	1 905,79	1 493,68
Nord	154,16	229,35	251,84	225,95	200,59	218,33
Plateau Central	112,85	186,81	191,73	252,62	314,45	321,78
Sahel	93,16	171,69	216,19	295,66	401,83	350,10
Sud-Ouest	75,09	108,08	147,94	185,02	211,87	189,43
Burkina Faso	**2 377,37**	**4 069,11**	**5 869,56**	**8 090,61**	**8 212,87**	**8 154,28**

Source : Direction générale de la décentralisation / Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation

Tableau N° 7.2 : Evolution des dépenses totales par région / conseils régionaux (en millions FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
B. du Mouhoun	39,45	95,41	158,32	192,29	272,62	305,32
Cascades	28,39	88,65	56,64	155,09	160,28	175,73
Centre	223,43	479,92	1 269,01	2 998,37	1 948,53	2 682,84
Centre-Est	61,81	98,07	105,57	193,98	217,41	193,36
Centre-Nord	23,42	102,55	88,12	57,52	146,74	197,61
Centre-Ouest	111,67	84,05	169,63	193,72	251,46	226,23
Centre-Sud	19,83	16,58	57,72	89,56	147,74	228,80
Est	27,18	101,05	66,00	171,43	138,96	244,82
Hauts-Bassins	96,78	75,48	183,16	332,64	966,11	497,88
Nord	78,48	134,33	186,62	183,28	177,12	192,19
Plateau Central	34,00	108,70	78,94	79,83	150,91	153,19
Sahel	20,50	80,94	37,30	39,01	190,97	160,72
Sud-Ouest	55,38	46,24	47,57	65,25	142,81	141,26
Burkina Faso	**820,33**	**1 511,95**	**2 504,60**	**4 751,96**	**4 911,65**	**5 399,95**

Source : Direction générale de la décentralisation / Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation

7.2. Communes

Tableau N° 7.3 : Evolution des recettes totales par commune urbaine (en millions FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Boromo	59,46	67,75	84,54	158,38	214,38	320,66
Dédougou	157,80	167,02	337,43	382,40	407,48	447,87
Koudougou	482,56	466,53	684,86	869,55	832,09	927,62
Léo	76,28	76,83	121,20	174,35	269,08	339,19
Nouna	63,35	75,88	107,34	172,21	149,73	324,49
Toma	29,99	37,90	71,97	129,11	184,07	146,81
Tougan	72,11	100,95	144,95	227,07	264,74	365,42
Banfora	439,28	520,26	1 202,43	1 124,28	1 466,94	1 225,59
Batié	25,78	37,75	70,46	90,17	156,29	187,46
Bittou	146,16	153,79	138,50	243,38	320,43	378,17
Bobo-Dioulasso	2 925,45	2 969,43	4 304,35	7 334,69	668,85	4 876,10
Bogandé	76,79	77,17	353,05	356,53	358,48	457,15
Boulsa	60,49	83,71	159,73	205,05	236,85	456,08
Boussé	51,63	93,25	82,28	152,30	187,01	nd
Dano	58,40	109,07	145,61	216,17	259,21	238,90
Diapaga	35,72	50,34	85,86	227,41	260,09	277,74
Diébougou	102,63	156,03	182,07	209,98	282,38	nd
Djibo	99,38	110,73	157,95	282,55	319,71	417,29
Dori	126,70	195,08	301,59	396,79	410,77	nd
Fada-N'gourma	217,13	288,38	492,41	660,51	733,90	900,03
Gaoua	161,93	223,23	317,01	470,99	477,84	497,13
Garango	109,60	78,53	158,88	181,38	265,11	324,88
Gayéri	33,90	45,82	70,62	105,93	216,21	373,48
GoromnaGorom	70,43	99,26	217,66	258,16	314,62	354,35
Gourcy	146,47	109,83	304,36	261,36	337,70	390,42
Houndé	124,05	179,17	213,59	221,76	260,71	336,47
Kaya	284,16	241,15	344,81	670,77	581,63	nd
Kombissiri	103,43	118,15	197,82	251,06	320,93	nd
Kongoussi	71,42	19,22	164,24	215,25	323,90	351,17
Koupéla	136,52	155,67	269,98	323,80	377,20	430,85
Manga	85,71	82,08	159,83	149,58	173,55	271,86
Niangologo	97,51	209,07	163,29	152,24	123,75	nd
Orodara	56,53	74,72	105,95	261,37	241,02	300,30
Ouagadougou	14 179,77	22 306,69	21 528,05	22 018,72	19 854,21	nd
Ouahigouya	433,22	450,75	642,51	1 289,34	946,06	784,65
Ouargaye	35,68	52,60	53,51	180,11	221,74	243,32
Pama	39,05	59,02	75,81	95,39	134,08	187,82
Po	70,38	74,66	136,28	206,20	241,96	285,60
Pouytenga	397,00	564,71	374,77	342,95	nd	415,50
Réo	59,29	101,35	144,98	233,40	418,02	291,45

Tableau N° 7.3 : Evolution des recettes totales par commune urbaine (en millions FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Sapouy	42,61	64,93	95,82	167,08	209,79	274,63
Sebba	26,81	38,56	65,58	131,58	142,20	170,75
Sindou	19,81	30,21	54,44	117,79	134,87	140,21
Solenzo	120,84	187,56	298,79	254,29	278,91	384,23
Tenkodogo	214,75	239,52	508,76	781,35	696,80	nd
Titao	43,60	74,75	173,26	278,05	266,27	234,11
Yako	100,44	127,79	193,73	288,81	330,75	593,51
Ziniaré	184,16	209,98	356,19	569,29	585,82	940,95
Zorgho	66,01	73,12	117,20	144,20	200,35	nd
Burkina Faso	**22 822,18**	**32 129,96**	**36 736,27**	**44 235,11**	**nd**	**nd**

Source : Direction générale de la décentralisation / Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation

Tableau N° 7.4 : Evolution des dépenses par commune urbaine (en millions FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Boromo	55,20	68,70	89,53	131,37	153,25	265,68
Dédougou	145,05	156,93	303,34	247,65	350,30	424,47
Koudougou	389,92	423,77	629,87	737,65	553,25	787,58
Léo	91,40	86,71	94,53	96,77	155,28	202,72
Nouna	60,56	65,23	81,53	84,06	236,58	239,63
Toma	27,17	25,62	31,14	53,07	176,46	96,53
Tougan	61,98	77,20	80,13	123,16	183,17	288,22
Banfora	333,75	533,43	923,47	6 995,99	957,88	977,63
Batié	26,83	35,90	53,92	38,15	129,87	91,06
Bittou	149,16	122,91	120,12	153,37	227,07	256,61
Bobo-Dioulasso	2 901,14	2 324,49	3 671,44	7 220,80	654,60	4 271,26
Bogandé	68,07	50,64	223,28	94,33	200,49	424,80
Boulsa	41,45	37,64	73,61	146,86	94,96	197,80
Boussé	36,76	77,21	84,88	84,79	110,38	nd
Dano	46,25	91,42	120,17	116,95	221,90	198,64
Diapaga	42,55	57,32	84,29	83,20	130,84	215,53
Diébougou	92,86	147,49	174,28	162,21	187,36	nd
Djibo	80,92	90,31	90,06	190,86	175,95	234,36
Dori	76,38	87,92	162,70	255,04	283,17	nd
Fada-N'gourma	142,20	157,88	337,05	385,50	367,15	497,41
Gaoua	133,18	164,11	200,51	270,18	288,43	327,81
Garango	107,54	65,17	105,50	64,96	129,83	182,41
Gayéri	20,70	41,35	52,12	62,75	103,73	229,61
Gorom-Gorom	80,81	66,84	133,51	135,49	181,08	266,34

Tableau N° 7.4 : Evolution des dépenses par commune urbaine (en millions FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Gourcy	143,28	108,35	184,13	169,03	273,91	303,82
Houndé	146,48	157,33	190,06	177,23	229,20	302,91
Kaya	278,60	225,08	208,99	548,70	431,79	nd
Kombissiri	77,37	88,61	129,67	133,50	185,43	nd
Kongoussi	60,49	19,21	146,97	90,47	290,00	262,16
Koupéla	117,58	149,11	230,74	188,47	243,12	444,86
Manga	88,13	65,19	107,37	148,64	147,64	173,41
Niangologo	84,63	216,09	148,19	128,44	169,44	nd
Orodara	42,72	53,17	78,15	194,86	167,92	136,99
Ouagadougou	11 790,90	18 593,48	15 404,96	16 262,79	14 659,98	nd
Ouahigouya	338,83	390,96	559,55	1 077,98	848,92	644,74
Ouargaye	33,70	53,06	29,65	44,83	97,37	167,79
Pama	36,32	56,61	67,30	86,01	98,80	138,20
Po	61,67	75,22	79,29	124,26	188,00	267,67
Pouytenga	273,43	494,92	339,17	313,82	nd	373,44
Réo	64,55	68,57	93,25	172,55	346,56	156,14
Sapouy	36,77	62,43	94,05	98,47	134,76	211,86
Sebba	13,53	20,75	40,29	74,50	72,99	118,85
Sindou	18,80	21,65	36,68	65,27	99,33	80,39
Solenzo	65,71	108,32	244,70	193,53	236,39	289,02
Tenkodogo	170,73	219,75	315,00	403,69	391,44	-
Titao	22,47	33,28	69,43	166,76	235,28	155,89
Yako	69,21	93,12	137,55	120,86	200,58	307,49
Ziniaré	141,13	116,95	250,30	344,77	338,54	812,09
Zorgho	62,93	78,97	105,83	122,27	122,16	nd
Burkina Faso	**19 451,76**	**26 626,33**	**27 212,27**	**39 386,86**	**nd**	**nd**

Source : Direction générale de la décentralisation / Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation

Tableau N° 7.5 : Recettes totales des communes rurales par région (en millions FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Boucle du Mouhoun	659,57	886,98	1 791,87	3 026,84	4 142,26	4 547,90
Cascades	235,07	389,43	977,07	993,35	1 308,10	1 763,26
Centre	559,55	1 091,29	4 481,29	3 174,99	3 874,12	3 923,95
Centre-Est	473,44	771,25	2 285,54	2 611,78	2 797,88	3 023,95
Centre-Nord	558,47	802,23	2 490,65	2 124,41	2 348,35	3 371,35
Centre-Ouest	578,03	667,77	2 596,47	1 971,64	3 129,24	4 667,44
Centre-Sud	377,42	597,89	1 817,89	1 686,69	2 111,57	8 332,48
Est	656,92	937,06	3 911,82	2 186,55	3 261,78	3 954,50
Hauts-Bassins	558,68	922,39	3 657,90	2 677,33	3 381,47	3 650,67
Nord	495,96	762,97	7 214,46	5 104,27	6 806,04	7 715,84
Plateau Central	356,09	448,04	2 357,77	1 689,20	1 984,88	1 356,81
Sahel	412,43	619,59	2 286,86	1 351,52	2 129,14	2 748,24
Sud-Ouest	312,47	471,14	1 872,73	1 257,43	2 064,41	1 845,44
Total	**6 234,10**	**9 368,03**	**37 742,32**	**29 856,00**	**39 339,24**	**50 901,83**

Source : Direction générale de la décentralisation / Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation

Tableau N° 7.6 : Dépenses totales des communes rurales par région (en millions FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Boucle du Mouhoun	442,13	604,33	1 135,15	2 219,45	3 491,56	3 454,12
Cascades	1 185,14	241,09	818,84	801,68	961,05	1 127,53
Centre	317,51	513,55	2 725,11	2 169,78	2 932,32	2 529,24
Centre-Est	291,62	400,81	1 265,73	1 777,15	2 018,73	1 962,10
Centre-Nord	356,67	537,91	1 542,10	1 134,81	1 663,90	2 214,78
Centre-Ouest	445,37	504,62	1 838,64	1 303,75	2 012,81	2 930,16
Centre-Sud	1 920,29	310,35	1 024,33	1 152,95	1 400,07	688,13
Est	441,81	518,71	2 746,87	1 579,01	2 446,12	2 805,42
Hauts-Bassins	315,84	597,24	2 546,01	1 657,25	2 602,05	2 601,33
Nord	291,76	471,41	2 033,18	1 617,76	2 623,38	2 866,91
Plateau Central	248,25	293,58	1 487,54	1 239,72	1 341,80	1 040,35
Sahel	253,74	299,79	1 208,52	916,91	1 574,55	2 108,63
Sud-Ouest	239,85	356,18	1 136,03	771,43	1 434,50	1 247,85
Total	**6 749,98**	**5 649,57**	**21 508,05**	**18 341,65**	**26 502,84**	**27 576,55**

Source : Direction générale de la décentralisation / Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation

8. SITUATION DU COMMERCE EXTERIEUR

Tableau N° 8.1 : Evolution des flux du commerce extérieur (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations	206,8	164,2	221,0	227,5	221,1	411,5	650,3	1 110,4	1 111,5	1 162,5
Importations	534,7	580,2	674,5	761,4	902,8	977,0	1 067,3	1 214,0	1 747,2	2 057,0
Solde commercial	-327,9	-416	-453,5	-533,9	-681,7	-565,5	-417	-103,6	-635,7	-894,5
Taux de couverture (en %)	38,7	28,3	32,8	29,9	24,5	42,1	60,9	91,5	63,6	56,5

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

8.1. Exportations

Tableau N° 8.2 : Evolution des exportations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Animaux vivants et produits du règne animal	3,23	3,25	3,51	2,48	9,73	8,69	5,47	5,58	3,07	2,86
Produits du règne végétal	22,76	15,72	23,33	36,51	29,04	37,33	52,00	81,87	82,38	141,80
Graisses et huiles animales ou végétales	3,02	1,91	4,96	2,71	2,30	1,28	1,84	2,34	2,27	4,40
Produits des industries alimentaires, boissons, liquides alcooliques	9,25	6,68	6,52	7,03	9,77	8,54	8,80	7,04	7,06	5,61
Produits minéraux	0,15	0,19	0,37	0,23	0,40	4,67	4,31	3,41	0,88	0,67
Produits des industries chimiques et connexes	0,82	1,46	0,82	1,43	1,62	1,72	2,40	3,34	3,95	2,51
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	0,29	0,14	0,34	4,06	1,73	2,91	1,30	2,40	1,98	2,43
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,39	0,28	1,53	4,36	4,50	1,76	1,59	1,95	1,69	1,26
Bois, charbons de bois et ouvrages en bois	0,10	0,11	0,04	0,05	0,03	0,05	0,04	0,03	0,21	0,21
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	0,41	0,29	0,24	0,58	0,11	0,08	0,09	0,14	0,09	0,20
Matières textiles et ouvrages en ces matières	157,05	126,28	166,92	148,14	90,83	121,62	113,84	131,35	153,71	222,14
Chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes	0,02	0,00	0,00	0,01	0,02	0,01	0,00	0,03	0,13	0,11
Ouvrages en pierres, plâtre, ciments, amiante, mica ou matières analogues	0,07	0,02	0,07	0,07	0,19	0,32	0,26	0,28	0,29	0,40
Perles fines ou de culture, gemmes et métaux précieux	1,18	1,63	4,68	4,62	55,65	190,32	438,73	852,17	805,87	732,78
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	0,42	1,88	2,25	2,87	3,47	6,35	3,39	3,67	3,86	16,19
Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties	3,88	1,63	2,62	7,22	5,38	12,50	8,52	7,13	32,12	16,64
Matériel de transport	2,62	1,57	1,30	3,51	4,87	10,92	2,42	6,15	8,80	9,14
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie	0,14	0,21	0,38	0,28	0,18	0,50	0,55	0,45	0,76	1,53
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,40	3,44	0,12	0,01	0,00
Marchandises et produits divers	0,51	0,56	0,74	0,98	1,01	1,21	1,09	0,76	1,90	1,28
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,43	0,43	0,43	0,37	0,27	0,32	0,19	0,20	0,46	0,34
Total des exportations	**206,76**	**164,24**	**221,04**	**227,50**	**221,08**	**411,53**	**650,28**	**1 110,41**	**1 111,51**	**1 162,52**

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau N° 8.3 : Evolution des exportations des principaux produits selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Or et alliages d'or à usage non monétaire	1,18	1,62	4,68	4,62	55,64	190,32	438,73	852,87	805,74	732,77
Coton (non compris les linters) en masse	155,20	121,88	161,42	144,63	87,90	117,33	110,32	125,64	149,88	216,84
Graines de sésame	7,27	5,61	6,58	10,10	11,03	22,42	27,76	27,15	45,01	79,63
Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	0,67	0,60	0,48	0,51	1,42	1,26	3,82	29,13	16,73	25,74
Groupes électrogènes à moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston	0,41	0,09	0,13	0,11	0,05	0,16	0,22	0,26	15,40	0,09
Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	1,06	1,24	4,85	16,63	7,48	5,96	7,28	14,90	10,16	21,54
Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	0,73	0,73	1,27	2,03	1,98	1,57	2,65	2,52	3,12	3,00
Tourteaux et autres résidus solides de graines de coton	0,35	0,15	0,40	0,69	1,31	1,99	2,29	1,31	2,90	2,62
Parties et pièces détachées, nda	0,21	0,01	0,05	0,07	0,00	0,01	0,78	1,59	2,27	0,81
Cigarettes	5,86	3,27	3,77	4,70	4,28	3,72	3,57	3,06	2,03	0,41
voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	1,36	0,41	0,34	0,56	0,65	1,19	0,67	0,54	1,98	0,98
Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement, d'excavation	0,14	0,00	0,00	0,21	0,02	0,17	0,61	0,23	1,97	1,79
Animaux vivants de l'espèce bovine autres que reproducteurs de race pure	2,49	2,31	2,42	1,23	8,07	6,63	4,02	4,23	1,94	1,94
Huiles végétales fixes, nda	0,43	0,37	0,58	0,69	1,70	0,76	0,95	1,96	1,85	3,51
Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	0,03	0,00	0,14	0,16	0,05	0,86	0,01	0,38	1,84	2,01
Légumes à cosse secs, écossés, même décortiqués ou cassés	0,99	0,99	1,13	0,83	0,41	0,72	2,33	1,61	1,81	2,95
Maïs non moulu	2,33	0,35	1,73	1,47	1,04	1,96	3,15	2,00	1,80	3,71
Antiparasitaires, anti rongeurs, et produits similaires présentés à l'état	0,17	0,33	0,04	0,00	0,12	0,44	0,56	0,47	1,73	0,76
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	0,44	0,16	0,37	1,00	3,10	0,83	0,08	0,81	1,70	1,25
Aérodynes entrainés par un organe moteur d'un poids à vide (2000 kg et -15000 kg)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,43	1,44	3,90

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau N° 8.4: Evolution des exportations selon les principaux pays de destination (en milliards FCFA)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Union européenne	**62,03**	**86,83**	**83,27**	**44,34**	**92,23**	**60,32**	**92,72**	**78,62**	**57,37**
dont									
France	34,23	39,37	32,22	19,26	43,67	15,51	27,46	25,66	27,16
Belgique, Luxembourg	15,40	19,91	25,67	8,61	19,19	8,93	24,18	1,55	0,63
Pays-Bas	0,68	1,00	1,44	0,92	0,87	10,48	19,73	21,28	7,99
Allemagne	0,99	0,83	3,62	0,85	3,32	1,92	1,89	1,88	3,71
Italie	0,64	2,26	3,50	1,84	7,33	1,34	2,21	0,79	1,26
Royaume-Uni	5,88	20,37	13,00	8,53	13,03	19,82	10,14	17,65	4,27
Autres pays européens	**48,24**	**66,73**	**61,20**	**86,92**	**170,16**	**404,52**	**764,06**	**723,34**	**687,38**
dont									
Suisse	47,05	57,69	60,90	86,80	169,18	403,95	762,11	716,78	683,15
Afrique du Nord	**0,11**	**0,27**	**0,29**	**0,21**	**13,55**	**3,63**	**0,63**	**0,89**	**3,07**
Afrique de l'Ouest	**34,99**	**46,07**	**59,88**	**53,67**	**48,03**	**60,84**	**61,53**	**63,93**	**86,93**
dont									
Mali	3,07	5,80	5,83	5,06	4,93	6,25	5,76	8,08	9,72
Niger	3,81	6,89	5,82	7,82	11,28	11,93	7,56	6,07	11,26
Côte d'ivoire	7,68	8,15	9,20	13,47	8,87	10,12	11,62	15,59	23,11
Ghana	7,28	8,19	19,96	9,86	11,78	17,73	23,30	20,22	24,43
Togo	11,44	13,49	10,07	4,96	2,02	7,67	6,61	7,25	7,83
Bénin	1,06	2,29	7,99	8,49	6,03	4,33	3,65	3,05	5,75
Afrique centrale	**0,05**	**0,70**	**1,57**	**0,76**	**0,25**	**0,31**	**0,54**	**1,50**	**1,69**
Afrique australe	**0,10**	**2,86**	**0,06**	**0,29**	**1,99**	**73,39**	**112,75**	**112,64**	**68,93**
dont									
Afrique du Sud	0,09	0,05	0,05	0,27	1,98	73,39	112,75	112,11	68,93
Afrique orientale	**1,71**	**1,00**	**0,03**	**0,53**	**0,09**	**0,08**	**0,40**	**0,33**	**4,10**
Asie	**15,14**	**15,58**	**20,10**	**26,83**	**62,17**	**41,34**	**69,90**	**109,73**	**247,82**
dont									
Chine	0,09	0,40	0,63	0,52	19,28	1,76	2,17	34,41	67,44
Japon	0,86	1,32	0,89	0,62	6,61	0,46	1,14	0,95	27,78
Singapour	12,95	11,69	15,99	23,79	24,46	31,01	53,98	54,85	67,24
Amérique	**0,29**	**0,69**	**1,07**	**6,69**	**22,96**	**5,82**	**6,94**	**18,98**	**4,99**
dont									
Etats Unis	0,16	0,47	0,56	6,45	17,49	1,96	4,14	15,59	1,96
Canada	0,12	0,04	0,25	0,16	4,70	3,75	2,80	3,40	2,91
Océanie	**0,00**	**0,12**	**0,01**	**0,32**	**0,00**	**0,02**	**0,94**	**1,46**	**0,24**
Autres pays	**1,58**	**0,20**	**0,01**	**0,52**	**0,10**	**0,00**	**0,00**	**0,09**	**0,00**
Ensemble	**164,24**	**221,04**	**227,50**	**221,07**	**411,53**	**650,28**	**1 110,41**	**1 111,51**	**1 162,52**

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

8.2. Importations

Tableau N° 8.5: Evolution des importations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Animaux vivants et produits du règne animal	4,97	5,59	6,22	6,75	10,87	11,91	11,97	13,95	14,94	17,32
Produits du règne végétal	38,85	51,76	58,97	61,01	74,55	64,55	63,90	81,70	103,37	110,26
Graisses et huiles animales ou végétales	4,26	8,49	8,14	9,54	10,52	12,44	10,56	12,13	18,12	18,52
Produits des industries alimentaires, boissons, liquides alcooliques	43,66	38,05	38,86	42,73	50,57	59,91	71,04	84,66	104,72	114,54
Produits minéraux	117,96	140,03	184,51	196,03	236,63	245,15	268,54	315,47	490,07	566,48
Produits des industries chimiques et connexes	78,49	82,05	95,73	93,14	110,13	116,24	130,56	160,71	210,79	275,61
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	17,73	19,80	24,31	27,90	28,41	36,15	45,64	45,88	68,97	75,83
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,20	0,29	0,55	0,46	0,59	0,83	0,81	0,73	1,41	1,79
Bois, charbons de bois et ouvrages en bois	2,04	2,35	2,52	3,20	3,80	3,57	3,77	3,60	4,50	5,13
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	15,38	13,26	14,19	18,18	20,17	22,38	23,42	21,89	26,28	23,74
Matières textiles et ouvrages en ces matières	12,93	12,04	13,80	15,02	24,11	28,84	30,84	24,78	31,20	53,81
Chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes	2,28	1,91	2,51	2,78	4,22	3,88	3,75	4,47	5,42	7,17
Ouvrages en pierres, plâtre, ciments, amiante, mica ou matières analogues	5,77	6,70	5,19	5,96	7,49	6,99	8,42	10,43	12,94	14,42
Perles fines ou de culture, gemmes et métaux précieux	0,07	0,03	0,17	0,06	0,10	0,04	0,10	0,17	0,36	0,63
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	40,93	42,56	49,34	58,03	80,41	71,60	89,38	92,65	133,16	164,96
Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties	81,50	86,40	98,58	135,10	138,14	168,72	164,62	193,10	330,78	374,76
Matériel de transport	53,12	53,64	54,56	68,77	81,79	102,81	113,85	119,46	160,44	196,05
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie	7,62	7,75	9,39	8,18	9,35	8,74	13,28	16,21	14,73	17,51
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	0,10	0,18	0,24	0,42	2,16	1,06	1,87	2,05	1,27	2,85
Marchandises et produits divers	6,74	7,35	6,66	8,13	8,81	11,13	10,93	9,94	13,54	15,03
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,14	0,03	0,07	0,01	0,02	0,03	0,02	0,03	0,02	0,04
Total importations	**534,74**	**580,27**	**674,52**	**761,39**	**902,83**	**976,99**	**1 067,26**	**1 214,03**	**1 747,03**	**2 056,44**

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau N° 8.6: Evolution des importations des principaux produits selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux	86,66	106,54	144,21	150,67	188,08	197,01	210,19	253,26	403,49	465,36
Toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances	19,13	21,23	23,00	25,45	33,78	40,12	39,04	52,86	50,84	87,21
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	21,98	21,89	23,42	26,06	31,85	35,95	39,40	40,88	48,12	54,94
Ciments hydrauliques	21,58	24,02	23,81	27,44	30,98	32,71	36,49	34,61	47,54	53,77
Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants: azote, phosphore	19,72	14,83	13,11	9,33	19,76	13,90	14,16	23,15	41,47	47,75
Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	14,64	12,03	9,53	14,18	17,74	18,07	25,45	30,88	36,62	35,04
Brisures de riz	10,36	16,33	21,40	14,40	15,46	11,42	16,38	24,81	32,71	31,09
Appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie par fil	4,42	5,51	6,41	8,18	9,45	8,99	11,53	20,68	27,87	18,90
Propane et butane liquéfiés	4,04	4,66	7,13	7,63	11,75	8,72	10,35	14,66	26,12	27,12
Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du sous-groupe 7442	0,67	1,82	2,27	3,36	4,18	7,08	11,07	14,49	25,58	38,34
Riz semi-blanchi ou blanchi, poli, glacé (avec riz étuvé sauf brisure)	12,65	17,23	16,39	18,69	24,83	20,72	13,64	14,77	25,25	28,75
Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	19,10	12,86	11,60	11,86	14,75	16,20	18,24	19,10	22,24	25,53
Fil machine	3,83	4,43	4,32	7,35	13,06	10,44	12,41	13,20	20,10	15,95
Parties et pièces détachées des machines et appareils du sous-groupe 7283	0,19	0,33	1,02	2,12	5,34	13,52	7,91	4,28	19,48	22,24
Urée	5,10	7,17	9,87	6,76	5,28	7,35	16,46	7,57	19,47	15,53
Groupes électrogènes à moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston	6,32	3,28	4,56	5,46	5,48	8,76	7,21	16,48	16,38	19,55
Ouvrages	2,42	1,92	4,54	2,37	2,82	4,72	9,15	11,14	15,57	20,75
Sucres raffinés et autres produits du raffinage du sucre ou betteraves bruts, sol	2,65	6,40	6,76	7,94	4,09	6,43	8,69	15,47	15,32	23,33
Cyanures simples et complexes	0,01	0,01	0,04	1,14	1,23	3,01	4,25	7,18	15,14	27,87

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau N° 8.7 : Evolution des importations des principaux produits importés (nomenclature INSD en milliards FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ensemble produits importés	**534,7**	**580,2**	**674,5**	**761,4**	**902,8**	**977,0**	**1 067,3**	**1 214,0**	**1 747,2**	**2 057,0**
dont										
Riz	24,7	33,7	37,8	33,1	40,9	32,6	31,5	44,6	58,8	61,9
Gasoil	25,7	33,8	44,7	49,3	63,5	72,1	79,0	112,8	177,3	218,6
Essence y compris essence d'aviation	25,7	31,4	41,0	42,8	51,6	51,5	57,2	67,6	104,2	126,9
Produits médicaux pharmaceutiques	25,1	28,4	30,3	36,5	52,8	54,2	47,6	67,1	62,0	100,6
Matières et produits chimiques nda	16,3	15,8	16,1	16,4	8,9	10,6	12,8	16,7	22,7	23,5
Machines non électriques	32,9	42,6	53,7	80,3	71,7	96,7	107,0	123,4	238,4	283,9
Machines et appareils électriques	49,5	47,8	47,4	62,7	66,8	73,1	62,6	71,7	95,6	95,5
Voitures de tourisme	19,2	18,3	20,9	22,7	28,6	31,9	34,3	35,7	43,5	49,2
Motocyclettes et vélocipèdes	15,1	12,5	10,1	14,7	18,6	18,6	26,1	31,5	37,3	35,7

Sources : INSD, Direction des études et de la planification/MEF

Tableau N° 8.8: Evolution des importations selon les principaux pays d'origine (en milliards FCFA)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Union européenne	**200,5**	**228,0**	**229,1**	**269,1**	**322,3**	**326,3**	**406,4**	**558,0**	**720,0**
dont									
France	107,6	117,6	116,1	122,4	123,2	116,8	144,1	153,9	183,8
Belgique, Luxembourg	14,2	19,9	19,0	22,5	32,1	23,4	22,3	32,6	57,0
Pays-Bas	10,6	10,2	19,2	28,4	47,0	44,4	50,9	50,2	166,8
Allemagne	17,9	19,0	20,4	19,3	36,2	44,0	52,9	62,3	78,8
Italie	13,1	10,2	14,2	15,6	11,3	12,1	16,0	26,6	29,4
Royaume-Uni	10,3	19,5	8,4	23,7	18,5	38,1	52,0	134,4	78,9
Autres pays européens	**21,6**	**25,7**	**30,8**	**22,0**	**15,5**	**43,3**	**50,4**	**83,1**	**42,8**
dont									
Russie	5,8	14,3	5,6	3,5	0,0	15,5	23,4	18,9	13,3
Afrique du nord	**8,8**	**11,6**	**14,7**	**10,2**	**13,1**	**17,9**	**17,6**	**24,9**	**28,3**
Afrique de l'Ouest	**165,5**	**200,3**	**203,3**	**236,6**	**233,6**	**284,5**	**299,3**	**394,8**	**440,4**
dont									
Sénégal	7,4	6,9	7,9	6,5	8,0	11,2	19,4	25,4	24,7
Côte d'ivoire	103,5	136,2	126,9	131,2	133,7	163,0	122,4	160,2	162,1
Ghana	20,4	21,7	26,7	39,0	25,4	30,6	31,6	49,5	63,7
Togo	24,3	26,3	29,4	33,2	37,5	46,0	44,5	78,3	85,5
Nigeria	7,1	2,0	4,4	12,2	11,3	13,1	39,7	31,3	8,4
Afrique centrale	**5,8**	**8,7**	**11,1**	**12,8**	**7,7**	**14,6**	**11,5**	**15,7**	**26,4**
Afrique australe	**7,2**	**15,0**	**18,3**	**21,3**	**35,4**	**29,3**	**21,5**	**43,7**	**48,9**
dont									
Afrique du Sud	7,1	15,0	18,3	21,3	35,4	29,3	21,4	43,3	46,6
Afrique orientale	**1,3**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,3**	**0,4**	**0,7**	**0,7**	**0,4**
Asie	**124,7**	**138,5**	**182,0**	**238,9**	**245,4**	**248,3**	**292,3**	**372,5**	**513,5**
dont									
Chine	24,9	31,6	62,7	89,5	96,0	99,9	117,2	156,8	200,4
Japon	21,4	19,6	21,4	30,8	37,5	35,7	39,5	52,8	63,2
Thaïlande	9,4	9,7	6,7	24,0	16,7	10,5	19,0	20,6	20,0
Inde	20,3	31,1	49,5	50,0	41,2	42,6	42,6	58,5	87,6
Amérique	**42,4**	**43,9**	**68,4**	**82,6**	**96,9**	**98,3**	**99,3**	**224,7**	**217,2**
dont									
Etats Unis d'Amérique	26,9	25,3	49,6	59,8	66,8	49,2	58,2	126,9	134,2
Brésil	9,7	13,5	9,7	10,0	15,2	10,4	17,1	14,7	20,3
Océanie	**2,1**	**2,2**	**3,6**	**9,1**	**6,7**	**4,5**	**15,1**	**29,1**	**19,1**
Autres pays	**0,3**	**0,4**	**0,1**	**0,1**	**0,2**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Ensemble	**580,2**	**674,5**	**761,4**	**902,8**	**977,0**	**1 067,3**	**1 214,0**	**1 747,2**	**2 057,0**

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

9. SITUATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Tableau N° 9.1: Balance des paiements (en milliards de FCFA)

	2005 (*)	2006 (*)	2007 (*)	2008 (*)	2009 (*)	2010 (*)	2011 (**)	2012 (**)
Compte des transactions courantes	-334,58	-284,17	-268,39	-431,30	-179,45	-89,87	-75,58	-82,86
1- Biens et services	-447,55	-409,34	-460,53	-612,93	-419,68	-330,66	-328,90	-299,08
Balance des biens	-292,00	-252,38	-287,40	-397,82	-227,06	-65,58	14,17	108,48
Exportations de biens FOB dont :	253,64	317,48	313,81	384,05	425,05	787,97	1 131,98	1 464,33
Dont intra-UEMOA	79,70	55,48	107,00	80,44	77,31	55,43	60,11	76,72
Réexportations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,47	35,99
Importations de biens FOB	-545,64	-569,86	-601,21	-781,87	-652,10	-853,56	-1 117,81	-1 355,84
Importions de biens CAF dont :	-684,18	-711,46	-740,69	-900,90	-826,29	-1 120,85	-1 296,49	-1 823,99
Dont intra-UEMOA	-246,20	-228,35	-280,80	-264,56	-300,80	-359,15	-342,16	-465,27
Balance des services	-155,55	-156,96	-173,13	-215,11	-192,62	-265,08	-343,08	-407,56
Crédit	33,93	31,65	41,12	56,53	72,17	147,65	196,12	214,83
Dont voyage	23,60	27,50	26,87	27,92	31,40	35,76	35,40	43,03
Débit	-189,48	-188,60	-214,25	-271,64	-264,80	-412,73	-539,19	-622,39
Dont fret et assurances	-93,06	-98,97	-103,04	-125,51	-115,53	-147,99	-198,78	-232,56
2- Revenu primaire	-10,85	-0,21	-1,12	-1,64	-2,59	-3,21	-3,72	-39,06
Dont intérêts sur la dette	-11,72	-12,27	-6,70	-8,36	-8,75	-10,20	-12,39	-12,99
3- Revenu secondaire	123,81	125,38	193,27	183,28	242,82	244,00	257,04	255,28
- Administrations publiques	95,96	91,29	138,26	126,26	180,31	179,75	191,18	179,53
Dont aides budgétaires	57,77	57,60	95,00	88,23	145,50	147,81	180,57	161,44
- Autres secteurs	27,85	34,10	55,01	57,02	62,51	64,25	65,85	75,75
Dont transferts de fonds des migrants	26,10	36,69	36,60	38,06	39,67	52,37	96,42	99,29
Compte de capital	110,25	818,73	140,17	85,47	132,90	98,90	91,07	137,78
4- Acquisition/cessions d'actifs non financiers	-0,02	-0,02	-0,02	-0,42	-0,01	0,02	0,06	0,08
5- Transferts de capital	110,27	818,75	140,19	85,89	132,91	98,87	91,01	137,70
- Administrations publiques	97,88	796,72	114,67	58,69	86,97	51,17	73,10	111,61
Remises de dette	24,11	684,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres transferts de capital	73,77	112,34	114,67	58,69	86,97	51,17	73,10	111,61
- Autres secteurs	12,39	22,03	25,52	27,21	45,94	47,70	17,91	26,09
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-224,34	534,57	-128,22	-345,83	-46,55	9,03	15,49	54,92
Compte financier	-121,85	480,29	-314,69	-309,94	-262,58	-75,45	-32,91	61,70
6- Investissement direct	-18,12	-18,04	-161,48	-46,50	-33,56	-18,90	-19,54	-130,87
7- Investissements de portefeuille	1,11	0,55	-3,61	-4,08	-7,61	-15,85	-9,67	-16,65
8- Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
9- Autres investissements	-104,85	497,77	-149,60	-259,36	-221,41	-40,71	-3,70	209,22
- Administrations publiques	-132,54	486,72	-93,77	-101,55	-110,74	-150,95	-111,12	-85,12
- Tirages	160,60	142,50	114,48	114,52	123,89	165,41	129,09	107,28
- Variations des arriérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Rééchelonnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autre financement exceptionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Amortissements	-24,50	-639,50	-15,17	-12,98	-14,33	-14,74	-20,29	21,74
- Autres secteurs	27,69	11,05	-55,83	-157,82	-110,67	110,23	107,43	294,33
Pour mémoire : financement exceptionnel	24,10	684,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Variations des arriérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Rééchelonnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Remise de dettes	24,10	684,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres (financement à rechercher)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Erreurs et omissions nettes	-1,23	-4,73	1,60	2,47	8,65	1,51	-4,27	3,41
Solde global	-103,71	49,55	188,08	-33,41	224,69	85,99	44,12	-3,37
g- Ecart d'évaluation	-0,22	1,25	0,21	-6,30	-30,72	0,00	0,00	0,00
h- Variation des avoirs extérieurs nets	103,93	-50,80	-188,29	39,72	-193,97	-85,99	-44,12	3,37
Banque centrale	68,48	-39,09	-134,41	45,56	-73,84	80,24	22,76	41,44
Autres institutions de dépôts	35,46	-11,71	-53,89	-5,84	-120,12	-166,24	-66,88	-38,07

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(*) Données issues des conversions réalisées en rapport avec les Services du FMI.
(**) Données directement compilées au format MBP6

10. SITUATION MONETAIRE

Tableau N° 10.1 : Situation des institutions monétaires (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006*	2007*	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Avoirs extérieurs nets	**274,1**	**170,2**	**221,0**	**409,3**	**374,8**	**563,5**	**647,5**	**681,5**	**678,9**	**534,9**
Banque centrale	231,9	164,4	202,9	355,0	315,6	385,8	300,8	275,3	233,9	45,2
Banques	42,3	5,8	18,1	54,3	59,2	177,7	346,8	406,2	445,0	489,7
Crédit intérieur	**385,3**	**484,3**	**512,2**	**452,8**	**604,7**	**642,6**	**787,3**	**943,7**	**1 132,9**	**1 536,5**
Position nette du Gouvernement	3,4	9,0	-30,2	-93,8	-55,8	-29,4	16,7	-7,9	-48,3	44,2
Crédit à l'économie	381,9	475,3	542,4	546,6	660,5	672,1	770,6	951,6	1 181,2	1 492,3
Court terme	233,1	310,8	368,1	320,2	417,3	414,6	474,6	577,3	736,5	895,5
(dont crédit de campagne)	15,0	62,6	75,5	18,1	14,1	19,9	10,3	14,7	20,0	12,6
Moyen et long terme	148,9	164,5	174,3	226,4	243,2	257,5	296,0	374,3	444,7	596,8
ACTIF = PASSIF	**659,5**	**654,5**	**733,2**	**862,1**	**979,5**	**1 206,2**	**1 434,8**	**1 625,3**	**1 811,7**	**2 071,4**
Masse monétaire	**624,3**	**601,0**	**661,6**	**813,2**	**911,9**	**1 107,1**	**1 319,5**	**1 501,1**	**1 740,3**	**1 924,5**
Disponibilité monétaire	418,7	396,4	413,1	517,8	557,9	674,1	728,2	870,2	994,6	1 075,2
Circulation fiduciaire	175,0	153,8	142,0	202,4	212,9	251,8	215,1	189,6	230,3	203,1
Dépôts en CCP	4,5	2,7	3,7	3,5	4,8	5,5	3,9	5,5	5,5	4,9
Dépôts en CNE	40,5	42,3	45,2	49,5	52,1	59,0	69,0	79,4	77,3	85,3
Dépôts à vue en banque	198,6	197,5	222,2	262,4	288,0	357,9	440,2	595,8	681,5	781,9
SODE-EPIC	28,2	26,0	30,0	31,3	27,5	28,4	25,1	38,6	82,7	101,0
Particuliers et entreprises privées	170,4	171,5	192,2	231,1	260,5	329,4	415,1	557,1	598,8	680,9
Dépôts à terme en banque	205,5	204,6	248,5	295,4	236,6	293,1	591,3	630,9	745,7	849,3
SODE-EPIC	45,7	35,4	47,2	52,0	55,8	86,7	111,6	116,7	131,4	169,8
Particuliers et entreprises privées	159,8	169,3	201,3	243,4	180,8	206,4	479,7	514,2	614,3	679,4
(dont comptes à régime spécial)	75,7	80,6	88,7	102,6	117,4	139,9	189,6	220,4	257,8	300,2
Autres postes nets	**35,2**	**53,5**	**71,6**	**48,9**	**67,6**	**99,0**	**115,3**	**124,2**	**71,5**	**146,9**

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(*) Les statistiques monétaires ont été apurées des données relatives aux banques liquidées à compter du 1er janvier 1997

Tableau N° 10.2 : Position nette du gouvernement (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006*	2007*	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Créances sur la Banque centrale	**83,31**	**50,88**	**40,24**	**107,79**	**65,42**	**137,22**	**149,98**	**188,03**	**220,38**	**140,37**
Billets et monnaies	1,61	1,12	1,51	1,72	2,71	2,32	2,94	3,29	4,58	6,27
Dépôts	81,70	49,76	38,73	106,07	62,71	134,90	147,04	184,74	215,80	134,10
Créances sur les banques	**86,45**	**91,01**	**102,22**	**122,62**	**142,78**	**123,70**	**107,71**	**129,89**	**161,28**	**209,45**
Dépôts	86,45	91,01	102,22	122,62	142,78	123,70	107,71	129,89	161,28	209,45
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations cautionnées	**0,39**	**0,28**	**0,50**	**0,35**	**0,28**	**0,10**	**0,02**	**0,42**	**0,60**	**0,17**
Total des créances (-)	170,15	142,17	142,95	230,77	208,47	261,02	257,71	318,34	382,27	349,98
Concours de la Banque centrale	**92,48**	**88,05**	**40,60**	**37,61**	**42,29**	**95,70**	**102,24**	**108,85**	**138,60**	**134,35**
Escompte d'obligations cautionnées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Escompte d'effets publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Découvert en compte courant	29,13	25,97	22,71	19,36	15,90	12,34	8,67	4,89	0,99	0,00
Compte courant postal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres d'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31,87	31,87	34,40	33,37	29,18
Concours du FMI	63,35	62,08	17,88	18,25	26,39	51,49	61,70	69,56	104,24	105,17
Autres concours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concours des banques	**35,96**	**18,10**	**23,30**	**46,37**	**53,47**	**71,35**	**99,22**	**116,76**	**112,61**	**169,65**
Compte courant postal	2,36	1,60	1,14	2,41	1,88	2,52	3,79	4,84	4,66	4,92
Effets publics et emprunts	28,69	12,76	12,27	37,38	39,79	64,50	86,84	92,64	96,26	156,13
Autres	4,92	3,74	9,89	6,58	11,81	4,33	8,59	19,28	11,70	8,60
Dépôts en CCP des particuliers et entreprises	**4,55**	**2,71**	**3,67**	**3,47**	**4,84**	**5,48**	**3,91**	**5,49**	**5,49**	**4,86**
Dépôts en CNE	40,54	42,34	45,23	49,48	52,08	59,04	69,02	79,36	77,30	85,30
Total des dettes (+)	**173,53**	**151,20**	**112,79**	**136,93**	**152,68**	**231,57**	**274,39**	**310,45**	**333,99**	**394,15**
Position nette du Gouvernement	3,38	9,03	-30,16	-93,83	-55,80	-29,45	16,68	-7,88	-48,28	44,17

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(*) Les statistiques monétaires ont été apurées des données relatives aux banques liquidées à compter du 1er janvier 1997

Tableau N° 10.3 : Evolution de la situation des banques (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006*	2007*	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Réserves	**65,81**	**45,39**	**60,08**	**87,48**	**114,00**	**134,93**	**138,73**	**158,18**	**136,38**	**147,94**
Encaisse (billets et monnaies)	15,56	15,07	14,90	24,27	22,69	30,60	32,36	35,80	48,02	51,54
Dépôts à la BCEAO	50,25	30,32	45,18	63,20	91,31	104,33	106,38	122,38	88,36	96,40
Marché monétaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Avoirs extérieurs bruts	**131,93**	**114,63**	**129,77**	**176,20**	**187,67**	**288,36**	**457,57**	**555,38**	**655,99**	**743,71**
Comptes correspondants	58,58	51,61	64,39	90,01	77,41	119,23	129,06	122,55	171,06	181,91
Autres	73,36	63,02	65,37	86,19	110,27	169,13	328,52	432,84	484,93	561,80
Créances brutes sur les Etats	**35,96**	**18,10**	**23,30**	**46,37**	**53,47**	**71,35**	**99,22**	**116,76**	**112,61**	**169,65**
Administration centrale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits à l'économie	**380,31**	**473,87**	**540,88**	**545,29**	**659,25**	**670,98**	**769,38**	**950,12**	**1 179,51**	**1 491,28**
Crédits sains	360,69	449,14	514,55	510,71	621,02	624,15	710,96	902,17	1 142,97	1 437,67
Crédits à court terme	226,76	303,01	361,35	309,97	404,77	394,74	445,56	558,09	718,74	871,69
Crédits de campagne	15,00	62,55	75,46	18,10	14,10	22,07	10,29	14,72	20,00	12,63
Crédits ordinaires	211,76	240,46	285,88	291,87	390,68	372,67	435,27	543,38	698,74	859,06
Crédits à moyen terme	123,80	136,11	142,19	188,66	201,57	214,59	246,46	322,31	401,18	542,10
Crédits à long terme	10,13	10,03	11,01	12,08	14,68	14,82	18,93	21,76	23,04	23,88
Crédits en souffrance	19,62	24,72	26,33	34,58	38,23	46,83	58,42	47,96	36,54	53,62
impayés et immobilisés	4,67	6,37	5,27	8,92	11,26	18,74	27,82	17,77	16,06	22,76
douteux et litigieux	14,94	18,35	21,06	25,65	26,97	28,09	30,60	30,18	20,48	30,86
AVOIRS=ENGAGE-MENT	**614,01**	**651,99**	**754,02**	**855,34**	**1 014,39**	**1 165,62**	**1 464,90**	**1 780,44**	**2 084,48**	**2 552,58**
Dépôts de l'Etat	86,45	91,01	102,22	122,62	142,78	123,70	107,71	129,89	161,28	209,45
Administration centrale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts du secteur privé	**399,42**	**401,27**	**469,40**	**555,70**	**640,18**	**789,01**	**1 029,22**	**1 224,60**	**1 424,08**	**1 628,22**
Dépôts à vue	193,89	196,63	220,88	260,28	286,14	356,02	437,94	593,70	678,36	778,86
Dépôts à terme et d'épargne	205,53	204,64	248,52	295,42	354,04	432,99	591,27	630,90	745,72	849,36
Engagements extérieurs	**89,68**	**108,86**	**111,71**	**121,88**	**128,50**	**110,61**	**110,79**	**149,17**	**211,03**	**253,97**
A court terme	79,92	96,90	97,59	109,31	114,59	100,83	100,12	145,45	210,22	242,54
Comptes correspondants	32,99	45,55	41,32	48,00	53,72	38,99	47,41	79,48	90,74	171,19
autres institutions	1,09	3,72	6,78	8,52	2,11	1,49	5,19	7,30	5,23	4,06
Comptes exigibles. après encaissement	5,40	7,62	11,06	9,32	13,61	12,83	13,50	16,91	14,72	15,59
Gouvernementsts et institutions financières	3,22	3,84	1,95	4,24	7,38	15,07	6,35	22,36	49,90	20,80
Autres comptes	37,22	36,18	36,48	39,22	37,77	32,46	27,67	19,40	49,62	30,90
A moyen et long terme	9,76	11,96	14,12	12,57	13,92	9,78	10,67	3,72	0,81	11,43
Concours BCEAO	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5,40**	**44,60**	**71,50**	**102,32**	**153,15**	**219,57**	**314,40**
Capital, réserves, provisions	**59,73**	**72,75**	**81,53**	**98,88**	**136,82**	**158,00**	**169,20**	**190,28**	**199,84**	**222,07**
Autres postes nets	**-21,26**	**-21,89**	**-10,84**	**-49,14**	**-78,49**	**-87,21**	**-54,34**	**-66,66**	**-131,31**	**-75,53**

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(*) les statistiques monétaires ont été apurées des données relatives aux banques liquidées à compter du 1er janvier 1997

Tableau N° 10.4: Situation de la Banque centrale (en milliards FCFA)

	2004	2005	2006*	2007*	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Avoirs extérieurs bruts	**318,10**	**245,17**	**275,28**	**456,97**	**439,34**	**588,66**	**525,52**	**488,47**	**509,13**	**297,67**
Créances sur l'Etat	92,48	88,05	40,60	37,61	42,29	95,70	102,24	108,85	138,60	134,35
Compte courant postal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Escompte d'obligations cautionnées (Art. 12)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Découvert en compte courant postal (Art.14)	29,13	25,97	22,71	19,36	15,90	12,34	8,67	4,89	0,99	0,00
Escompte d'effets publics (Art.15)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits du FMI	63,35	62,08	17,88	18,25	26,39	51,49	61,70	69,56	104,24	105,17
Titres d'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31,87	31,87	34,40	33,37	29,18
Autres concours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les banques	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5,40**	**44,60**	**71,47**	**102,32**	**153,15**	**219,57**	**314,40**
dont :										
Avances sur le marché monétaire	0,00	0,00	0,00	0,00	7,40	62,50	85,80	137,25	200,47	275,00
Effets réescomptés ou pris en pension	0,00	0,00	0,00	5,40	37,20	8,97	16,53	15,90	19,10	39,40
Créances sur les établissements financiers	**1,25**	**1,11**	**0,99**	**0,99**	**0,99**	**0,99**	**1,21**	**1,06**	**1,06**	**0,84**
dont :										
Avances sur le marché monétaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Effets réescomptés ou pris en pension	1,25	1,11	0,99	0,99	0,99	0,99	1,21	1,06	1,06	0,84
ACTIF = PASSIF	**411,83**	**334,32**	**316,87**	**500,97**	**527,22**	**756,82**	**731,29**	**751,53**	**868,35**	**747,26**
Billets et monnaies	**192,20**	**170,00**	**158,45**	**228,44**	**238,34**	**284,68**	**250,37**	**228,67**	**282,91**	**260,96**
Dépôts des banques	**46,51**	**32,60**	**45,71**	**62,48**	**97,17**	**108,24**	**106,38**	**122,38**	**88,36**	**96,40**
Marché monétaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres dépôts	46,51	32,60	45,71	62,48	97,17	108,24	106,38	122,38	88,36	96,40
Dépôts des établissements financiers	**0,02**	**0,01**	**0,01**	**0,01**	**0,03**	**0,01**	**0,03**	**0,02**	**0,02**	**0,02**
Autres dépôts	**4,70**	**0,88**	**1,26**	**2,09**	**1,84**	**1,84**	**2,26**	**2,04**	**3,07**	**3,04**
Dépôts du trésor national	**81,70**	**49,76**	**38,73**	**106,07**	**62,71**	**134,90**	**147,04**	**184,74**	**215,80**	**134,10**
Engagements extérieurs	**86,23**	**80,74**	**72,34**	**102,01**	**123,72**	**202,86**	**224,76**	**213,13**	**275,23**	**252,51**
Autres postes nets	**0,47**	**0,33**	**0,38**	**-0,13**	**3,40**	**24,29**	**0,45**	**0,54**	**2,96**	**0,24**

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(*) les statistiques monétaires ont été apurées des données relatives aux banques liquidées à compter du 1er janvier 1997

11. CRITERES DE CONVERGENCE

11.1. Critères de convergence UEMOA

Tableau N° 11.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1er rang UEMOA)

	Norme	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ratio solde budgétaire de base sur PIB nominal (en %)	≥0	-3,0	-3,9	-4,8	-4,7	-3,7	-5,0	-2,8	-2,4	-4,2	-3,5
Ratio solde budgétaire de base corrigée sur PIB nominal(en %)	≥0	0,5	-0,5	-2,1	-1,5	-2,1	-1,3	0,5	1,3	-1,2	-1,4
Taux d'inflation annuel moyen (IHPC) (en %)	≤3%	-0,4	6,4	2,4	-0,3	10,7	2,6	-0,6	2,8	3,8	0,5
Ratio de l'encours Total de la dette sur PIB nominal (en %)	≤70%	48,0	46,1	23,2	23,0	23,1	26,3	29,1	29,3	28,8	29,5
Arriérés de paiements (en milliards de FCFA) intérieurs et extérieurs au cours de la gestion courante	non accumulation sur la gestion de la période courante	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,7	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Comité national de politique économique

Tableau N° 11.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2ème rang UEMOA)

	Norme	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Masse salariale sur recettes fiscales(en %)	≤35%	38,8	42,0	44,1	46,3	44,7	46,2	43,5	40,5	37,3	35,8
Masse salariale corrigée sur recettes fiscales (en %)	≤35%	29,6	38,1	39,7	40,6	38,4	37,1	35,9	32,9	32,4	32,4
Dépenses d'investissement financées sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales (en %)	≥20%	40,9	43,4	42,5	35,2	43,7	47,6	49,0	40,6	45,2	50,1
Investissements publics sur ressources internes corrigés rapportées aux recettes fiscales (en %)	≥20%	35,7	39,3	38,4	31,1	37,5	36,3	50,6	38,6	39,2	45,3
Ratio du solde extérieur courant hors dons publiques sur PIB nominal (en %)	≤5%	-14,0	-14,8	-12,4	-12,5	-14,9	-9,1	-6,2	-5,4	-5,4	-7,5
Taux de pression fiscale (en %)	≥17%	12,5	11,7	11,9	12,5	11,9	12,5	12,9	14,5	16,3	17,3

Source : Comité national de politique économique

11.2. Critères de convergence CEDEAO

Tableau N° 11.3 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1er rang CEDEAO)

	Norme	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au produit intérieur brut (PIB)	≤3%	4,2	5,0	5,5	5,7	4,3	4,8	4,5	2,5	3,3	3,7
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤5%	-0,4	6,4	2,4	-0,3	10,7	2,6	-0,6	2,8	3,8	0,5
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	≤10% des recettes fiscales de l'année antérieure	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réserves brutes en mois d'importation	≥ 6 mois d'importation	8,3	5,7	5,7	6,2	5,6	7	6,4	7,1	6,5	4,7

Source : Comité national de politique économique

Tableau N° 11.4 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2ème rang CEDEAO)

	Norme	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Arriérés de paiements (en milliards de FCFA)	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Ratio des recettes fiscales / PIB	≥ 20%	12,5	11,7	11,9	12,5	11,9	12,5	12,9	14,5	16,3	17,3
Ratio de la masse salariale sur recettes fiscales	≤35%	38,8	42,0	44,1	46,3	44,7	46,2	43,5	40,5	37,3	35,8
Ratio dépenses d'investissement financés sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales	≥ 20%	40,9	43,4	42,5	35,2	43,7	47,6	49,0	40,6	45,2	50,1
Ratio dette / PIB	≤70%	48,0	46,1	23,2	23,0	23,1	26,3	29,1	29,3	33,1	29,5
Taux de change nominal	Maintenir stable (+/- 10%)	4,2	0,2	1,8	4,6	3,8	-2,7	-3,9	1,4	-4,8	4,1
Taux d'intérêt réel	Positif	3,9	-2,9	1,1	3,8	-7,2	0,9	4,1	0,7	-0,3	3,0

Source : Comité national de politique économique

12. AUTRES STATISTIQUES DU SECTEUR DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

12.1. Statistiques des passations de marchés publics

Tableau N° 12.1 : Evolution des marchés publics par mode de passation (en nombre)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Appels d'offres ouverts	524	362	487	1 026	902	395
Demandes de prix	21	33	387	1 247	616	135
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	97	69	73	192	172	78
Appels d'offres restreints	66	88	55	50	80	49
Gré à gré	68	106	49	106	114	66
Total	**776**	**658**	**1 051**	**2 621**	**1 884**	**723**

Source : Direction générale du contrôle des marchés et des engagements financiers

Tableau N° 12.2 : Evolution des marchés publics par mode de passation (en milliards FCFA)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Appels d'offres ouverts	81,89	190,66	221,82	106,00	182,00	116,69
Demandes de prix	0,35	2,18	2,07	5,61	3,53	1,42
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	9,19	20,01	8,52	6,79	16,39	6,89
Appels d'offres restreints	19,95	31,90	15,49	14,94	19,43	17,21
Gré à gré	9,32	24,97	12,07	5,91	26,18	16,93
Total	**120,71**	**269,72**	**259,97**	**139,24**	**247,53**	**159,15**

Source : Direction générale du contrôle des marchés et des engagements financiers

12.2. Statistiques des systèmes financiers décentralisés

Tableau N° 12.3: Indicateurs des systèmes financiers décentralisés

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Nombre de Systèmes financiers décentralisés	309	320	330	324	319	275	263	155	154	154
Membres/clients	730 413	769 600	773 420	928 849	1 031 960	1 111 529	1 176 286	1 212 101	1 388 526	1 464 846
Hommes	nd	nd	nd	511 293	537 796	661 847	nd	691 105	721 395	773 579
Femmes	nd	nd	nd	317 404	260 365	306 796	nd	337 780	357 637	545 381
Groupements	nd	nd	nd	100 152	233 799	142 886	nd	183 216	309 494	145 886
Encours de l'épargne (en milliards FCFA)	34,99	41,20	63,17	53,76	60,76	71,86	84,11	98,41	139,34	172,40
Encours du crédit (en milliards FCFA)	29,47	37,75	55,59	47,84	58,70	67,85	79,38	85,24	96,15	97,39
Créances en souffrance (en milliards FCFA)	5,10	1,57	1,76	1,44	2,88	2,90	3,76	3,49	4,46	7,51
PAR 90 jours (en %)	5,78	2,40	3,16	3,01	4,90	4,28	4,74	4,09	4,64	7,71

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de la micro-finance

PAR 90 jours = Portefeuille à risque de plus de 90 jours
(*) Les données de 2013 ne sont pas définitives

12.3. Statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat

Tableau N° 12.4: Statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépense en eau des services de l'Etat (en millions de FCFA)	3 662	4 174	4 592	5 129	5 785	6 694	6 830	7 248	7 133	7 322
Dépense en électricité des services de l'Etat (en millions de FCFA)	7 072	9 052	10 440	12 464	12 791	14 179	14 300	14 855	15 233	15 988
Dépense en téléphone des services de l'Etat (en millions de FCFA)	7 202	7 695	7 600	7 730	6 952	6 643	6 438	4 656	4 948	4 246
Total (eau-électricité-téléphone)	**17 936**	**20 921**	**22 633**	**25 324**	**25 527**	**27 516**	**27 568**	**26 760**	**27 314**	**27 556**
Evolution du budget du programme de réhabilitation des bâtiments administratifs (en millions de FCFA)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	1 049	nd	1000	1 500
Evolution du budget des locations de bâtiments (en millions de FCFA)	nd	nd	nd	nd	1 592	1 700	2 576	2 162	4 521	3 545
Recettes réalisées au titre des ventes aux enchères (en millions de FCFA)	nd	nd	nd	nd	nd	107	590	146	360	183
Nombre de bâtiments administratifs réhabilités au titre du programme de réhabilitation	nd	nd	nd	nd	nd	nd	25	nd	50	15
Nombre de baux administratifs conclus	nd	nd	nd	nd	79	25	41	15	30	20

Source : Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat

Glossaire

Concepts	Définitions
Aide alimentaire	L'aide alimentaire (FAO) Fourniture de vivres à des fins de développement, y compris les dons et prêts pour l'achat de vivres. Les dépenses connexes (transport, stockage, distribution, etc.) figurent aussi dans cette rubrique, ainsi que les articles apparentés fournis par les donateurs, la nourriture pour animaux et les intrants agricoles, par exemple, pour les cultures vivrières lorsque ces apports font partie d'un programme d'aide alimentaire.
Aide publique au développement	L'Aide publique au développement (APD) correspond aux courants d'aide en direction de pays en développement et d'institutions multilatérales émanant d'organismes publics, y compris l'Etat et les autorités locales ou leurs agents d'exécution, et dont chaque opération répond aux critères suivants : a) avoir pour objectif principal de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement ; b) avoir un caractère concessionnel et comprendre un élément don d'au moins 25% (au taux d'escompte de 10, cf. Prêt libéral). (L'élément don a été revu au taux de 35%).
Aide projet	L'aide projet comprend non seulement l'aide destinée aux projets d'investissements, mais également celle allant à la coopération technique liée aux projets d'investissement et à la coopération technique autonome
Appel d'offres ouvert	L'appel d'offres ouvert est la procédure par laquelle l'autorité contractante choisit l'offre évaluée économiquement la plus avantageuse, sans négociation, sur la base de critère préalablement portés à la connaissance des candidats dans le dossier d'appel d'offres.
Appel d'offres restreint	L'appel d'offres est dit restreint lorsque seuls peuvent remettre des offres, les candidats que l'autorité contractante a décidé de consulter. Le nombre de candidats admis à soumissionner, d'un minimum de trois (3), doit assurer une concurrence réelle. Il est ensuite procédé de manière identique comme en matière d'appel d'offres ouvert.
Appui budgétaire	Assistance qui ne s'inscrit pas dans le cadre de projets précis d'investissement ou de coopération technique mais correspond plutôt à des objectifs plus larges de développement macro-économique et/ou qui est fournie dans le but précis d'améliorer la balance des paiements du pays bénéficiaire et de mettre à sa disposition des devises. Cette catégorie comprend l'assistance en nature pour les apports de produits de base autres qu'alimentaires et les dons et prêts financiers permettant de payer ces apports. Elle comprend aussi les ressources correspondant aux annulations de dette publique.
Avoirs extérieurs nets (AEN)	Créances ou engagements nets des institutions monétaires (Banque Centrale et banques) sur l'extérieur. Ce poste correspond à l'ensemble des rubriques des situations de la Banque Centrale et des banques relatives à leurs opérations avec l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des avoirs extérieurs bruts, l'ensemble des engagements extérieurs, y compris les engagements à moyen et long terme.
Balance commerciale	Compte de la balance des paiements qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour calculer la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire ; si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou sa balance commerciale est déficitaire.
Balance des biens et services	Elle regroupe la balance commerciale qui est la différence entre les exportations et les importations de biens et la balance des services qui est la différence entre les exportations et les importations de services (transport, communication, assurance, redevance et droits de licences, voyage, etc.)
Balance des paiements	Etat statistique qui retrace sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Les flux économiques et financiers à l'origine de ces opérations sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs ou de portefeuille).

Concepts	Définitions
Balance des revenus	Différence entre les revenus des travailleurs expatriés et les revenus d'investissements (intérêts et dividendes).
Balance des transferts courants	Compte regroupant les dépenses et revenus d'aide publique au développement, les contributions aux organisations internationales, les transferts des émigrés / immigrés. Le solde du compte des transactions courantes est le compte le plus commenté et celui retenu par le FMI.
Cadre budgétaire à moyen terme	C'est le cadre préparatoire au CDMT global. Il met en cohérence les grandes masses de ressources et de dépenses à l'effet de s'assurer de la cohérence et de la soutenabilité du cadre budgétaire. Il offre un cadre de préparation du budget cohérent à travers la conciliation des ambitions globales de dépenses et les possibilités financières du budget de l'Etat issues d'un cadrage macroéconomique dument élaboré. Il permet de s'assurer également du respect des différentes normes (soutenabilité du déficit, respect des différents engagements du gouvernement, efficacité du système de prélèvement fiscal…).
Compte de capital	Il retrace les transferts en capital (remises de dette, aides à l'investissement) entre le pays et l'étranger et les acquisitions d'actifs non financiers (brevets, droits d'auteur, etc.). Il y a transfert en capital lorsque la propriété d'un actif fixe est cédée ou lorsqu'un engagement financier est annulé par accord mutuel entre le débiteur et le créancier sans que ce dernier ne reçoive de contrepartie.
Compte de transactions courantes	Elément de la balance des paiements regroupant la balance des biens et services, la balance des revenus et la balance des transferts courants.
Compte financier	Compte retraçant les différents flux financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents. Il prend en compte : les IDE, les investissements de portefeuille (achat ou vente d'actions et d'obligations de l'étranger ou à l'étranger), les autres investissements (financement d'opérations commerciales et diverses opérations de prêts ou d'emprunts), et les «avoirs de réserve » qui recensent la variation des réserves de change d'un pays.
Consommation finale des administrations publiques	Dépenses courantes des administrations publiques consacrées à l'achat de biens et de services (y compris la masse salariale). Elle comprend aussi la plupart des dépenses au titre de la défense et de la sécurité nationale, mais non les dépenses militaires de l'État, qui font partie de la formation de capital par l'État
Comptes courants postaux (CCP)	Solde des comptes de particuliers et entreprises auprès des chèques postaux.
Crédits à l'économie (CE) :	Ensemble des concours consentis à l'économie par les banques (refinancés ou non), les établissements financiers (partie refinancée par la Banque Centrale) et par le Trésor (à travers l'acceptation de traites douanières).
Dépenses	Engagements non remboursables des administrations, qu'il s'agisse d'opérations avec ou sans contrepartie. Elles se décomposent en dépenses courantes (salaires et traitements, charges de la dette publique, fonctionnement et transferts courants) et en dépenses en capital
Dépenses en capital	Dépenses d'investissement. Elles sont, en principe, destinées à l'acquisition de biens de capital fixe, de stocks stratégiques ou d'urgence, de terrains ou d'actifs incorporels ; elles concernent aussi les paiements sans contrepartie ayant pour but de permettre aux bénéficiaires d'acquérir des biens de capital. Cependant, l'acquisition par l'Etat de biens de capital pour les entreprises publiques est considérée comme une prise de participation et enregistrée en prêts nets. Les dépenses en capital sont regroupées selon l'origine du financement (ressources propres ou ressources extérieures, ces dernières portant sur l'ensemble du programme d'investissement public). On distingue également les investissements directement exécutés par les administrations publiques et les transferts en capital effectués par elles.
Dépenses ordinaires	Somme de la charge de la dette et des dépenses en atténuation de la dette, dépenses de personnel, dépenses de fonctionnement et les transferts courants
Dette	Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs qui comportent l'obligation pour le débiteur de rembourser le principal et/ou verser des intérêts, à un ou plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des résidents d'une économie par des personnes ou entités de la même économie et/ou d'autres économies.

Concepts	Définitions
Dette avalisée	Dette pour laquelle l'Etat ou ses démembrements est constitué aval (garant personnel).
Dette bilatérale	Ensemble des dettes contractées à une date donnée par un État auprès d'un autre État
Dette extérieure	Montant à une date donnée des engagements contractuels en cours et ayant donné lieu à un versement des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents, comportant obligation de remboursement du principal avec ou sans paiement d'intérêt.
Dette intérieure (ou domestique)	Ensemble des dettes contractées auprès d'acteurs résidents dans le pays et exprimées en monnaie locale.
Dette intérieure contractuelle	Appelée « instruments de dette intérieure» par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les dettes obtenues sur la base d'un contrat, d'une convention ou tout autre engagement signé entre l'Etat et les partenaires ou tout autre souscripteur, personne physique ou morale, résidents ; Ce sont les conventions d'emprunts passées avec les institutions financières et celles non financières, les obligations du Trésor, les bons du Trésor, les dettes titrisées ou consolidées sur les entreprises publiques ou privées et sur la banque centrale
Dette intérieure flottante	Appelée « autres dettes » par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les engagements financiers à court terme de l'Etat, qui ne nécessitent pas l'établissement d'un contrat en tant que tel ; Elle regroupe deux catégories de dépenses à savoir les instances de paiement auprès du Trésor Public et les autres engagements de l'Etat à honorer par le biais du Trésor.
Dette multilatérale	Ensemble des dettes contractées par un État auprès d'un groupe d'États ou d'une Institution financière internationale (Banque mondiale, FMI, banques de développement régionales (comme la Banque africaine de développement) et autres institutions multilatérales (comme le Fonds européen de développement)).
Dette publique	Dette résultant d'emprunts contractés par l'Etat ou ses démembrements auprès d'entités résidentes et/ou non résidentes.
Dette publique extérieure	Elle représente l'ensemble des prêts contractés par les pouvoirs publics d'un pays auprès de créanciers (privés ou publics, bilatéraux ou multilatéraux) extérieurs
Différé de remboursement	Il correspond à la période, généralement au début de l'emprunt, pendant laquelle l'emprunteur n'a pas à rembourser de capital. Mais durant cette période, l'emprunteur rembourse les intérêts de la dette.
Elément don	Différence entre la valeur nominale (ou valeur actualisée des décaissements) et la valeur actualisée du service de la dette, exprimée en pourcentage de la valeur nominale du prêt. C'est un indicateur qui permet de mesurer le degré de concessionnalité de la dette.
Emprunt d'Etat	Obligation ou titre de créance négociable émis généralement dans sa propre devise par un gouvernement.
Encours de la dette	Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés
Endettement public	Action du secteur public (administration centrale, sociétés à capitaux publics, collectivités territoriales, établissements publics de l'Etat) impliquant la création d'une dette
Exportations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands fournis au reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services non facteurs. La valeur des revenus des facteurs et de la propriété (autrefois qualifiés de services, y compris les revenus des facteurs), comme le produit des placements, les intérêts et le revenu du travail, en est exclue.
Exportations FOB	Valeur des marchandises exportées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.

Concepts	Définitions
Financement	Par définition, le financement total est égal au déficit ou à l'excédent des opérations de l'Etat sur base caisse. Il représente donc les variations des engagements de l'Etat au titre de ses remboursements futurs et celles de ses avoirs liquides, qui lui sont nécessaires pour couvrir les différences entre ses décaissements et ses encaissements. Le financement recouvre les opérations par lesquelles les administrations publiques contractent des emprunts et les remboursent, ou reçoivent des dépôts de tiers pour gérer leurs liquidités. Il comprend aussi la variation nette des avoirs que ces administrations détiennent sous forme de monnaie et de dépôts. Le financement a une importance particulière : il voudrait montrer les origines des ressources qui ont pu financer des dépenses supérieures aux recettes et dons (lorsqu'il y a déficit) ou les emplois des ressources qui ont dépassé les dépenses. Les opérations de financement ont la même fonction que les recettes et les dons: elles permettent à l'Etat d'engager des dépenses. Mais, une opération de financement crée une dette que l'Etat devra rembourser.
Fonds communs ou paniers communs	Instrument d'intervention des PTF. Ils permettent aux PTF de cofinancer des programmes d'envergure dans une perspective d'harmonisation des procédures et des conditions de décaissements. Dans sa mise en œuvre, un PTF chef de file est désigné pour assurer la coordination avec le gouvernement
Formation brute de capital fixe (FBCF)	Dépenses consacrées à l'accroissement du capital fixe de l'économie, plus les variations nettes du niveau des stocks. L'accroissement du capital fixe recouvre les travaux d'amélioration foncière (clôtures, fossés, canaux d'écoulement, etc.) ; les installations et achats d'outillages et de matériels ; et la construction de routes, voies ferrées, et autres infrastructures, y compris les écoles, les immeubles de bureaux, les hôpitaux, les logements privés et les établissements commerciaux et industriels. Les stocks comprennent les quantités de marchandises détenues par les entreprises pour faire face à des fluctuations temporaires ou imprévues des niveaux de la production ou des ventes, ainsi que les « travaux en cours ». D'après le SCN de 1993, les acquisitions nettes de biens de valeur font également partie de la formation de capital.
Gré à gré	C'est lorsque l'autorité contractante engage sans formalité des discussions avec un fournisseur dans le but de conclure un contrat. Il y a six (6) cas pour recourir au gré à gré plus un cas exceptionnel (consultant individuel) : 1. extrême urgence, pour les travaux, fournitures ou services que l'autorité contractante doit faire exécuter en lieu et place de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire défaillant ; 2. urgence impérieuse motivée par des circonstances imprévisibles ou de force majeure ne permettant pas de respecter les délais prévus dans les procédures d'appel d'offres et de demande de prix, nécessitant une intervention immédiate, et lorsque l'autorité contractante n'a pas pu prévoir les circonstances qui sont à l'origine de l'urgence ; 3. lorsque les besoins ne peuvent être satisfaits que par une prestation nécessitant l'emploi d'un brevet d'invention, d'une licence ou de droits exclusifs détenus par un seul entrepreneur, un seul fournisseur ou un seul prestataire ; 4. lorsque les marchés ne peuvent être confiés qu'à un prestataire déterminé pour des raisons techniques ou s'il y a une nécessité de continuer avec le même prestataire ou pour des raisons artistiques ; 5. lorsque les prestations requièrent la sélection d'un consultant particulier en raison de sa qualification unique ou de la nécessité de continuer avec le même prestataire ; 6. lorsque les prix unitaires des biens sont réglementés ou font l'objet d'une tarification et que le montant du contrat est inférieur à cent millions (100.000.000) F CFA toutes taxes comprises. 7. Le cas particulier : consultant individuel reconnu ayant une compétence affirmé dans le domaine.
Importations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands provenant du reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services hors facteurs.

Concepts	Définitions
Importations Free On Board (FOB)	Valeur des marchandises importées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.
Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)	Mesure de l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes. Il s'agit d'un indice synthétique de type Laspeyres calculé mensuellement. L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.
Investissement, équipement	Acquisitions d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillages techniques, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.
Investissements de portefeuille	Achats de titres de propriété ou de créance émis par des agents non-résidents (c'est-à-dire, schématiquement, à l'étranger) par des épargnants qui ne désirent pas pour autant prendre le contrôle de l'entreprise, mais simplement placer leur argent dans une optique de rentabilité. Conventionnellement, selon le FMI, on considère qu'un achat d'action est un investissement de portefeuille (un placement) tant que le Total des actions détenues représente moins de 10 % du capital social de l'entreprise.
Investissements directs à l'étranger (IDE)	Achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir "un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion". Ils peuvent prendre la forme d'une création d'entreprise, du rachat d'une entreprise existante, ou encore d'une simple prise de participation dans le capital d'une entreprise, à condition que cela permette d'obtenir un pouvoir de décision effectif dans la gestion. Plus précisément, d'après la définition du FMI, les IDE connaissent quatre formes : La création d'une entreprise ou d'un établissement; l'acquisition d'au moins 10 % du capital social d'une entreprise étrangère déjà existante ; le réinvestissement de ses bénéfices par une filiale ou une succursale située à l'étranger ; les opérations entre la maison mère d'une firme transnationale et ses filiales (souscription à une augmentation de capital, prêts, avances de fonds, etc.
Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés (SIFIM)	Part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.
Marché publics	Contrat administratif à l'acquisition des biens et services dont le montant est supérieur à vingt millions (20 000 000) de francs CFA.
Masse monétaire (MM)	Ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Elle recouvre les disponibilités monétaires (circulation fiduciaire + dépôts à vue) et quasi monétaires (comptes d'épargne et dépôts à terme).
Obligations cautionnées (OC)	Traites douanières, cautionnées par une ou plusieurs banques, souscrites au profit du Trésor public par les particuliers ou entreprises, auxquels ont été consentis des délais de paiement.
Position nette du Gouvernement (PNG)	Créances nettes ou engagements nets du Trésor vis-à-vis du reste de l'économie. La position nette du Gouvernement est constituée par la différence entre les dettes du Trésor et ses créances sur la Banque Centrale, les banques et les particuliers et entreprises. Par convention, une PNG créditrice est précédée du signe (na) tandis qu'une PNG débitrice est précédée d'un signe (+).

Concepts	Définitions
Produit intérieur brut (PIB)	Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ; le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ; le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte
Programmation triennal d'investissements publics glissant	Le Programme triennal d'investissements publics glissant décrit le cadre de cohérence des investissements publics avec les grandes orientations de l'Etat définies dans les différents référentiels de développement économique et social. Il s'appuie sur le CBMT et constitue de ce fait un outil de gestion qui permet d'améliorer la transparence budgétaire et la visibilité des investissements. C'est un cadre de programmation des investissements sur une période de trois (3) ans, qui a pour ambition de présenter l'allocation des ressources budgétaires en se fondant sur des programmes réalistes et réalisables par les différents départements ministériels et institutions.
Ratio de la soutenabilité de la dette par rapport aux recettes d'exportation	Rapport entre le service de la dette et le total des recettes d'exportation de biens et services (non facteurs de production). Elle mesure le poids de la charge de la dette par rapport aux exportations de biens et services (non facteurs de production).
Recettes	Ensemble des encaissements non remboursables et sans contrepartie provenant de prélèvements obligatoires (tels les impôts) ainsi que les encaissements non remboursables et avec contrepartie (tels que le revenu de la propriété et du patrimoine, les droits divers et redevances) ne provenant pas d'autres administrations publiques, nationales ou étrangères, ou d'organisations internationales.
Recettes en capital	Paiements comportant une contrepartie correspondant à une opération en capital telle que la vente de biens de capital fixe, de stock, de terrains ou d'actifs incorporels. On rajoutera aux recettes en capital les recettes du portefeuille des participations de l'Etat et des transferts en capital (versements sans contrepartie effectuées à des fins de formation de capital) provenant de sources autres que les administrations publiques. Elles ne comprennent pas le produit des privatisations, qui doit être classé en financement.
Recettes fiscales	Paiements sans contrepartie et non remboursables effectués au profit des administrations publiques. Elles comprennent également les droits et frais perçus par les administrations n'ayant aucune commune mesure avec le coût ou l'ampleur du service fourni au payeur.
Recettes non fiscales	Elles comprennent tous les encaissements non remboursables des administrations publiques ayant une contrepartie à l'exception de ceux qui proviennent des ventes de biens en capital, toutes les amendes et pénalités à l'exception de celles relatives aux infractions fiscales, et tous les encaissements courants des administrations publiques représentant des versements volontaires, non remboursables et sans contrepartie.
Secteur primaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale est l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche ou la sylviculture.
Secteur secondaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève de l'industrie manufacturière; de l'industrie extractive; de la production et la distribution de l'électricité, de l'eau et du gaz; des bâtiments et travaux publics.
Secteur tertiaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève du commerce, du transport, des communications, des banques et assurances, des autres services et de l'administration.

Concepts	Définitions
Service de la dette	Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les autres charges liées à l'emprunt (intérêts, commissions) payées ou à payer pendant une période donnée.
Solde global (déficit ou excédent)	Le solde global mesure l'écart entre les ressources (Recettes Totale et dons) et les dépenses (Dépenses Totales et prêts nets). (Excédents si les ressources sont supérieures aux dépenses, déficit dans le cas contraire).
Solde global hors dons	Différence entre les recettes Totales et les dépenses Totales et prêts nets. Il indique véritablement l'ampleur de l'effort budgétaire nécessaire pour équilibrer la situation financière de l'Etat, sans avoir recours aux dons. De plus, il permet de tenir compte de la nature discrétionnaire et souvent difficilement prévisible des dons.
Solde budgétaire de base	C'est la somme des recettes totales hors dons
Solde budgétaire de base soutenable	Solde budgétaire de base cohérent avec la préservation de la viabilité de la dette et de la soutenabilité des finances publiques notamment le maintien durable du ratio « service de la dette sur recettes budgétaires » en deçà du seuil requis (actuellement de 15%).
Solde global de base	C'est le solde global hors dons et hors investissements financés sur ressources extérieures. Cet indicateur permet de mesurer la soutenabilité de la politique budgétaire.
Solde primaire	Ce solde est la différence entre les recettes totales et les dépenses intérieures totales hors paiements d'intérêts. Les paiements d'intérêts ne peuvent pas être modifiés à court terme du fait que l'encours de la dette est constant durant l'exercice de la dette. Il s'agit d'une dépense non discrétionnaire.
Soutenabilité des finances publiques	Situation dans laquelle un pays est en mesure de remplir ses obligations actuelles et futures au titre du service de la dette, sans recourir aux financements exceptionnels (accumulation d'arriérés et/ou rééchelonnement) et sans compromettre la stabilité de son économie.
Stock de la dette	Encours de la dette qui prend en compte les intérêts échus.
Stratégie d'endettement public	Ensemble des décisions prises pour mettre en œuvre la politique d'endettement public et de gestion de la dette.
Tableau des opérations Financières de l'Etat (TOFE)	Instrument statistique cohérent qui permet de mesurer d'une part, l'activité des administrations publiques et leur impact sur les autres secteurs de l'économie et d'autre part, l'interaction entre les finances publiques et les différents agrégats macro-économiques (balance des paiements, situation monétaire, épargne et investissement). Il est essentiel pour la formulation, le suivi et la coordination des politiques budgétaires.
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Impôt sur les produits collecté par les entreprises et intégralement supportés par l'acheteur final en dernier ressort.
Titre1	Avant 2003, il était intitulé « charge de la dette publique » Depuis 2004, il s'intitule « amortissements, charge de la dette et dépenses en atténuation des recettes »
Titre2	Dépenses de personnel
Titre3	Avant 2003, il était intitulé « dépenses de matériels » Depuis 2004, il s'intitule « dépenses de fonctionnement »
Titre4	Transferts courants
Titre5	Avant 2003, il était intitulé « dotation, amortissement de la dette publique » Depuis 2004, il s'intitule « investissements exécutés par l'Etat »
Titre6	Transfert en capital
Transferts	Les transferts concernent les virements effectués par l'Etat pour soutenir ses sous-secteurs ou d'autres secteurs de l'économie (par exemple, les subventions aux entreprises publiques, les subventions aux collectivités publiques autonomes, les bourses d'études, les subventions aux produits de première nécessité) mais aussi les dépenses liées à la participation de l'Etat aux organisations internationales, comme par exemple les cotisations annuelles.
Valeur ajoutée	Différence entre la production et les consommations intermédiaires. C'est la richesse produite par l'ensemble des unités de production.

Concepts	Définitions
Variations des stocks	Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.
Viabilité de la dette	Situation dans laquelle l'évolution du rapport de la valeur actualisée nette (VAN) de la dette sur les exportations de biens et services et sur les recettes budgétaires est en deçà des normes définies.

METADONNEES

1. Taux d'inflation

Objectif : Mesurer l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages.			
Définition : Le taux d'inflation annuel est la variation du niveau moyen de l'indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) pour deux années consécutives.			
Liste d'indicateurs : Critère de convergence de l'UEMOA, PAP/POSEF	**Producteur :** INSD.	**Désagrégation :** Fonction de consommation, groupe et sous-groupe.	**Périodicité :** Annuelle
Source : INSD : Publications mensuelles IHPC, Annuaires statistiques de l'INSD. Site Internet : www.insd.bf			

2. Produit intérieur brut (PIB) par tête

Objectif : Mesurer la création de richesses.			
Définition : Indicateur $= \frac{\text{PIB nominal}}{\text{Population totale}}$ (en FCFA) Le produit intérieur brut correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par tous les agents économiques résidant sur le territoire économique, à laquelle on ajoute les droits et taxes perçus à l'importation. Il couvre l'ensemble des activités productrices, y compris celles du secteur informel.			
Liste d'indicateurs :	**Producteur :** INSD, DGEP/IAP.	**Désagrégation :** Non désagrégé.	**Périodicité :** Annuelle.
Source : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgep.gov.bf			

3. Variation annuelle du PIB réel (en %)

Objectif : Mesurer la création de richesses, c'est à dire de la croissance économique, d'une année sur l'autre.			
Définition : Indicateur $= \sum_i P_{i,t0}.Q_{i,t}$ Le produit intérieur brut correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par tous les agents économiques résidant sur le territoire économique, à laquelle on ajoute les droits et taxes perçus à l'importation. Il couvre l'ensemble des activités productrices, y compris celles du secteur informel. Le PIB réel ou en volume (constant) est la valeur du PIB en tenant compte des variations des prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel est constitué par la valeur des biens i produits au cours de la période t mesurés à prix constants. L'année de base, notée t_0, est 1999.			
Liste d'indicateurs : SCADD	**Producteur :** INSD, DGEP/IAP	**Désagrégation :** Non désagrégé.	**Périodicité :** Annuelle.
Source : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision. Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgep.gov.bf			

4. Balance commerciale en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la contribution du commerce extérieur à la création de richesses.			
Définition : Indicateur $= \frac{\text{Exportations - Imporations}}{\text{PIB nominal}}$ (en %) La balance commerciale est la différence entre le montant des exportations et celui des importations.			
Liste d'indicateurs :	**Producteur :** INSD, DGEP/IAP.	**Désagrégation :** Non désagrégé.	**Périodicité :** Annuelle.
Source : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgep.gov.bf			

5. Encours de la dette en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la stabilité macro-économique et améliorer la gestion budgétaire.

Définition : L'encours de la dette publique (intérieure et extérieure) est le montant qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé où annulé. En d'autres termes, il s'agit du total des décaissements réels moins les remboursements du principal.
Le produit intérieur brut correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par tous les agents économiques résidant sur le territoire économique, à laquelle on ajoute les droits et taxes perçus à l'importation.

$$\text{Indicateur} = \frac{\text{Encours de la dette publique totale}}{\text{PIB nominal}} \text{ (en \%)}$$

Liste d'indicateurs :	**Producteur :**	**Désagrégation :**	**Périodicité :**
Critère de convergence de l'UEMOA.	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique/DDP, DGEP, INSD, CNPE	Non désagrégé.	Annuelle.

Source : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision
Site Internet : www.tresor.bf, www.dgep.gov.bf,www.insd.bf

6. Valeur actuelle de la dette en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la viabilité de la dette

Définition : La valeur actuelle de la dette est égale à la somme de toutes les obligations futures au titre du service de la dette existante (principal et intérêts), actualisée au taux d'intérêt du marché. Le ratio valeur actuelle de la dette en pourcentage du PIB permet de mesurer la capacité du pays à remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du remboursement de la dette.

$$\text{Indicateur} = \frac{\text{Valeur actuelle de la dette}}{\text{PIB nominal}} \text{ (en \%)}$$

Liste d'indicateurs :	**Producteur :**	**Désagrégation :**	**Périodicité :**
Initiative PPTE	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique/DDP, DGEP, INSD	Non désagrégé.	Annuelle.

Source : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision
Site Internet : www.tresor.bf, www.dgep.gov.bf,www.insd.bf

7. Service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services

Objectif : Mesurer la soutenabilité de la dette

Définition : Le service de la dette représente l'ensemble des paiements effectués au titre du remboursement du principal d'un prêt, des intérêts et des commissions d'engagement. Le ratio du service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services permet de cerner la capacité d'un pays à remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du service de sa dette extérieure, sans allégement de dette, ni rééchelonnement, ni accumulation d'arriérés sur la base des devises générées par les recettes d'exportations.

$$\text{Indicateur} = \frac{\text{Service de la dette}}{\text{Exportations de biens et services}} \text{ (en \%)}$$

Liste d'indicateurs :	**Producteur :**	**Désagrégation :**	**Périodicité :**
Initiative PPTE	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique/DDP, DGEP, INSD	Non désagrégé.	Annuelle.

Source : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision
Site Internet : www.tresor.bf, www.dgep.gov.bf,www.insd.bf

8. Aide publique au développement en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la dépendance du pays vis-à-vis de l'aide publique au développement.			
Définition : Indicateur = $\frac{\text{Aide publique au développement}}{\text{PIB nominal}}$ (en %)			
Liste d'indicateurs :	**Producteur :** DGCOOP/DGEP/INSD,.	**Désagrégation :** Non désagrégé.	**Périodicité :** Annuelle.
Source : Rapport pour la coopération au développement, Instrument Automatisé de Prévision. Site Internet : www.insd.bf; www.dgcoop.gov.bf; www.dgep.gov.bf			

9. Incidence de la pauvreté (P_0)

Objectif : Mesurer la pauvreté, la vulnérabilité et les inégalités.			
Définition : Proportion d'individus considérée comme pauvre dans une population donnée. Un individu est dit pauvre lorsque son bien-être n'atteint pas un niveau considéré comme minimum »raisonnable » selon des critères spécifiés. Indicateur(P_0) = $\frac{\text{Nombre d'individus considérés comme pauvres}}{\text{Population totale}}$ (en%)			
Liste d'indicateurs : OMD, SCADD	**Producteur :** INSD.	**Désagrégation :** Région, milieu de résidence.	**Périodicité :** Quinquennale.
Source : Annuaire statistique national Site Internet : www.insd.bf.			

10. Profondeur de la pauvreté (P_1)

Objectif : Mesurer le degré de gravité de la situation des pauvres.			
Définition : Déficit total de tous les pauvres en termes de consommation par rapport au seuil de pauvreté. Il caractérise le manque à combler pour amener tous les pauvres au seuil de pauvreté. $\text{Indicateur } (P_1) = \frac{1}{n}\sum_{i=1}^{q}\left(\frac{z-Yi}{z}\right)$ avec q=nombre d'individus considéré comme pauvre n=population totale ; z=seuil de pauvreté ; y_i=dépense moyenne par individu pauvre			
Liste d'indicateurs : OMD, SCADD	**Producteur :** INSD.	**Désagrégation :** Région, milieu de résidence.	**Périodicité :** Quinquennale.
Source : Annuaire statistique national Site Internet : www.insd.bf.			

11. Sévérité de la pauvreté (P_2)

Objectif : Mesurer l'éloignement moyen des pauvres du seuil de pauvreté.			
Définition : Mesure liée de très près à l'écart de la consommation par rapport au seuil de pauvreté, mais elle accorde aux plus pauvres une pondération plus grande dans l'agrégation qu'aux moins pauvres. $\text{Indicateur } (P_2) = \frac{1}{n}\sum_{i=1}^{q}\left(\frac{z-Yi}{z}\right)^2$ avec q=nombre d'individus considéré comme pauvre n=population totale ; z=seuil de pauvreté ; yi=dépense moyenne par individu pauvre			
Liste d'indicateurs : OMD, SCADD	**Producteur :** INSD.	**Désagrégation :** Région, milieu de résidence.	**Périodicité :** Quinquennale.
Source : Annuaire statistique national Site Internet : www.insd.bf.			

12. Indice du développement humain

Objectif : Mesurer le développement humain.

Définition : Indicateur = $\frac{\text{Indice d'espérance de vie} + \text{Indice de niveau d'instruction} + \text{Indice de PIB}}{3}$

La formule générale de calcul de chacun des trois indices est la suivante : $\frac{\text{Valeur constatée - Valeur min}}{\text{Valeur max - Valeur min}}$

avec :

	Valeur maximale	Valeur minimale
Espérance de vie à la naissance (en année)	85	25
Taux d'alphabétisation des adultes (en %)	100	0
Taux brut de scolarisation combinée (en %)	100	0
PIB par habitant (en PPA)	40 000	100

Liste d'indicateurs :	**Producteur :**	**Désagrégation :**	**Périodicité :**
	PNUD.	Non désagrégé.	Annuelle.

Source : Rapports mondiaux sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement.
Sites Internet : www.undp.org; www.insd.bf

© Direction des études et de la planification (DEP)
Ministère de l'économie et des finances

Burkina Faso